

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

auprès des personnalités politiques et littéraires européennes

sur

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes :

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression des minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Marguerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin (France); Bedri Péyani, Kiamil Balla (Albanie); Dr. Max Uebel-hör (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burkin prés., Lucien Guillaud secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.).

G. Dumoulin



Georges Dumoulin est né le 25 novembre 1877 à Ardres-en-Calais. Ses parents étaient de pauvres journaliers. Très jeune encore, il fut contraint de travailler. D'abord comme valet de ferme, ensuite dans les sucreries. A 14 ans il descendit dans la mine. C'est de ce moment que date sa destinée de militant syndicaliste.

En 1900, à une grève locale, il est arrêté, condamné. Il se rend ensuite en Belgique en 1902, s'y mêle au mouvement des ouvriers belges pour l'obtention du suffrage universel, et est expulsé du pays. Il rentre alors en France, vendangeant dans les vignobles, travaillant comme terrassier ou comme ouvrier

de sucrerie. Réembauché dans les mines de Courrières, il re-participe au mouvement ouvrier, à la grève, il est à nouveau arrêté, emprisonné, renvoyé de la mine. Il est nommé alors secrétaire du Syndicat des mineurs, poste qu'il occupe jusqu'au commencement de 1909.

Entretemps, il s'instruit. Et en 1908 il publie des études très remarquées sur l'histoire syndicale des mineurs. Ses articles paraissent dans la revue Le Mouvement Socialiste que dirigeait M. Hubert Lagardelle. En 1909, il vient à Paris, travaille dans les souterrains à la construction du Métropolitain, et collabore en même temps avec Pierre Monatte à la fondation de la revue syndicaliste La Vie ouvrière.

Vers la fin de 1910, il est nommé secrétaire-adjoint de la C. G. T. En 1911 il est condamné à deux ans de prison pour des discours antimilitaristes.

En reprenant sa place dans le mouvement syndical et son poste à la C. G. T. en 1918, Dumoulin devint un des tribuns populaires du mouvement ouvrier français, le leader des congrès et des assemblées politiques.

Il collabore au Progrès de Bordeaux, à l'Eclairer du Pas-de-Calais, à l'Information, etc.

Je souffre dans mon cœur d'ouvrier non pas seulement depuis que la terreur blanche et la réaction sévissent dans les pays balkaniques, mais je souffre depuis que je vois clair, depuis que je sens et depuis que j'ai pu voir combien d'injustices pesaient sur les travailleurs et quel mensonge était pour eux la liberté. Aussi cette liberté si chère, si pénible à conquérir, si je l'ai envisagée du point de vue politique, ne m'a-t-elle semblée vraiment digne de ce nom qu'autant que le travail sera libéré de ses chaînes et que les ouvriers seront économiquement émancipés. Dès lors, j'ai toujours pensé qu'il fallait lutter pour la conquête des libertés politiques et aussi pour soustraire le travail à l'emprise du capitalisme et pour rendre la classe prolétarienne maîtresse d'elle-même. J'ai constamment agi dans ce sens.

J'ai suivi avec angoisse ce qui s'est passé depuis la fin de la guerre dans les Balkans. J'ai vu se développer les régimes de terreur blanche en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie, en Grèce. Je sais les traitements odieux infligés, les tortures appliquées aux paysans macédoniens comme à ceux de Bes-

sarabie; je sais aussi combien les anarchistes ont été persécutés et assassinés en Bulgarie sous le règne de Stamboliisky et quelle a été la politique de meurtre de Tsankoff continuée aujourd'hui par son successeur Liapcheff sous le couvert d'une caricature d'amnistie.

J'assemble toutes ces horreurs; je les rapproche de celles d'Italie, du fascisme hongrois, des entreprises militaires du Maroc, etc. et j'ai honte, j'ai honte d'un monde qui a eu l'incroyable toupet d'associer la justice et le droit à la guerre pour aboutir à de nouveaux foyers de guerre et de monstruosité économiques.

Aussi mes réponses à vos questions seront-elles simples et modestes.

Aucun principe de justice ou de liberté n'a guidé les gouvernements des pays qui ont procédé au morcellement de la Macédoine. Ils ont agi comme des brigands qui se partagent un butin. La paix n'entre pas ici en considération surtout qu'il s'agit de brigandage.

Il n'y a pas de droits pour les minorités ethniques du moment qu'il y a réaction et que celle-ci ne reconnaît ni le droit de penser, ni celui d'écrire, ni celui d'association.

Certainement le mieux serait que tous les Etats balkaniques se fédèrent entre eux. Cette Fédération des peuples des Balkans comprendrait aussi le peuple macédonien libre et autonome.

Mais les gouvernements actuels des Etats balkaniques ne réaliseront pas cette Fédération sur des bases démocratiques. Ils la réaliseront peut-être d'après leur système despotique, par des alliances militaires en vue de préparer de nouvelles entreprises de violence.

Il faut donc préparer l'union des peuples balkaniques par l'organisation des ouvriers et des paysans, par la fusion des forces intellectuelles qui ont rompu avec les mœurs sauvages du passé. Mais il faut aussi que les forces ouvrières, paysannes et intellectuelles fédérées entre elles dans les Balkans finissent par s'appuyer sur l'Internationale Ouvrière toute entière et sur le mouvement intellectuel universel. L'Internationale Ouvrière ne peut intervenir efficacement dans les Balkans que si elle même réalise son unité d'action.

En dehors de ce vaste plan d'union et d'action, les luttes parlementaires seront vaines et les combats politiques impuissants.

G. Dumoulin

Ladislav Fényes

Ladislav Fényes est né en 1871. Il s'est lancé dans le journalisme à 21 ans, et depuis lors il lutte sans cesse pour la paysannerie et le prolétariat des campagnes et des villes. En 1917 il mena une lutte énergique contre la guerre. Après la révolution il travailla avec Michaël Karolyi. Par la suite il a passé 2 ans en prison préventive, accusé d'avoir participé à l'assassinat du comte Tisza. Il fut acquitté et, immédiatement après sa remise en liberté, il attaqua énergiquement le pouvoir dictatorial et fut condamné à 5 ans de prison; 8 autres procès de presse avaient aussi été intentés contre lui, ce qui lui aurait certainement valu sa condamnation à la prison à perpétuité. Il s'enfuit alors de la Hongrie et vit actuellement à Vienne. En 1912 lors de la guerre balkanique Fényes était correspondant de guerre à Sofia et sur les théâtres des opérations.

Ladislav Fényes est l'un des publicistes populaires les plus estimés en Hongrie.

Vous m'avez fait l'honneur de me demander mon opinion sur la situation actuelle dans les Balkans et sur le but, la Fédération Balkanique, que votre journal poursuit.

Les couches sociales dans le monde entier se trouvent dans un état volcanique, car la conscience humaine, ses forces, ses énergies se sont débarrassées de leur écorce extérieure. Si même dans les dernières décades tout n'a pas été démocratisé dans le monde, les vœux et les desiderata de tous les peuples ont pris des proportions plus étendues. Et les frictions continues existant entre ces désirs et la réalité ont créé des foyers d'incendie.

La péninsule balkanique est le cratère le plus ancien et le plus patient de l'Europe. La solution de la question balkanique

Les épaves des prisons roumaines

Je ne sais pas qu'aucun des grands inspirés qui ont évoqué dans des épopées ou dans des poèmes les plus affreuses souffrances humaines, ou même les tourments des damnés, aient jamais imaginé quelque chose qui se rapproche des cycles effroyables de supplices où les gouvernements de l'ordre bourgeois qui règnent aujourd'hui précipitent leurs victimes.

Ce que nous en apprenons est de plus en plus monstrueux, de plus en plus indicible.

par une évolution est naturellement à peine concevable. Les vieilles idéologies et les vœux des masses hétéroclites qui vivent dans les Balkans sont si inextricablement enchevêtrés qu'il est à peine possible d'y trouver une issue. Si pour chaque demande nationale, linguistique ou religieuse la terre faisait jaillir une source de pétrole, la péninsule balkanique serait certainement la contrée la plus riche de l'Europe. Quelles que soient les frontières que l'on adjuge aux différentes nations balkaniques que l'on voudrait contenter en les érigeant en Etats, on sera toujours taxé d'injustice, et du moment que les intérêts de pouvoir camouflés sous le masque d'idéals nationaux ne voudront point se soumettre les uns aux autres, la Fédération dont vous propagez l'idée dans votre journal semble être la solution la plus désirable: l'Union des territoires autonomes sous une administration commune politique et économique. Ce qui règne aujourd'hui dans les Etats balkaniques soi-disant nationaux n'est autre chose que le despotisme de certains groupements politiques qui veulent dominer d'autres groupements despotiques, au préjudice du peuple malheureux et misérable.

Les conditions politiques, économiques et idéelles de l'Europe sont aujourd'hui tellement troubles que je ne puis y voir que l'ap-



proche d'une terrible catastrophe qui détruira toute la culture et tout l'humanisme. Ce n'est qu'après cette grande crise que s'élèvera un nouveau monde, lentement, des nouvelles idéologies qui feront table rase des anciennes, et qui accomplira les nivellements nécessaires. Mais combien de vies belles et précieuses périront lors de ce processus!

Les esprits hautement développés n'ont pas à leur disposition une armée sans nationalité, dénuée des maladies sanguinaires, dont le commandant en chef puisse dire aux politiciens: «Leaders, nous les hommes avons acquis une pleine conscience de nous-mêmes; aussi vous ordonnons-nous: dans ce pays aussi chacun doit avoir de quoi manger, de quoi se vêtir, où habiter hygiéniquement, doit pouvoir s'instruire et travailler; on ne peut nous refuser ces choses tout comme on ne peut nous refuser l'air et l'eau. Aussi, par des experts spécialistes, et au moyen de lois et règlements, nous ferons assurer à chacun le minimum d'existence, pourvu qu'il veuille travailler. Si un homme quelconque ne veut pas travailler, s'il ne veut pas exécuter vos ordres que vous lui énoncerez non pas pour vos propres intérêts, mais comme experts-spécialistes, alors nous aussi le traiterons comme vous l'auriez vous-mêmes traité.» Mais du moment qu'il n'existe pas une telle armée qui puisse forcer les puissants et les ignorants à agir dans l'intérêt de la véritable culture et de celui des millions et des millions d'hommes, il n'est que très naturel que vous rêvez d'une Fédération. Et nous ne devons pas oublier que toutes les réalités du progrès sont nées des rêves.

Ladislav Fényes

J'ai dans les mains la lettre d'un vieillard de 72 ans, emprisonné en Roumanie, qui a pu écrire et jeter son appel dans le monde par un miracle de volonté et aussi par un prodige de chance.

Il raconte l'attentat atroce, infâme, brutal: un homme dont il cite le nom, lui confie un paquet avec prière de le garder jusqu'à ce qu'il revienne le chercher. Quelque temps après des policiers font irruption chez lui. Ils trouvent le paquet, l'ouvrent. Ce sont des tracts révolutionnaires. La preuve du «complot» est établie. Naturellement, on le frappe, on l'assomme, on l'ébouillante, on le déchire, pour lui faire avouer ce complot, entre les quatre

murs de la chambre de police : « Je fus torturé d'une façon indescriptible, et l'on me fit avouer ainsi des choses que je ne connaissais point et que je ne pouvais pas connaître. » Conseil de guerre. Cinq ans de travaux forcés pour crime de haute trahison. C'est plus qu'il n'en faut pour venir à bout de ce vieillard. Le directeur de la prison lui a dit lorsqu'il est entré : « Traître ignoble, tu entres la tête haute, mais tu sortiras les pieds devant ! » Depuis ce jour, du matin au soir et souvent du soir au matin, il est battu, jeté par terre, foulé aux pieds par l'un et par l'autre. Sous-alimenté, empoisonné par de la nourriture décomposée, empesté et dévoré par des loques pleines de vermine. Il ne sait rien du dehors sinon que sa femme est morte et que ses enfants, terrorisés, le renient.

Aucun espoir terrestre pour lui. « Mes os pourrissent en prison. » Il va mourir — il est peut-être déjà mort à l'heure qu'il est, mort dans la boue du cachot, sous le poing, la semelle ou la barre de fer d'un policier ou d'un gardien.

Il a pu crier son épouvantable détresse : « Je suis devenu une pauvre épave humaine qui vogue dans la nuit vers la mer des morts. » Il n'a plus rien à ménager. Il ne peut pas souffrir davantage. Il est de toute façon au bout de sa vie, et c'est son testament et son cri d'agonie qui est là devant nous, sur ce bout de papier.

* * *

Mais il y a pire, et c'est ce damné lui-même qui nous le dit. Il y a le sort de Boujor.

A diverses reprises on a, ici-même, essayé de dire ce qu'on avait fait en Roumanie avec Boujor, coupable d'avoir manifesté de la sympathie pour la Russie.

En Roumanie où la peine de mort est officiellement abolie, on a trouvé pire que la peine de mort. Boujor a été condamné au silence et à la nuit. On l'a enterré vivant. Il se débat quelque part dans la fosse d'un cachot, aux murs duquel il est rivé depuis six ans, avec des chaînes rouillées. Il est devenu fou. Il ne vit plus qu'une vie de cauchemar. Depuis cette visite que j'ai racontée, la seule fois où il a vu une face humaine — et est sorti un instant de l'abîme où il a sombré, il a demandé : « Les Bolchéviks sont-ils toujours les maîtres en Russie ? » — depuis ce jour il a été à nouveau noyé dans la solitude absolue.

Parfois, « lorsqu'il n'y a pas de vent d'orage autour de la prison », on entend sortir des entrailles de la terre la vibration de ses gémissements ou des hymnes qu'il chante d'une voix désespérée, qui se brise aussitôt.

Le vieux prisonnier qui ne quittera la cellule que pour la fosse commune, se tourne vers ce maudit, et nous érie, dans la lettre que j'ai citée :

« Sauvez, braves gens, sauvez un homme des tourments de l'enfer ! »

* * *

J'avais écrit cet article lorsque j'ai reçu un appel émouvant et déchirant de Panaït Istrati, qui avait eu connaissance de la lettre du prisonnier. Le grand écrivain prolétarien est actuellement dans un sanatorium en proie à une maladie grave. Il se soulève sur son lit de souffrance pour crier, à son tour, à la classe ouvrière de faire son devoir.

Le puissant poète des révoltés et des gueux internationaux, qui a connu et aimé Boujor « âme d'apôtre, doux, belle figure de Christ à la longue barbe noire et au corps émacié », lance un appel éperdu : « Levez-vous tous et demandez avec moi : ou bien qu'on l'achève ou bien qu'on le délivre. »

Panaït Istrati a raison : pour demander cela il faut en effet se lever tous. La délivrance, l'amnistie des prisonniers politiques martyrisés dans les forteresses d'Etat, on ne l'obtiendra pas en adressant aux gens au pouvoir des suppliques qu'ils ne liront pas et en leur parlant d'une pitié humaine qu'ils ne peuvent et ne veulent pas comprendre.

Mais en l'exigeant directement, par la grande voix du prolétariat universel.

Henri Barbusse

Le déchaînement des impérialismes

A maintes reprises j'ai établi ici que les petits Etats balkaniques d'avant-guerre avaient été les victimes de l'antagonisme entre les grandes puissances. Les chancelleries de premier ordre s'étaient en effet créé des clientèles dans la péninsule et en s'appuyant sur elles tâchaient de se doter d'une prépondérance. Elles tendaient plus ou moins vers les Détroits, et quand elles ne pouvaient pas les réclamer pour elles-mêmes, les revendiquaient pour les royaumes vassaux ou protégés. La Russie Tsariste cherchait à s'évader de la Mer Noire où l'avaient enfermée les traités. L'Allemagne avait imposé sa domination au Sultan sous l'Annie Turque, comme sous la Jeune Turquie — mais toute sa politique était commandée par sa poussée économique vers l'Asie Mineure. Maîtresse de la ligne de Bagdad qu'elle construisait, elle se considérait comme chez elle en Anatolie et visait à compenser

par la colonisation de cette contrée l'insuffisance de ses autres colonies qui ne se prêtaient pas au peuplement. L'Autriche-Hongrie, dont les tentatives étaient parallèles à celles de son allié l'Empire Allemand, cheminait vers Salonique et l'Égée, et elle avait cru faire un grand pas lorsqu'elle avait annexé, en 1908, la Bosnie-Herzégovine, au mépris du traité de Berlin. L'Angleterre et la France s'ingéniaient à paralyser l'essor des puissances germaniques ; elles ne suivaient pas avec moins de méfiance la marche du Tsarisme vers le Bosphore, bien qu'elles dussent, en 1915, pour conjurer la défection militaire de ce Tsarisme, lui promettre la conquête de Constantinople et des passages maritimes dominés par cette capitale.

Les petits Etats balkaniques étaient tributaires des grandes puissances et souffraient de leurs rivalités. La Roumanie, depuis 1883, était liée par traité aux cabinets de Berlin et de Vienne ; la Bulgarie, création des Tsars, s'était retournée contre eux et Ferdinand de Cobourg était l'homme du Ballhausplatz. Par contre les Karageorgevitch de Belgrade étaient les instruments du Pont aux Chantres. Gouvernée par le beau-frère de Guillaume II, la Grèce, durant la guerre mondiale, oscillait entre sa fraction germanophile et sa fraction ententophile. Quant au souverain monténégrin, il était à la solde de trois puissances au moins. A maintes reprises avant 1914, la péninsule balkanique faillit être le théâtre sanglant des conflits austro-russes, mais l'antagonisme italo-autrichien était à peine moins vif que ceux-ci et l'Albanie lui servait déjà de champ-clos.

Il n'y a rien de changé, ou presque, en 1927. Les peuples balkaniques, en dépit des remaniements de la carte, sont toujours asservis. Les paysans qui constituent le gros des effectifs entre les Carpathes et le Péloponèse, les ouvriers dont le nombre a grandi et qui sont rassemblés en quelques centres, demeurent assujettis à des oligarchies étroites, à des coteries de cour, aux féodalités agrariennes ou bancaires, à des camarillas militaires. La Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce ont élargi leurs territoires aux dépens de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Turquie, sans que leur statut social se soit amélioré au profit du plus grand nombre.

Mais ces coteries de cour, ces camarillas militaires, ces féodalités restent des jouets aux mains des puissances étrangères. Ces puissances ne sont plus toutefois celles qui se disputaient la prépondérance il y a 15 ans.

L'Allemagne n'a plus d'autorité, non plus que l'Autriche-Hongrie, dans la zone balkanique. L'Allemagne regarde plutôt vers le Rhin et vers la Vistule, et Constantin de Grèce et Ferdinand de Cobourg ne sont plus là pour servir ses vues. L'Empire Austro-Hongrois a été fragmenté et l'Autriche et la Hongrie, prises isolément, sont moins importantes que la Belgique.

La Russie de son côté n'a jusqu'à présent essayé d'exercer qu'une influence limitée dans les Balkans. Elle se tourne de préférence vers les contrées baltiques et vers l'Asie. Elle se trouve en lutte avec la Roumanie au sujet de la Bessarabie qui a été enlevée par le cabinet de Bucarest au mépris de tout droit. Les régimes qui ont prévalu à Sofia et à Belgrade sont naturellement ses ennemis nés.

La grande opposition dans les Balkans est aujourd'hui entre la France et l'Italie, encore que ces deux puissances capitalistes et impérialistes ne nourrissent pas exactement les mêmes visées.

La France officielle a recherché partout des alliés qui pussent lui garantir la stabilité du traité de Versailles. Elle s'est attachée à traiter avec des gouvernements qui concourussent à encercler le monde germanique, à paralyser tout retour offensif de l'Allemagne, et tout rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. C'est ainsi qu'elle a négocié successivement des conventions politiques et militaires avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie.

L'accord Franco-Roumain a été publié en janvier. Il intéresse à la fois la Hongrie et la Russie. On le conçoit aisément puisque la grande Roumanie s'est enrichie de la Transylvanie aux dépens de la Hongrie et de la Bessarabie au détriment des Soviets. En somme le Quai d'Orsay donne une assurance au gouvernement roumain contre ses voisins de l'Ouest et du Nord. Mais toute alliance défensive peut devenir offensive. C'est à juste titre que l'ambassadeur soviétique à Paris, Rakovski, a protesté contre cet acte diplomatique où il a vu une menace pour l'U. R. S. S. De même a été paraphé dernièrement un accord Franco-Yougoslave dont le texte n'est pas connu. Encore ne faudrait-il pas s'attacher à ce texte s'il était publié, car il y a toujours des engagements secrets à côté des autres.

La France, grâce à cette politique, dispose d'indéniables moyens dans les Balkans. L'Italie poursuit dans la péninsule plusieurs objectifs à la fois : un objectif politique qui consiste dans le rassemblement sous sa direction du maximum d'Etats ; un objectif économique : la mainmise sur les richesses naturelles de ces Etats et l'exploitation de leurs marchés. Tandis qu'il s'abouche avec les dirigeants de Bucarest, de Sofia, de Tirana pour les subordonner à ses propres entreprises, Mussolini se fait concéder par eux des gisements miniers ou pétroliers ou de grands travaux publics. A Belgrade il s'est heurté à l'influence française ; il s'est vengé en enveloppant la Yougoslavie dans un réseau d'intrigues, en traitant avec la Roumanie liée ainsi des deux côtés, avec la Bulgarie et la Grèce. Il engage même la

bataille en Turquie, cette puissance gardant Constantinople et les Détroits. De la sorte, l'opposition des impérialismes français et italien remplace celle des impérialismes autrichien et russe, qui sévissaient avant 1914. Elle peut engendrer les conséquences les plus redoutables.

Point n'est besoin d'insister longuement sur une thèse que nous avons défendue bien souvent. Seule une Fédération Socialiste des Balkans pourrait arracher la presqu'île à l'étreinte de ces convoitises extérieures, qui y élaborent sans trêve de nouvelles guerres.

Paul Louis

Les élections départementales de janvier et le 6^{me} cabinet Ouzounovitch

La défaite des radicaux et des raditchiens. La terreur électorale. Le bloc ouvrier et paysan devient plus grand et plus fort. La démission du gouvernement et la formation du 6^{me} cabinet de marionnettes.

Belgrade, 10 février

Les élections départementales du 23 janvier dernier dans la monarchie des S. C. S. ont été faites sous une terreur des plus aiguës exercée sur les ouvriers et les paysans, sous cette terreur qui se perpète déjà depuis des années et qui atteint toujours ses expressions les plus violentes à chaque campagne électorale. Mais quel a donc été le mobile du gouvernement hégémoniste de Belgrade pour proclamer des élections et les exécuter avec la terreur « nécessaire » ?

On doit avant tout ne pas perdre de vue que la Constitution hégémoniste de Vidovdan prévoit déjà le parcellement de l'Etat en 33 départements, ce qui a d'ailleurs été réalisé par le Règlement du 26 avril 1922. Ce Règlement prévoit aussi les « parlements départementaux » et les « administrations autonomes » et précise leurs cercles d'action dans les domaines économiques, industrielles, sociales, etc. *Mais la police et les affaires de cultes ne tombent pas sous leur compétence.* Le parlement départemental reçoit le rapport annuel du fonctionnaire supérieur sur l'administration Etatique, sans cependant être autorisé à le critiquer. Depuis la publication de ce Règlement, ce n'est que maintenant, pour la première fois, que des élections départementales ont eu lieu. La bourgeoisie dominante sentit la nécessité de faire des élections départementales par des raisons politiques et économiques. Par des raisons politiques, car après une pause de 2 ans on sentit encore une fois le besoin de se renseigner sur « les caprices du peuple » et les forces des différents partis, de se renseigner pour savoir quelle devrait être à l'avenir l'orientation de la bourgeoisie grand-serbe, de la cour et de la camarilla, quant à la forme de la dictature ; par des raisons économiques ou financières parce que par ces parlements départementaux, l'on veut frapper les masses laborieuses de nouveaux impôts et de nouvelles charges, percevoir de nouveaux millions pour des buts militaristes et hégémonistes. Tels sont en grandes lignes les motifs qui ont poussé le gouvernement de Belgrade à faire les élections de janvier au risque même de certaines surprises.

Quels ont été les résultats des élections, comment le peuple a-t-il réagi ?

Il faut souligner avant tout le fait que le système électoral dans la monarchie des S. H. S. est conservatif et réactionnaire, ne favorisant que les grands partis ; il serait donc une grande erreur que de croire voir en le Parlement et en les élections départementales les véritables proportions des partis légaux et l'expression de la volonté du peuple. Ces élections ont été proclamées et exécutées par le gouvernement de coalition des radicaux et des raditchiens. Or, après leur capitulation et leur acceptation de la conception hégémoniste de Belgrade les raditchiens ne sont plus que des mannequins de vote au Parlement entre les mains des radicaux. Sachant bien que dans les élections ils ne doivent pas s'attendre à des bons résultats, quoique le système électoral les favorise, ils firent partout de l'agitation électorale contre leurs alliés du gouvernement, taisant partout les véritables motifs de ces élections. Contre 530.000 voix qu'ils avaient reçues dans les élections départementales de 1925 les raditchiens n'obtinrent cette fois-ci que 300.000 voix, quoique d'après le système électoral en vigueur ils aient pu obtenir un nombre de mandats correspondant à la force de leur fraction parlementaire — 1 : 4. Rien que dans le département de Zagreb les raditchiens ont perdu 61.500 voix. En Dalmatie 25.000, en Srem 13.000, et ainsi de suite. Les radicaux ne sont pas parvenus plus loin que leurs alliés raditchiens, quoique tout l'appareil de la gendarmerie et de la police, et par là toutes les élections, se trouvaient en leurs mains. Dans la Voyvodina, où les minorités hongroises et allemandes vivent compactement, les radicaux, par des menaces et par des promesses, réussirent à former un bloc électoral avec les représentants de ces minorités. Mais malgré ce pacte intéressant, les radicaux y essuyèrent des pertes sensibles : ils y perdirent environ 20.000 voix ; en Bosnie 80.000, et en Serbie aussi, en faveur

des agrariens et des démocrates. A Belgrade et dans plusieurs autres grandes villes de la Serbie et de la Macédoine où la terreur ne put pas être trop violemment appliquée, l'on vota pour l'opposition. Le bilan des pertes des radicaux a été de 130 mandats, soit 250.000 voix. Les deux partis dominants, les radicaux grand-serbes et les raditchiens monarchistes, ont subi une perte approximative de 40% en faveur de l'opposition bourgeoise : l'Union démocratique, les agrariens serbes, les fédéralistes croates, les dissidents de Raditch en Dalmatie, qui sont devenus ainsi plus forts.

En faisant l'analyse de ces élections de janvier nous devons surtout relever la grande passivité des électeurs. Seuls les 56% des électeurs donnèrent des suffrages, le reste se tint à l'écart des urnes. Ce n'est que le bloc des ouvriers et paysans qui n'a pas montré de la passivité. Rien qu'à Zagreb le suffrage de ce bloc dépasse de 1050 ceux des élections de février. De plus, il fortifia sensiblement ses positions dans les centres industriels de la Croatie et de la Slavonie. En Dalmatie les ouvriers révolutionnaires indépendants votèrent ensemble avec les dissidents du parti de Raditch comme bloc des ouvriers et paysans croates et parvinrent à grouper 10.000 voix et à obtenir 4 mandats. On y aurait obtenu de plus grands résultats si le pourcentage des abstentions n'avait été si élevé. En tout cas il a été fait un pas de plus vers les pauvres paysans qui, sans considération des résultats des élections, comprendront l'importance et la nécessité de l'union ouvrière et paysanne dans leurs luttes pour leurs droits élémentaires politiques et économiques. Il faudra encore travailler dans cette direction pour que d'en bas aussi cette collaboration des ouvriers et paysans justifie la confiance en l'effort commun à déployer pour renverser la monarchie actuelle et le régime réactionnaire.

La Slavonie vota en majorité pour les cléricaux de Koroschetz ; les radicaux y avaient presque disparu ; les démocrates indépendants (Pribitchévitch) y enregistrèrent certains succès. Les ouvriers indépendants votèrent avec le groupe Zedinje et les socialistes comme bloc des ouvriers et paysans et gagnèrent environ 15.000 voix, ce qui prouve que les électeurs ouvriers y ont augmenté et que l'aile gauche du mouvement ouvrier y lutte avec succès pour une union ouvrière et paysanne.

Résumons le bilan électoral : 1^o défaite sensible des hégémonistes grand-serbes et des liquidateurs raditchiens du républicanisme ; 2^o fortification de l'opposition bourgeoise et du bloc ouvrier et paysan ; 3^o abstention de 50% comme manifestation visible du mécontentement et du manque de confiance envers les partis bourgeois. Ces caractéristiques indiqueront plus clairement les voies et méthodes de luttes des forces révolutionnaires contre les oppresseurs du peuple.

*

Immédiatement après les élections, Raditch, effrayé par les résultats des urnes, se mit à attaquer le gouvernement de Belgrade — dont, soi dit en passant, faisaient partie aussi quelques membres de son parti et même son beau-frère et neveu — et en particulier le ministre de l'intérieur Boza Maksimovitch, à cause de la terrible terreur exercée contre les raditchiens dans tout le pays et surtout en Voyvodina. Et, fin janvier, à l'élection du Comité des indemnités de guerre, le gouvernement fut mis en minorité, parce que les raditchiens avaient voté avec l'opposition, pour les candidats de l'opposition Pera Markovitch, démocrate, et Dim, Vujitch, agrarien. A la suite de ceci, le gouvernement présenta sa démission. Après de nouvelles consultations, de nouvelles audiences, de nouvelles conversations, Ouzounovitch, chargé à nouveau de la formation du cabinet, réussit, au bout de quatre jours, à constituer un gouvernement composé de radicaux, de cléricaux (Korosetch) et de dissidents des radicaux, ayant aussi obtenu du club parlementaire allemand la promesse de soutenir ce nouveau gouvernement. Ce nouveau cabinet Ouzounovitch, le sixième dans l'espace d'une année, fut constitué cette fois-ci sans les raditchiens, mettant ainsi *ipso facto* fin à l'« entente » et à la politique qui en résultait, à la coalition entre les radicaux et les raditchiens qui durait depuis deux ans.

Le nouveau gouvernement a une majorité fort douteuse, de 10 voix, et peut à tout moment être renversé par l'opposition dès que quelques partisans de feu Pachitch se tiennent à l'écart. Ouzounovitch n'a d'ailleurs nulle confiance en les pachitchiens, malgré qu'un d'eux, et des plus « pur », Krsta Miletitch, ait un fauteuil dans le nouveau cabinet. D'autre part, dans une déclaration faite récemment, Ouzounovitch faisait entendre une prochaine application de la dictature ouverte, quoiqu'il se fût bien vite ressaisi et déclaré que la presse n'avait pas bien compris ses paroles. Mais selon toutes les apparences on travaille à toute vapeur à proclamer, en cas de besoin, une dictature sur le modèle de Primo de Rivera. Dr Nikitch, qui devait entrer dans le gouvernement, s'y refusa au dernier moment, lorsque l'on ne lui confia pas les mines et forêts ; ses amis croates lui auront certainement conseillé de ne pas se jeter aveuglément dans le piège des radicaux ; on parle aussi d'un retour éventuel du Dr Nikitch aux raditchiens, mais on ne saurait encore nettement contrôler la véracité de ce bruit. Le leader des cléricaux slovènes, Dr Korosetch, est entré dans le gouvernement, spéculant sur le manque de discipline de l'opposition, pour servir aussi d'intermédiaire à

l'entrée des démocrates, et enfin pour améliorer sa position en Slovaquie et que Raditch lui avait ravie.

Tous ces marchandages parlementaires pour la formation d'un gouvernement stable qui puisse présenter les projets de loi nécessaires, tels que le nouveau budget, la loi sur les impôts, le programme économique, etc., sont accompagnés d'une terreur des plus violentes et de nouvelles charges sur le prolétariat et les peuples opprimés. Et c'est dans ce but que furent proclamées et exécutées les élections de janvier, ainsi que nous l'avons établi plus haut. Nous avons aussi relevé la fortification et le croisement du bloc des ouvriers et paysans, qui mène seul la lutte révolutionnaire contre le régime et la monarchie, et qui, groupant autour de soi les larges masses des paysans opprimés et se plaçant à la tête du prolétariat, deviendra un puissant facteur dans la lutte de libération pour la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, l'étape nécessaire pour la Fédération des Peuples Balkaniques.

Dimitri Jovanovitch

Le gouvernement Liaptcheff et l'opposition en Bulgarie à la veille des élections législatives

Dans deux mois expirera le mandat du parlement Tsankoff-Liaptcheff. De nouvelles élections devront être proclamées (N'est-il pas vrai que les fascistes bulgares sauvegardent les formes du régime parlementaire ?) Mais, à quelle date ces élections auront-elles lieu ? Voilà une question qui préoccupe la presse de l'Entente démocratique et celle de l'opposition. Les opinions sont partagées. Tandis que diverses « capacités » donnent leurs « avis » dans la presse gouvernementale, le gouvernement Liaptcheff garde un silence absolu sur cette question. Il est évident qu'il se taira aussi longtemps qu'il se préparera pour ces élections. Puis, un beau jour, le gouvernement fera connaître la date des élections, une date à laquelle il espérera trouver l'opposition non prête.

Mais le gouvernement garde le silence sur cette question pour d'autres raisons aussi : ses membres mêmes ne sont pas d'accord entre eux. Deux groupes se précèdent de plus en plus nettement au sein du Démokratitchski Zgovor : l'un de Liaptcheff-Bouroff, l'autre de Tsankoff-Kalkoff-Rousseff. La majorité du parti gouvernemental est dans le premier groupe, mais le second groupe compte aussi un grand nombre de députés. C'est le groupe de « la main forte ». Tous les anciens ministres du cabinet Tsankoff y sont, tous ces partisans de la lutte sans merci contre les masses populaires, de la continuation du système Tsankoff. Ce n'est pas que Liaptcheff n'applique pas ce système ; mais le groupe de la « main forte » trouve que les méthodes du gouvernement actuel sont insuffisantes pour la « pacification » du pays. C'est sur cette base que ce groupe lutte contre Liaptcheff, qui passe à leurs yeux comme un partisan du système : « paisiblement et docement ». Le groupe Tsankoff ne peut supporter l'idée que des travailleurs bulgares puissent ça et là convoquer des réunions et qu'un journal ou un autre puisse critiquer les actes des facteurs responsables et « irresponsables ». Liaptcheff espère pouvoir réconcilier les deux camps de son parti : après quoi il fixera la date des élections.

En discutant de son côté cette question dans la presse, l'opposition s'occupe aussi de la coalition pour les prochaines élections. Elle examine aussi la question de savoir quel sera le gouvernement qui fera faire les élections. Evidemment, une telle question n'existe point pour Liaptcheff : pour lui, ce n'est que son gouvernement qui devra faire ces élections, ou tout au moins d'autres personnes sorties du sein du Démokratitchski Zgovor. Et ce dernier, se sentant en présence d'un danger qui pourrait menacer le régime de la dictature militaire, voudra sauvegarder à tout prix son unité.

Et la situation au sein des partis de l'opposition ? Ces partis sont assez nombreux. De nouveaux groupes se détachent à chaque instant des vieux partis. Le gouvernement fait tout son possible pour favoriser ce démembrement intérieur des forces de l'opposition. Ses considérations sont dictées par un pur intérêt de coterie. Il n'est pas inquiet de ce que ces partis, qui deviendraient éventuellement ses successeurs, mènent une politique qui, par son essence, différerait de la sienne ; mais il ne désire pas lâcher le pouvoir. Car il serait possible en ce cas que les grands assassins de la Ligue militaire et les autonomistes macédoniens obtiennent leur juste récompense. Il ne voudrait pas non plus laisser échapper de ses mains le pouvoir, car tous ses amis haut placés et tous les grands banquiers, les gros commerçants, les gros industriels et les spéculateurs qui le soutiennent actuellement ne pourraient plus piller le peuple bulgare.

C'est contre ces forces de terreur, de violence et de pillage que se dressent les forces de l'opposition.

Examinons maintenant les partis de l'opposition et leurs points de vue vis-à-vis des exigences des larges masses popu-

lares. Quelques-uns de ces partis, tels que le parti national-libéral ou celui de Stambouloff, ne diffèrent pas du tout du Démokratitchski Zgovor. Ce sont des fascistes comme le Zgovor, quoiqu'ils protestent contre la terreur exercée par le gouvernement contre leurs amis politiques. L'opposition de ces partis contre le gouvernement n'est que de la pure coterie. Elle provient de ce que les intérêts de la partie de la bourgeoisie et des militaires représentés par eux ne trouvent pas un appui suffisant dans le gouvernement actuel. Leurs points de vue vis-à-vis des questions qui agitent le peuple bulgare : la question du rétablissement des libertés constitutionnelles, celle de l'annulation des prisonniers et des émigrants politiques, celle de l'annulation de la loi sur la Défense de l'Etat, celle des mesures qu'on doit prendre pour sauver les masses travailleuses de la misère, du dépeuplement et de la mort — sont les mêmes que ceux du Démokratitchski Zgovor. Ces questions n'existent pas pour eux.

L'opposition des autres partis bourgeois ou petit-bourgeois ne diffère pas beaucoup de celle des national-libéraux ou des stambouloffistes. Le parti Malinoff est pour une entente quelconque, dont le Démokratitchski Zgovor pourrait aussi faire partie. Il condamne bien les crimes et la terreur du gouvernement, mais il se tient sur la réserve sur les questions qui intéressent le plus les ouvriers et les paysans. On en peut dire autant aussi du parti Radical, malgré que son chef St. Kostourkoff ait fait preuve de courage et, seul parmi toute l'opposition bourgeoise, se fût déclaré contre le régime exclusif en Bulgarie. L'Union Agrarienne est divisée en deux. L'aile droite de ce parti représentée par Tomoff et Omartchevski a dirigé ses regards vers le gouvernement et la cour. En s'appropriant le nom de l'immense parti de Stambouloff, cette aile s'imposa violemment, à l'aide du pouvoir ; elle conclut au nom de ce parti un compromis électoral avec le parti national-libéral qui amena la catastrophe du pays.

En ce qui concerne le parti social-démocrate, nous avons eu bien souvent l'occasion d'en relever la trahison envers les intérêts des travailleurs. Des leaders de ce parti ont approuvé par différentes déclarations faites aux journaux étrangers les mesures répressives du gouvernement du Démokratitchski Zgovor contre les agrariens et les anciens communistes ; ils ne se sont pas déclarés en son temps contre la loi sur la Défense de l'Etat ; ils se sont efforcés de justifier le massacre des communistes et des agrariens. Ils ont été discrédités définitivement, par leur politique, auprès des masses travailleuses. Mais cette politique n'empêcha pas le gouvernement de la dictature militaire à appliquer l'ignoble loi sur la Défense de l'Etat même contre ce parti. Cela en fit sursauter les leaders, qui exigèrent, alors seulement, l'annulation de cette loi, une pleine et entière amnistie pour les détenus et les émigrés politiques et l'application de mesures efficaces en faveur des travailleurs bulgares affamés (les défenseurs dans ce parti de la politique du Démokratitchski Zgovor, les social-zgovoristes, tels que le Dr Djidroff, Kazassoff, As. Tsankoff et autres, mécontents de cette nouvelle politique, formèrent un nouveau parti « socialiste »). Pourtant, même par la nouvelle politique adoptée par le parti social-démocrate contre le gouvernement, son attitude envers les membres de l'ancien parti communiste resta hostile. Le parti social-démocrate de Bulgarie espérait pouvoir augmenter ses rangs par des ouvriers de l'ancien parti communiste. Ceci n'eut cependant pas lieu. Beaucoup de travailleurs préférèrent passer dans divers partis bourgeois plutôt que dans le parti social-démocrate qui trahit les intérêts de la classe ouvrière. Le parti social-démocrate continua par tous les moyens répressifs sa lutte contre les ouvriers qui ne voulaient pas se ranger sous son drapeau. Ces ouvriers furent qualifiés d'agents et de mercenaires de Moscou. Le parti fit tout son possible pour rendre vaine l'unification des deux associations ouvrières. Et il continue toujours encore cette politique.

Tels sont les rapports des différents partis de l'opposition envers le gouvernement et envers les masses ouvrières bulgares.

Ces partis sont contre le gouvernement actuel ; ils en exigent le changement ; mais ils sont en même temps aussi contre les demandes des ouvriers et des paysans de créer dans le pays des conditions dans lesquelles il serait possible de défendre les intérêts des larges masses populaires. Les masses travailleuses ne peuvent attendre d'un tel changement du gouvernement une amélioration effective de leur situation. Aussi prennent-elles l'initiative pour la formation de Comités du Travail dans lesquels participeraient les divers groupes des masses laborieuses, y compris les partis agrarien, social-démocrate et artisan.

De tels Comités furent formés dans beaucoup d'endroits en Bulgarie. Un Comité Central du Travail a été constitué à Sofia : il a publié récemment une plate-forme qui, quoique non complète et peu claire, représente une base pour une activité générale des masses travailleuses, des paysans, des ouvriers et des artisans.

Le renforcement de ces Comités, le détachement des paysans, artisans et ouvriers de l'influence des partis bourgeois et leur placement sous l'influence de ces Comités, sont des conditions essentielles pour la création d'un véritable pouvoir démocratique dans le pays. Si les Comités du Travail réussissent à atteindre ce but, ils pourront, malgré la terreur du gouvernement Liap-

teuff, obtenir un grand succès pendant les élections législatives en perspective. C'est le chemin sûr pour la pacification du pays et pour la création d'un véritable pouvoir populaire en Bulgarie.

G. Kazanovsky

La question agraire et paysanne en Roumanie

II.

La grande propriété après la „réforme“ agraire

Nous avons vu dans l'article précédent*) comment se répartissait avant la guerre la terre de culture du pays entre une poignée de main de latifundiaires et la masse des paysans. La « réforme » agraire devait, d'après les dires mensongères de l'oligarchie, changer fondamentalement cette répartition de la terre, supprimer la grande propriété et transférer les domaines des mains de celle-ci en les mains des paysans. Voyons ce qu'il en a été, de tout cela.

La réforme agraire comprend deux opérations successives : d'abord, l'expropriation de la grande propriété, et ensuite, le passage de la terre ainsi expropriée en la possession de la paysannerie. Nous allons nous occuper aujourd'hui de la première opération.

Prenons l'Ancien Royaume. Quelle était la superficie totale possédée par les grands propriétaires, c'est-à-dire par les boyards, l'Etat oligarchique et les différentes institutions ? (Car la terre se trouvant en la possession de l'Etat oligarchique et les biens de main-morte constituaient en fait une partie de la grande, et notamment de la plus grande propriété féodale en Roumanie et étaient exploitées par l'intermédiaire des fermiers, ou directement, tout comme aussi les domaines ordinaires des boyards.)

En déduisant de la superficie totale de l'Ancien Royaume, de	13.790.300 ha
la superficie occupée par les eaux, bâtiments, voies, etc. de	3.244.037 „
il reste	10.546.263 ha

En déduisant de cette superficie les propriétés au-dessus de 10 ha (en tout 3.153.645 ha) et celles entre 10 et 100 ha (en tout 862.800 ha), qui font ensemble	4.016.445 „
--	-------------

il reste la superficie se trouvant entre les mains de la grande propriété, c'est-à-dire	6.529.818 ha
---	--------------

Dans ce chiffre sont compris, en dehors des terres de culture, aussi les vignobles, les vergers fruitiers, les forêts, les terrains d'inondation.

Sur la base de la loi agraire, ont été expropriées de cette superficie de la grande propriété en tout 2.708.661 ha ; ont été complètement écartés de l'expropriation les vignobles, les vergers et les forêts (87.963 ha de vignobles et vergers, plus 2.086.185 ha de forêts) soit en tout 2.174.148 ha. De même n'ont pas été considérées comme terres expropriables les fermes, etc. Tout cela est donc resté *entièrement* entre les mains des grands propriétaires. Ont été considérés comme terres expropriables seulement les restants de la terre arable, et ce après que les propriétaires en aient choisi et gardé « les cotes non-expropriables » variant entre 100 et 500 ha. La loi prévoit que les propriétaires ont le droit de choisir ces cotes où bon leur plaît — donc les parties les plus fertiles et les mieux situées. Ensuite ont été considérés comme terres expropriables les pâturages et les terrains d'inondation (200.000 ha environ). Ce sont donc seulement les terres les plus inférieures qui ont été expropriées.

En déduisant de la superficie possédée par les grands propriétaires de	6.529.818 ha
la superficie des terres inférieures expropriées	2.708.661 „
il reste encore entre les mains de la grande propriété, aujourd'hui	3.821.157 ha

Mais les 2.708.661 ha expropriés ont-ils été vraiment expropriés des grands propriétaires, et seulement d'eux ? D'après la loi agraire ont été expropriés d'abord *intégralement* les domaines de la Maison Rurale (Institution d'Etat qui achetait avec droit de priorité, les terres que les boyards endettés vendaient, et les revendait ensuite aux paysans) ainsi que les biens de main-morte, et, dit-on, ceux de la couronne aussi. En tout 758.120 ha. Il s'ensuit donc que, des grands propriétaires, il n'a pas été exproprié même 2 millions de hectares. Si nous tenons compte que les pâturages (plus d'un million et demi de ha) et les terrains d'inondation (200.000 ha environ) ont été, comme nous le savons, considérés par la loi d'expropriation comme terres « de culture », nous voyons qu'en réalité les grands propriétaires ont dû céder, contre une grasse indemnisation, les terrains d'inondation, une

partie des pâturages et les fragments les plus inférieurs en qualité de leurs domaines. Il ont maintenu entre leurs mains, en fait, la plus grande partie de leurs terres de culture, les vignobles, les vergers, les fermes, les jardins, les forêts : un total comme nous l'avons dit, de 3.821.157 ha, se trouvant actuellement entre les mains de moins de 4000 propriétaires. Les terres arables de cette superficie doivent faire plus d'un million et demi de ha.

Voilà la réalité qui se cache sous les mensonges oligarchiques reproduits par M. Rommenhoeller pour l'usage de l'étranger, sous cette fable d'une Roumanie « qui a cessé » d'être un pays de grands propriétaires, d'une Roumanie « où la grande propriété a été supprimée et partagée... »

Nous avons montré quelle est la situation dans l'Ancien Royaume. Il en est presque de même de celle dans les territoires annexés.

Et ce qui précède, c'est la « réalité » telle qu'elle est présentée par l'oligarchie en chiffres officiels. La vraie réalité, la réalité sur les champs, est pire encore. D'après la loi, on promettait l'expropriation intégrale des domaines de la couronne ; mais ce qui lui a été pris d'une main, pour jeter de la poudre aux yeux du peuple, lui a été rendu de l'autre. C'est un fait que de vastes domaines se trouvent aujourd'hui de nouveau en la possession de la famille royale. Par dessus le marché le prince Carol, alors héritier présomptif du trône, a été « doté » des terres les plus belles et les plus fertiles. Puis, des terres expropriées étendues qui faisaient à un moment donné plusieurs centaines de milliers de hectares furent concentrées entre les mains de certains organes « pour l'exécution de la réforme agraire » et, au lieu d'être réparties entre les paysans, ces terres ont été affermées ou cédées aux favoris du régime. Donc, encore une forme masquée, camouflée de la grande propriété restée ou reconstituée sur la base même de la loi d'expropriation. Enfin, nombreux sont les domaines qui, présentés par les statistiques officielles comme expropriés, et même « définitivement » expropriés (car il existe toute une gamme d'« expropriations » non-définitives), se dévoilent aujourd'hui comme se trouvant encore en fait entre les mains de leurs propriétaires. Prenons, par exemple, une semaine au hasard, disons la dernière semaine du mois de janvier de cette année, et examinons les faits courants en liaison avec notre dernière affirmation. Nous verrons ce qui en ressort :

Le député Sucin signale dans une communication faite à la Chambre « le cas d'un domaine du département de Prahova qui, quoique exproprié, continue à rester en la possession du propriétaire ». (*Cuvantul* du 24 janvier.)

Quoique, conformément à une décision judiciaire, la commune d'Albesti (départ. de Dolj) est entrée « avec actes légaux en règle » en la possession d'un pacage de 100 ha, ce pacage a été inventorié par le Ministère de la Guerre, qui en est le propriétaire exproprié. (*Adeverul* du 25 janvier.) Etrange chose que ce pacage qui, quoique exproprié et « remis » à la dite commune, reste pourtant en la possession de l'ancien propriétaire, malgré tous « les actes légaux en règle » et en dépit de toutes les décisions de la justice !...

Et enfin, un dernier cas de cette semaine que nous avons prise au hasard, mais qui ne se distingue en rien des autres semaines des années écoulées depuis la « grande » réforme agraire. Quoique le Comité Agraire a exproprié le domaine d'Isalnitsa (Dolj), le propriétaire détient, en dehors des 300 ha qui lui ont été laissés par « décision du Comité Agraire », et des jardins et des forêts, encore 500 ha revenant de droit aux paysans. (*Aurora* du 30 janvier.)

Et de tels exemples, nous pourrions en citer à l'infini avec de petites variantes : des domaines qui disparaissent comme par enchantement, des collines en rase campagne qui naissent subitement (pour les domaines en rase campagne les cotes laissées aux propriétaires sont plus grandes que pour les domaines des montagnes) ; d'autres qui se transfèrent de nuit au jour en jardins, en fermes ou en vignobles (donc en catégories non-expropriables) ; ou enfin des domaines qui, à la place d'un seul propriétaire cyclopien d'auparavant, reçoivent un bon matin, après la promulgation de la loi d'expropriation, 5 propriétaires ou même plus (les héritiers... présumptifs du propriétaire, qui sont considérés par la loi agraire comme autant de propriétaires *séparés* d'un même domaine, celui-ci étant alors divisé en autant de petits domaines que le nombre des « héritiers-propriétaires »), de sorte que d'un grand domaine ou en fait 5 ou même plus, et de chacun de ceux-ci on exproprie seulement une miette (par rapport à l'étendue du domaine), et cette miette étant du gravier, du sable, de l'escarpement ou des marécages. Quoi d'étonnant donc quand on affirme que le prince Brancoveanu (parent de M^{me} de Noailles) possède en réalité toujours 3.500 ha....

Ainsi, par le grabuge dans l'expropriation, autant que par son application, la grande propriété subsiste en Roumanie même après la première opération de la « grande réforme ».

Et nous verrons dans l'article suivant comment a été exécutée la seconde opération de cette « réforme » : la cession aux paysans des terres expropriées.

I. Mateescu

*) Voir le N° 61 de la F. B.

A propos d'un livre de Diner-Denes: La Hongrie (Oligarchie, Nation, Peuple)

Le camarade Diner-Denes, l'ancien secrétaire d'Etat de la République Hongroise, vient de faire paraître un livre très intéressant sur la Hongrie (Oligarchie, Nation, Peuple).

Notre camarade Léon Blum, secrétaire du groupe Socialiste au Parlement, a écrit une préface, et Bracke, délégué du Parti S. F. I. O. au Bureau de l'Exécutif de l'Internationale Ouvrière et Socialiste, a fait une traduction en français des plus vivantes.

Ainsi l'opinion française va pouvoir être informée exactement sur la situation hongroise.

Dans ce journal qui coordonne l'action contre les gouvernements militaristes et impérialistes des Balkans, il est peut-être utile de dire combien l'ouvrage de Diner-Denes est utile et opportuniste.

Il contribuera à détruire beaucoup de légendes sur l'histoire hongroise et surtout il fera admirablement comprendre le danger redoutable de réaction féodale et brutale, aveugle, et bornée, que représente le gouvernement hongrois.

La Hongrie nous apparaît en effet aujourd'hui comme un véritable *anachronisme*. La Hongrie reste la citadelle d'une oligarchie foncière oppressive qui domine les paysans asservis, les employés, les ouvriers, les petits fonctionnaires.

Le gouvernement hongrois actuel représente un danger très réel de restauration monarchique et dynastique dans l'Europe Centrale : Hohenzollern ou Habsbourg.

On comprend pourquoi la République Tchécoslovaque et la République Autrichienne ont des craintes qui ne désarment pas vis-à-vis de Bude-Pesth.

Particulièrement la République Autrichienne où l'influence de la social-démocratie est très puissante, se sent menacée par cette Hongrie oligarchique, féodale, cléricalle, si choquée des principes les plus élémentaires de la civilisation occidentale et où les forces démocratiques sont jugulées par une oppression gouvernementale cynique.

On comprend parfaitement les efforts remarquables faits par la social-démocratie autrichienne pour doter l'Autriche d'une force de protection républicaine s'appuyant sur la classe ouvrière organisée. On les comprend d'autant mieux que (et ceci est grave), *la Société des Nations, malgré le traité de Trianon lui-même, a laissé la Hongrie maintenir un service militaire obligatoire.*

La Hongrie représente un danger de guerre, et ici Diner-Denes, avec un courage qu'il faut souligner, juge avec un esprit dépourvu de tout nationalisme chauvin la situation hongroise :

« La vie de la Hongrie aujourd'hui n'est pas une vie mais une mort. Non parce que la « petite Hongrie » sortie du traité de Trianon soit en elle-même incapable de vivre. Assurément le traité de Trianon a fait à la Hongrie plus d'un tort... Mais ce n'est pas une raison pour réparer un tort par un tort nouveau. Et c'est ce que ferait une nouvelle guerre. Non, ce qu'il faut, c'est par des traités avec les Etats voisins rendre supportable à la Hongrie sa nouvelle existence. »

Nous retrouvons ici les conséquences malfaisantes de ces traités impérialistes de 1919 que nous ne cesserons de dénoncer et contre lesquels il faut dresser l'Internationale Ouvrière et Socialiste avec un programme d'action précis et positif.

Mais il est évident que ces conséquences ne peuvent être modifiées avec les gouvernements actuellement au pouvoir.

Ce qui est vrai pour les gouvernements Balkaniques l'est aussi pour ce gouvernement Hongrois. En Hongrie c'est non seulement le capitalisme autoritaire, mais encore le féodalisme qui domine. Tant que cette phase périmée de l'évolution historique persistera en Hongrie, il n'y aura pas de solution au problème hongrois.

Et c'est pourquoi Diner-Denes souhaite l'établissement d'un régime constitutionnel, démocratique et libéral qui lui apparaît comme une étape nécessaire vers la démocratie sociale.

— Le peuple hongrois doit avoir la parole — conclue-t-il.

Seulement, les intrigues enchevêtrées et les combinaisons multiples des diplomates des Grandes Puissances sont-elles aptes à favoriser ce mouvement?

Jean Zyromski

La Crise Oïkomène en Grèce

Le parti « populaire » a repris son action offensive. La réintégration des officiers réactionnaires a commencé dans l'armée et dans la marine, d'abord par les officiers supérieurs ; et les officiers subalternes et les sous-officiers seront réintégrés ensuite. Mais il est avant tout absolument nécessaire de chasser les officiers républicains pour remplacer les partisans de l'idée républicaine par les ennemis de cette idée. Les *sauterelles* ont été estimées à un milliard au plus bas, mais les sauterelles monarchistes ne sont pas un

danger moins grave ni moins direct ; et cependant la République hellénique ne fait pas son devoir à l'instar des communes des contrées envahies par les sauterelles. 2% des budgets des communes ont été affectés à la guerre aux sauterelles, tandis que la République dépense bien plus que ces sommes pour soutenir les sauterelles monarchistes, les sauterelles « populaires », les monarchistes intransigeants et les sauterelles modérées qui manifestent leur « libre opinion » ... d'écraser la République. Les deux fractions du monarchisme hellénique parlent d'une entente de Kondylis avec Plastiras, d'une entente militaire pour sauver le *statu quo*, la domination de l'idée républicaine. Le pauvre général *Mazarakis* est accusé par les « populaires » de vouloir rétablir la dictature militaire. Loin de là : le général vénizéliste est un instrument parfait du cabinet oïkomène et ne se révoltera pas ; il est le chien de garde du régime actuel. La réintégration des sous-officiers présentés par la « Libre Opinion » est une preuve assez éloquente. Les vénizélistes sont bien fiers d'avoir gagné du terrain parlementaire, d'avoir rectifié la Constitution par 133 voix contre 92 ; on a accepté la constitution d'un *Sénat*, mais ce ne sont pas les vénizélistes qui ont remporté la victoire. Même le système de l'autonomie administrative qui est une garantie réelle contre le centralisme suspect d'un ministre monarchiste, n'est pas appliqué. « Les difficultés financières sont trop grandes » déclare M. Tsaldaris, et on n'ose pas toucher à l'autocratie des préfetures. On n'a pas de l'argent pour améliorer l'administration, mais on en a pour restaurer le monarchisme. La *revision de la Charte* est faite par les vénizélistes, la *revision des forces effectives* est organisée par les « populaires » et la « Libre Opinion » réactionnaire.

Dans toutes ces perturbations politiques, la vie économique ne s'est naturellement pas améliorée ; loin de disparaître, le chômage a augmenté. Les demandes énergiques de la C. G. T. de la création d'offices pour fournir du travail aux chômeurs, la création de caisses de chômage, l'assurance sociale, n'ont pas été acceptées par le gouvernement. Les prix des articles ont augmenté et le chômage est plus terrible que jamais. Des milliers d'ouvriers soi-disant non sans travail ne travaillent qu'un ou deux jours par semaine et nous avons vu que la déclaration de la C. G. T. que des *ouvriers de tabac sont morts d'inanition* n'a été que trop vraie. Il n'est donc pas surprenant, que des ouvriers du tabac aient pénétré par force dans les manufactures pour chercher du travail. Les demandes des chômeurs ne sont pas accomplies, la conférence de la « Libre Opinion » du 26 janvier a déclaré ouvertement « rejeter des réformes à tendances socialistes ». Les chômeurs crèvent de faim, les ouvriers ont faim, les réintégrés se réjouissent — voilà la « Libre Opinion » des gros propriétaires. L'inquiétude des salariés devient toujours plus grande, ce qui est bien compréhensible lorsque l'on apprend qu'à Salonique la moitié des appointements de décembre et janvier des employés municipaux n'a été payée qu'à fin janvier. Une grève éclate après l'autre. Les ouvriers maritimes à Cavalla, les cordonniers, les mutilés de guerre, tous viennent préciser leurs demandes, et la Chambre des députés a créé une commission de « prévoyance ouvrière », une commission de possesseurs, de fabricants, d'avocats, sans y admettre un seul député ouvrier. On vient de *modifier le moratorium* sur les loyers en faveur des ... *propriétaires*, on vient de ... réduire les salaires des ouvriers. Les syndicats protestent, et le ministère oïkomène approuve les patrons. Le gouvernement est très occupé ; il forme des syndicats « jaunes », il organise la force de l'Etat contre les chômeurs, il fait des « économies » dans la marine, en vendant les vaisseaux ; et des économies dans la communication, en offrant des ressources formidables aux financiers étrangers.

Dans notre dernier article nous avons parlé du règlement de la *crise du bulletin*. Le parti « populaire » n'était pas content des résultats et Tsaldaris a demandé brutalement l'éloignement du général Manettas. La crise n'était pas terminée. Résultat : le général Manettas sera transféré et aura un mois de vacances, le colonel-commandant Thodossopoulos sera mis en disponibilité pendant trois mois, et le parti « populaire » sera satisfait. Papanastassiou, le représentant de l'idée républicaine, s'est bien opposé aux demandes monarchistes, mais la « Sainte Union » les exige, le gouvernement oïkomène est en danger, et les officiers « coupables » d'être des républicains sont en vacances. Formellement, il a été déclaré que Manettas pourra, après un mois, être réintégré à son poste, mais ce n'est un secret pour personne qu'il n'y retournera plus. Un général fidèle à la République a été éloigné de la capitale, et la « bande bien connue de brailleurs intransigeants, qui ne voient dans le cabinet oïkomène qu'une occasion pour préparer graduellement une restauration » (cette définition vraie du parti « populaire » a été donnée par ses frères républicains oïkomènes) se frottent les mains.

La crise du gouvernement oïkomène a été évitée, mais nous savons bien que la paix dans le camp de la concentration a été payée bien cher par le camp libéral. Le gouvernement actuel est en effet une bonne préparation pour la restauration des agents royalistes. Les partis vénizélistes, les libéraux et les conservateurs, n'ont pas tiré les conséquences de la situation actuelle. L'« Union républicaine » est devenue la remorque de la réaction

hellénique. Le gouvernement de concentration vient de consolider les vieux adversaires de la liberté de la Grèce. Il est absolument certain que les deux partis réactionnaires, et surtout les « populaires », n'ont pas du tout l'intention de gouverner à l'avenir sur les bases actuelles. Ils demandent la restauration. Ils la préparent. Et le vénizélisme affaibli et rendu stérile vient exécuter la volonté de ses ennemis. La situation s'aggrave de jour en jour, et tandis que les braillards du vénizélisme parlent de la concentration des forces et rêvent de la stabilisation, la réaction unifiée se prépare pour dire son mot brutal. La réaction,

consolidée par le régime oïkomène, aura un jour les armes dans ses mains, les armes des soldats, les armes des gendarmes, et le vénizélisme sera obligé de mobiliser les classes laborieuses pour se sauver. Le vénizélisme des trois fractions Kafandaridis, Michalakopoulos et « Union Républicaine » a encore la possibilité de s'opposer à la réaction déclarée, en préparant la chute du ministère oïkomène. Mais le vénizélisme craint l'activité des masses, a peur des ouvriers, peur des réfugiés, et, tout tremblant, il se jette dans les bras de la réaction pour être égorgé sans merci.

Melingos

La question macédonienne

La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans!

III.

A la fin, en 1897, la Turquie parvint à découvrir l'organisation dans les environs de Bregalnitsa — lors de l'« affaire de Vinitza » —, et les habitants macédoniens eurent de nouveau à subir de violentes persécutions. Les prisons turques en Europe et en Asie Mineure se remplirent de nouveau, et les Macédoniens, pour échapper à la terreur turque, s'enfuirent en masses en Bulgarie.

Malgré ces sanglantes persécutions, l'Organisation Intérieure reprend, après quelques mois, toutes ses attaches et travaille de nouveau, avec acharnement. Les révolutionnaires macédoniens ont bien compris que nulle persécution, nul sacrifice ne peut arrêter le travail d'une organisation révolutionnaire.

Entretemps, Ferdinand de Bulgarie parvint à gagner à sa politique un nombre important de Macédoniens qui s'étaient réfugiés en Bulgarie après l'affaire de Vinitza. Il exploite leur pénible situation matérielle et leur offre du pain pour le cas où ils serviraient son projet d'incorporer à la Bulgarie la Macédoine toute entière. Le nombre des adhérents de la politique de Ferdinand est cependant de beaucoup inférieur à celui des Autonomistes.

Simultanément, la Bulgarie officieuse déploya une plus intensive propagande parmi les prêtres, les instituteurs, les professeurs, les consuls, etc. exarkhistes, qui sont tous payés par l'Etat bulgare, et en fait des adhérents de la politique macédonienne de Ferdinand. Auparavant, un grand nombre d'instituteurs, de prêtres et de fonctionnaires exarkhistes étaient des membres secrets de l'illégal Organisation Intérieure et des partisans de l'autonomie de la Macédoine.

Après avoir groupé autour de lui un certain nombre d'émigrés macédoniens, Ferdinand fait réunir à Sofia, en 1901, une Conférence dans laquelle il est décidé que le « Comité Suprême Révolutionnaire » devra avoir son siège en Bulgarie et que l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne devra être subordonnée à ce Comité Suprême. De là le nom de « Verkhoviste » désignant l'Organisation Macédonienne officielle bulgare.

Les chefs de l'Organisation Intérieure étaient des *Macédoniens, des hommes du peuple*, tels que Gotsé Delcheff, Damjan Grujéff, Gjortché Pétroff, Hadji Dimoff, Peré Tocheff, Dr Hristo Tatartcheff, Péter pop Arsoff, et d'autres.

A la tête des Verkhovistes se trouvaient exclusivement des officiers nommés par Ferdinand, tels que le général Tsontcheff, le colonel Jankoff, le lieutenant Boris Saraffoff, le capitaine Slavtcho Kovatcheff, et d'autres. Ferdinand enrôlait ces officiers dans l'Organisation Verkhoviste en leur faisant compter trois mois de service pour un an et en leur accordant des avancements tous les ans. Tous les fonctionnaires et diplomates qui servaient en Macédoine devaient avant tout se faire inscrire comme membres de l'Organisation Verkhoviste. Citons parmi eux Dimitri Risoff, consul, puis représentant diplomatique; le professeur Athanas Naoumoff; le professeur Miletitch, et d'autres.

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne comprit bien justement que la politique militariste et dynastique de Ferdinand ne ferait que troubler et entraver le développement révolutionnaire et l'organisation révolutionnaire autonome de toutes les nationalités de la Macédoine. Elle comprit fort justement que le transfert de la direction de l'organisation révolutionnaire du sol où le combat était mené en un autre pays ne signifiait qu'une déviation de la juste voie. Elle savait que l'ingérence des intérêts dynastiques et capitalistes des différents Etats balkaniques ne pouvait provoquer que des conflits réciproques entre les peuples balkaniques et anéantir la libération de la Macédoine.

Entretemps, les Verkhovistes commencèrent à persécuter les partisans en Bulgarie de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, et ceux-ci furent ainsi obligés à travailler en Bulgarie illégalement.

Les Verkhovistes organisèrent et envoyèrent en Macédoine des tchétsas de 20 à 50 hommes, et ces tchétsas étaient chargées

de forcer l'Organisation Intérieure à se subordonner au Comité Suprême Révolutionnaire de Sofia. Là où des membres de l'Organisation Intérieure opposaient une résistance catégorique à ces tchétsas et refusaient nettement de se soumettre à leurs désirs, ils étaient dénoncés par les Verkhovistes aux autorités turques, qui les arrêtaient et les torturaient.

L'Organisation Intérieure avait alors à lutter de deux côtés : contre les autorités turques et contre les Verkhovistes. Elle devait en même temps fortifier ses propres organisations et les préparer pour l'insurrection. Et elle a accompli ces tâches avec le plus grand succès. Elle a exterminé de nombreuses tchétsas Verkhovistes, même en Bulgarie, et elle devint bientôt la terreur des Verkhovistes, grâce à son excellente organisation illégale.

L'Organisation Intérieure parvint à exercer son influence sur le peuple macédonien en entier, à la préparer pour la résistance, à devenir pour les Macédoniens la seule et suprême autorité. Elle était tellement puissante qu'elle travaillait publiquement, comme si elle était légale, officiellement reconnue. Elle protégeait les paysans macédoniens de l'arbitraire des Aghas et des Beys, fixait les salaires des ouvriers journaliers, les montants des redevances, empêchait les Beys et les Aghas de venir personnellement percevoir les redevances, punissait de mort les Turcs opprimant et exploitant la population, jugeaient les litiges entre eux et les paysans et ainsi les autorités turques n'avaient plus aucune importance pour les Macédoniens.

L'Organisation Intérieure se procurait les fonds nécessaires par des expropriations des biens des oppresseurs du peuple, par l'imposition des riches Macédoniens et par les subsides volontaires des Macédoniens en général. Ceux des riches Macédoniens qui ne voulaient pas acquitter la redevance à eux imposée étaient sévèrement punis — très souvent par la mort. Dans leurs luttes contre les autorités turques les combattants macédoniens, grâce à l'appui de la population, pouvaient se sauver des situations les plus critiques. Les organes du régime turc ne devaient pas pénétrer dans des villages quelque peu éloignés des villes, et ainsi l'Organisation était toute-puissante.

C'était l'époque de la plus grande force de l'Organisation Intérieure : elle s'appuyait sur les larges masses paysannes; elle avait son action dirigée surtout pour la protection du raya et du serf macédoniens contre les Aghas et Beys féodaux; elle travaillait pour la Macédoine sur le sol même de la Macédoine; elle n'était composée que de Macédoniens et rejetait toute influence étrangère.

En même temps, l'Organisation Intérieure avait élaboré son programme net et précis et propageait publiquement les idées de Markovitch, Karaveloff et Boteff : pour l'autonomie de la Macédoine et pour la Fédération Balkanique.

Les Verkhovistes, c'est-à-dire Ferdinand et la clique régnante en Bulgarie, s'efforçaient avec acharnement à se procurer du respect et de l'influence parmi la population macédonienne. Dans le but de se rendre populaires, les Verkhovistes organisèrent en 1902 une insurrection à *Djoumaya*, sans aucunement tenir compte des conséquences que cette action entraînerait pour la population macédonienne. Cette insurrection fut sanglamment étouffée et eut comme suites de nouvelles persécutions contre les Macédoniens. Et ces persécutions furent d'autant plus catastrophales que c'étaient les membres de l'Organisation Intérieure et la population macédonienne qui en eurent à souffrir, et non pas les comitadjis Verkhovistes, qui s'enfuirent en Bulgarie.

Craignant que les Turcs, excités par leur défaite à *Djoumaya*, ne l'attaquent à nouveau, l'Organisation Intérieure, déclenche en toute hâte, le 20 juillet 1903, l'insurrection d'*Ilinden*, qui se termine par un insuccès, parce que l'on n'avait pas encore pu assembler de suffisantes forces révolutionnaires pour renverser le régime turc et parce que l'Organisation n'avait pas soulevé toute la Macédoine.

Quelques chiffres donneront une idée précise du nombre des combats menés contre les troupes régulières turques et de la grandeur historique de cette héroïque insurrection des révolutionnaires macédoniens; quelques chiffres sur le nombre des victimes suffisent à montrer le dévouement, l'esprit de sacrifice des Macédoniens pour la sainte idée de la liberté.

Les chiffres que nous citons, nous les empruntons à la brochure de Dimo Hadji Dimoff « Ilindensko Vostanié » éditée

comme première publication du « Makedonsko Delo », 1925, et à la brochure de D. Vlahoff citée plus haut.

Les combats durèrent environ trois mois. Y participèrent environ 20.000 révolutionnaires macédoniens dans 200 à 250 rencontres avec les troupes régulières turques dont le nombre s'élevait à environ 300.000 soldats.

(A suivre.)

Costa Novakovitch

Le mouvement dobroudjanais La situation en Dobroudja

La politique impérialiste des Grandes Puissances et surtout les rivalités entre l'Angleterre et la Russie Tsariste firent qu'au Congrès de Berlin la Dobroudja du Nord fut cédée aux tchokoïs roumains. Depuis, et jusqu'à la guerre balkanique, ce fut pour la Dobroudja du Nord une époque d'une dénationalisation et d'une colonisation forcée appliquées par l'oligarchie roumaine pour chasser les populations bulgares et turques et pour les remplacer par des éléments roumains afin de transformer le caractère ethnique du pays. L'application de cette politique fut facilitée en grande partie par l'attitude impérialiste de la bourgeoisie bulgare qui dirigeait alors ses vues vers la Mer Egée et la Macédoine.

Ces mêmes rivalités des impérialismes européens et les luttes acharnées entre les bourgeoisies balkaniques pour l'hégémonie dans les Balkans (les guerres de 1912—1913) furent la cause que l'oligarchie roumaine put étendre sa domination à la Dobroudja du Sud aussi (le Quadrilatère), où elle continua sa politique de dénationalisation et d'oppression nationale, d'une façon plus systématique.

Le traité de Bucarest de 1913 n'était pas pour les gouvernants roumains une garantie suffisante pour le raffermissement de leur domination dans la Dobroudja du Sud où les Roumains ne représentaient que les 2% de la population; ils sentaient leur position bien peu sûre en présence des masses compactes des nationalités allogènes de la nouvelle « province »; et ils se virent obligés d'appliquer encore leur politique dénationalisatrice par des moyens « légaux ». Mais la sanction du traité de Neuilly (1919) affermit la souveraineté de l'oligarchie roumaine, qui commença à employer les moyens les plus brutaux pour la dénationalisation et la colonisation forcées de la Dobroudja. Le résultat en fut l'émigration de 40.000 Bulgares en Bulgarie et de 20.000 Turcs en Turquie. Et, malgré toutes les clauses pour la protection des droits des minorités nationales inscrites dans les traités de paix, la Dobroudja n'est toujours pas gouvernée par les lois ordinaires, mais soumise à un régime d'exception, à un régime militaire brutal et permanent. Les libertés civiles et politiques sont réduites à un minimum; la Sigurantsa y est toute-puissante; l'ordre est maintenu par le sabre des gendarmes; et les droits de la population dépendent complètement des caprices du dernier agent de la police roumaine. Toute vie culturelle des minorités est anéantie; leurs organisations de caractère purement instructif et de bienfaisance, même les organisations sportives, sont dissoutes; leurs églises et leurs écoles sont fermées dans tous les villages, et c'est à peine si quelques-unes existent encore dans les villes; et tout ceci grâce aux mesures restrictives et à la terreur constante appliquées par le pouvoir.

La population dobroudjanaise se trouve toujours sous le coup de nombreuses lois de violences. Par la loi de 1914 pour la « réorganisation de la Dobroudja », le pays est soumis à une situation d'exception et se trouve hors les lois ordinaires du pays. Les Dobroudjanais, à la suite de la loi de « citoyenneté », devaient prouver leur droit à la ressortissance roumaine qui leur était pourtant reconnue par les traités mêmes de paix. Le résultat en fut que la ressortissance roumaine fut refusée à un très grand nombre de Dobroudjanais, qui, en conséquence, furent chassés par la violence de la Dobroudja. Une autre loi qui caractérise toute la politique de l'oligarchie roumaine ne tendant qu'à l'esclavage économique des masses dobroudjanaises, c'est la loi « pour la vérification des titres de propriété ». Par cette loi qui n'est qu'une monstruosité juridique, l'Etat roumain a non seulement dépouillé tous les paysans, sans indemnisation aucune, d'un tiers de leurs terres, mais, par les commissions administratives et judiciaires constituées pour l'application de cette loi et qui renièrent tout droit de propriété aux 30% environ des paysans dobroudjanais, il ravit à un tiers environ de la population paysanne toutes les terres. Et sur ces terres ainsi appropriées, saisies, volées, les gouvernants roumains installèrent des Roumains et des Koutsovalaques de Macédoine, introduisant en Dobroudja une large colonisation étrangère au sol.

Simultanément, l'Etat roumain s'empara de toutes les propriétés foncières des communes, des écoles et des églises en Dobroudja, sous l'allégation malhonnête, absurde qu'elles appartenaient à l'Etat bulgare. Et ces biens furent adjugés à des députés, des fonctionnaires, des officiers, des maires, des chefs

de gendarmerie, etc. Il surgit de la sorte en Dobroudja une nouvelle catégorie de propriétaires qui, par le gracieux concours des autorités roumaines, soumièrent les paysans dobroudjanais à une exploitation médiévale.

Ce pillage en grand des terres en Dobroudja provoqua parmi les masses des paysans une immense disette de terres. Et cette misère fut mise à profit par la susdite catégorie de nouveaux propriétaires qui réussirent à introduire la « *dijma* », ce système qui consiste à forcer les paysans à s'engager à cultiver (labourer, ensemercer, faucher et transporter les produits aux lieux à eux indiqués) les terres des gros propriétaires pour obtenir d'utiliser pour eux-mêmes une partie du domaine. On y introduisit de la même manière, et sur une échelle très large, aussi bien dans les villes que dans les villages, la *corvée* moyenneuse, afin d'exploiter jusqu'au sang le labeur des masses travailleuses.

Cette introduction du féodalisme dans l'économie agricole fut le trait le plus caractéristique de l'oppression économique exercée par les tchokoïs roumains en Dobroudja.

Les résultats de ce régime furent : une désorganisation complète de la production agricole et une crise économique chronique dans toute la Dobroudja. Et cette crise fut rendue plus aiguë par une politique particulière d'imposition, surtout par les droits élevés d'exportation sur les produits de l'économie paysanne, et par tout un système de pillages, de vénalités, de réquisitions, etc.....

Mais toutes ces oppressions iniques ne donnent pas encore le tableau complet du déni des droits, de l'oppression culturelle et de l'esclavage économique en Dobroudja. L'oligarchie roumaine, qui occupe la première place au sein de la réaction balkanique, se glorifie de sa grande habileté à organiser des provocations contre les masses populaires et à étouffer leur mécontentement dans des torrents de sang. C'est qu'elle possède la *Sigurantsa*, au moyen de laquelle elle a organisé les massacres et atrocités sans nombre, dont nous citons quelques exemples :

1° Par suite des dénonciations et calomnies, en 1923, d'Alexandre Rachénoff, ce membre bien connu de l'organisation dobroudjanaise d'alors qui, après avoir commis des détournements de la caisse de l'organisation, en avait emporté les archives et était allé les remettre à la Sigurantsa qui l'avait là-dessus engagé comme agent, la population entière du département de Dobritch fut soumise à des persécutions en masses, à des bastonnades en masse; 7 personnes furent massacrées et plus de 300 furent jetées dans les prisons.

2° La population du village d'Asfatkeuy fut, en 1924, soumise à de féroces persécutions, et 5 paysans furent massacrés.

3° En février 1925, plus de 500 personnes furent arrêtées dans les villages de Malka-Kaïnardja, Kara-Kachla, Kiosseler et autres, et jetés en prison; 4 paysans furent massacrés; et une grande partie des détenus se trouvent toujours encore dans les geôles.

4° Le 9, le 10 et le 11 mai 1926, on arrêta 80 personnes et en massacra 25 dans les villages de Chahinlar, Kiutchuk-Akbounar, Garvan, Popina.

5° Le 4 juillet 1926 furent arrêtés 200 paysans des villages de Staro-Selo, Sénovo, Daydar et Dénizlar; ils furent tous dirigés vers Toutrakan, et 47 d'entre eux furent massacrés dans la forêt de Bobla, à 4 km de la ville.

6° Un télégramme de Kustendja daté du 18 octobre 1926 et adressé au journal Roumanie dit : « Le village d'Azaplar (département de Dobritch) a été transformé en un véritable champ de bataille : des rixes ont éclaté entre la population locale et les colons à la suite de controverses sur les terres expropriées, et les paysans Stéfanoïff et Iliëff ont été tués, et 4 autres blessés. »

Etc., etc.

La Dobroudja est, depuis le 31 août 1926, à nouveau sous le régime de l'état de siège. L'Adverul du 17 octobre 1926 annonçait qu'un « régime d'occupation militaire » y avait été introduit et que « la population était obligée à fournir des vivres aux troupes formant un effectif de trois divisions ». Cet amoncellement de troupes militaires a pour tâche « d'assurer et de maintenir l'ordre » en Dobroudja, car les gouvernants roumains sont en train d'appliquer la loi sur la « répartition » des terres, c'est-à-dire : en train de s'approprier en masse les terres des paysans dobroudjanais. Il s'ensuit de nouvelles persécutions, de nouveaux massacres en Dobroudja — et ce sont là les moyens auxquels l'oligarchie roumaine a recours pour appliquer sa politique de domination et de pillage des masses dobroudjanaises.

Dobroudjansky

Les persécutions et massacres des révolutionnaires macédoniens en 1924 dans la région de Pétritch et l'assassinat de T. Alexandroff

(Des archives du C. C. de l'ancienne O.R.I.D.)

Il existe dans les archives de feu l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Dobroudjanaise, que les « grands révolutionnaires » N. Kiamileff et Ivan Hadji Ivanoff avaient remises au gouvernement bulgare, un document qui jette de la lumière sur la catastrophe sanglante dont l'O. R. I. M. fut victime en septembre 1924, et sur les causes réelles de cette catastrophe. Ce document explique pourquoi a été tué T. Alexandroff, qui a eu un intérêt à son assassinat et à celui des militants du mouvement macédonien.

On sait que le 6 mai 1924, les membres du C. C. de l'O. R. I. M. : Todor Alexandroff, A. Protoguéroff et P. Tchaouloff signèrent le *Manifeste de Mai* par lequel ils proclamaient l'adoption d'une orientation nouvelle et entièrement autonome de l'Organisation Révolutionnaire Macédonienne. Ce *Manifeste* est connu par tout le peuple macédonien. On sait aussi comment T. Alexandroff et Al. Protoguéroff le renièrent ultérieurement.

A cette époque, et indépendamment de cette orientation de l'O. R. I. M. : Todor Alexandroff, A. Protoguéroff et P. Tchaouloff, par un Protocole du 7 mai de la même année déclaraient adopter une politique indépendante, hardie et décisive et chercher à entretenir des liens avec la Russie des Soviets, en s'entendant simultanément avec le C. C. de l'O. R. I. M. pour une activité combinée dans cette direction et pour organiser une Union des organisations révolutionnaires nationales en Bulgarie.

L'O. R. I. D. envoya à l'O. R. I. M., comme délégués, les membres du C. C. : *Slavi Alexieff* et *Varban Petroff*.

Dès le retour de Vienne de T. Alexandroff et d'Al. Protoguéroff, les délégués susnommés de l'O. R. I. D. se rendirent au C. C. de l'O. R. I. M. et furent reçus en la présence de Aleko Vassileff et du col. Atanassoff. Ceci se passait vers mi-juin 1924. Les délégués de l'O. R. I. D. présentèrent à cette occasion un rapport par écrit au C. C. de leur organisation, dans lequel ils exposèrent les résultats de leur mission auprès de l'O. R. I. M.

Ce document montre que le C. C. de l'O. R. I. M. avait approuvé complètement l'orientation de l'O. R. I. D., qu'un appui entier et sans réserve de l'O. R. I. M. avait été promis à l'O. R. I. D. pour réaliser cette politique que l'O. R. I. M. adoptait entièrement. Nous reproduisons approximativement les paroles de Protoguéroff et d'Alexandroff, telles qu'elles sont rendues dans le rapport précité des deux délégués.

Al. Protoguéroff s'est exprimé en les termes suivants : « Nous nous réjouissons beaucoup de ce que vous ayez adopté une telle orientation qui est actuellement *l'unique politique salutaire pour les mouvements révolutionnaires des Balkans*. Je suis sûr que la Russie vous prêtera son appui plus volontiers qu'à nous. Rendez-vous chez Rakovsky. Je l'ai rencontré récemment. Il est un excellent Bulgare malgré qu'il soit un communiste. En outre, il est aussi un Dobroudjanais. Il comprendra le mieux vos maux et fera tout son possible pour que vous soyez soutenus. Dépêchez-vous et ne perdez pas un seul jour ! Vous aurez tout notre appui. Todor lui aussi vous dira et vous confirmera ceci ! »

T. Alexandroff s'est exprimé comme suit : « C'est avec grand plaisir que je vois que votre si jeune organisation s'est orientée si justement. Je m'en réjouis fortement. Nous sommes aussi en train de nous orienter dans la même direction ; il ne reste que quelques entraves de pure forme que nous devons surmonter encore. Je suis convaincu que votre question dobroudjanaise sera résolue beaucoup plus vite que la question macédonienne, quoique nous ayons 40 années de lutte révolutionnaire derrière nous. Votre question n'est pas si compliquée que la nôtre. Les intérêts de tous les Etats impérialistes ne passent pas par la Dobroudja et ne s'y enchevêtrent pas, comme c'est le cas en Macédoine. Indépendamment de cela, la Dobroudja avoisine avec la Bessarabie qui est un territoire russe et que la Russie possédera tôt ou tard. Vous avez en la personne de la Russie Soviétique un allié naturel et puissant qui vous aidera directement. Nous aussi rompons tout lien avec le gouvernement bulgare ! »

Les délégués l'interrogèrent alors sur les causes de cette rupture, en rappelant le fait connu de la participation active de l'O. R. I. M. dans le coup d'Etat du 9 juin 1923 et le grand appui fourni au gouvernement Tsankoff pour sa consolidation. T. Alexandroff répondit : « Nous avons rompu avec le gouvernement bulgare parce qu'il nous promettait beaucoup et n'accomplissait presque rien. *Les gouvernements bulgares ont toujours trafiqué des intérêts de la population bulgare subjuguée. Ils ont vendu ces intérêts pour leurs propres fins. Nous devons former une Union puissante des organisations révolutionnaires en Bulgarie. Rendus ainsi forts et puissants, nous ne devons pas permettre aux futurs gouvernements bulgares de trafiquer des intérêts des subjugués. Il y a même plus : Nous devons à l'avenir dicter la politique extérieure des gouvernements bulgares ! »*

T. Alexandroff proposa à ce moment que les deux Comités envoient immédiatement un représentant permanent devant servir d'agent de liaison pour réaliser au plus tôt une activité combinée.

La bourgeoisie bulgare eut un sursaut devant la perspective d'une activité générale des organisations révolutionnaires en Bulgarie pour la réalisation des buts exposés ci-haut. Aussi, deux mois seulement plus tard, elle portait un coup effroyable à l'O. R. I. M., suivi des arrestations de mars 1925 des membres de l'O. R. I. D. et de l'assassinat de Dotcho Mikhaïloff et de ses camarades le 26 août 1926 !

De tout ce qui vient d'être exposé, il est aisé de voir qui eut intérêt au meurtre de T. Alexandroff et aux excès accomplis contre la gauche de l'O. R. I. M. qui demeurait sur la base du *Manifeste* ; il est de même explicable pourquoi le général Protoguéroff a été grâcié : il jouait le rôle ignoble d'agent-provocateur.

N. B. Kandieff

Protestation contre le traité franco-roumain

L'Association des Emigrés Bessarabiens en France vient de lancer la protestation suivante contre le traité franco-roumain :

« Le peuple bessarabien, martyrisé depuis 9 ans par l'oligarchie roumaine, opprimé dans ses aspirations nationales, politiques et culturelles, pillé et affamé grâce à des mesures spéciales économiques, fiscales et policières, a été une fois de plus douloureusement frappé par la conclusion du traité franco-roumain dont le texte vient d'être rendu public.

Dans ce pacte, la France garantit à la Roumanie l'inviolabilité des frontières actuelles, c'est-à-dire, avant tout, la possession de la *Bessarabie annexée de force en 1918*.

Réaffirmant le joug roumain par le soutien moral et matériel d'une grande nation, ce pacte provoquera inévitablement une insurrection des masses paysannes opprimées encore plus violente que celles de Hotin en 1919 et de Tatar-Bunar en 1924, et pourra susciter les conséquences les plus graves pour la paix mondiale.

L'opinion du monde entier et, en particulier, celle du peuple français et de son élite intellectuelle, a déjà condamné plus d'une fois les méthodes des usurpateurs roumains, et son influence morale a sauvé de nombreuses victimes de la Terreur Blanche.

Nous, émigrés bessarabiens, seuls porte-parole de trois millions d'habitants dont la voix est odieusement étouffée, nous nous adressons à l'opinion publique française, aux masses généreuses des travailleurs et des paysans qui nous ont soutenus dans notre lutte de libération et nous leur demandons de protester avec nous *contre la violation systématique de la volonté d'un peuple qui n'a jamais accepté son annexion*.

Nous leur demandons, maintenant qu'il en est temps encore, d'agir avec force sur leurs représentants à la Chambre des Députés afin d'empêcher la ratification de l'inique traité.

Nous leur demandons d'exiger avec nous que le droit élémentaire des peuples à disposer d'eux-mêmes soit donné à notre peuple martyr et que dans une consultation libre, après évacuation des troupes d'occupation et rapatriement des émigrés politiques, le sort de la Bessarabie soit décidé par sa propre population.

Association des Emigrés Bessarabiens en France

LA RÉACTION DANS LES BALKANS

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie :

L'occupation italienne de l'Albanie. — Deux bateaux italiens chargés d'armes et de munitions sont arrivés par la Boyana à Scutari. Les cercles officiels prétendent que ces armements sont pour les troupes albanaises mais le bruit court avec insistance qu'ils sont destinés pour le dépôt italien à Scutari. (« Liria Kombëtare » du 2 février.)

Des nouvelles de source sûre annoncent l'arrivée à l'île de Saseno (Albanie de Sud) de grandes quantités d'armes et de munitions de guerre.

On annonce de Scutari : Le général Camiccio, de l'état-major italien, vient d'arriver à Durazzo. Quoiqu'il prétend n'avoir entrepris qu'un voyage de plaisir, les cercles compétents affirment qu'il est venu en Albanie chargé d'une mission spéciale : pour étudier sur la frontière alba-

naise du côté de la Yougoslavie les positions militaires, les routes, etc. et faire activer les travaux de fortification.

Sous le prétexte d'une expédition de bienfaisance à la suite du tremblement de terre à Durazzo, des troupes italiennes en uniformes y ont débarqué et ont entrepris des travaux militaires. Il faut relever qu'avant l'occupation de Vallona à la veille de la guerre générale le premier débarquement des troupes italiennes a été également effectué sous le prétexte d'une mission de bienfaisance.

Plus de 60 fascistes italiens, pour la plupart des ingénieurs et des officiers, sont arrivés à Vallona.

En outre de nombreux officiers et ingénieurs italiens parcourent toute l'Albanie.

Une commission composée de capitalistes italiens poursuit des négociations avec les beys gros-propriétaires pour des achats de terres en Albanie. Plusieurs de ces beys ont déjà cédé à ces capitalistes italiens, en fermage pour 99 ans, de grands domaines qui en réalité appartiennent au peuple albanais.

La population albanaise est excessivement révoltée de tous ces actes d'occupation et de colonisation.

Bulgarie:

L'organisation « Ilinden » et les réfugiés. — L'Agence des Balkans y publie :

L'organisation « Ilinden » qui groupe les vieux révolutionnaires macédoniens ayant pris part à l'insurrection de 1903, a voté le 11 janvier à Sofia, dans une réunion imposante par le nombre, la résolution suivante sur la question des réfugiés macédoniens de la zone grecque passés en Bulgarie :

« Les vieux révolutionnaires qui, dans le passé, ont sacrifié devant l'autel de la liberté de la patrie leurs forces, leur jeunesse et leur avenir, déclarent aujourd'hui :

1° Que les réfugiés installés dans les villes ou villages en Bulgarie sont pauvres et malheureux, et par conséquent ont besoin d'être secourus.

2° Que l'ordre qui interdit aux réfugiés de s'installer à moins de 50 km. de la frontière grecque ou serbe, est criminel. Cet ordre rendra impossible l'installation des réfugiés.

3° Qu'aucun fils de la Macédoine n'acceptera la déclaration par laquelle les réfugiés doivent renoncer à leur qualité de Macédoniens, se déclarer sujets bulgares et oublier ainsi leur histoire nationale et jusqu'aux tombeaux de leurs ancêtres. »

En l'honneur de Strachimiroff. — Les étudiants bulgares de Toulouse ont décidé de nommer M. Anton Strachimiroff, directeur du journal littéraire « Vedrina », président honoraire de leur Association. (Agence des Balkans.)

Une « nouvelle » et « terrible » conspiration. — Le journal « Radical » du 31 janvier se fait mander de Lom qu'alors que des maires, des conseillers départementaux et municipaux, et autres, tenaient une réunion dans la mairie du village de Voltchi-Drim, et discutaient sur des affaires communales, les policiers Slavko et Damian, avec à leur tête l'ancien maire zgovoriste Efstati Kanoff, ont pénétré, armés de fusils, dans le local de réunion et ont conduit les assistants au commissariat. Là, les arrêtés furent contraints, par des menaces, à signer une feuille en blanc ; après quoi ils furent relâchés. Quelques semaines plus tard le sous-préfet appela toutes ces personnes et ouvrit contre elles une instruction pour une terrible conspiration qu'il aurait découverte.

Encore une « conspiration ». — On annonce de Svilengrad que les anciens communistes Todor Kirkoff, K. Véleff et Tsani Kouzloff, arrêtés et jetés dans la prison de la police, y sont, depuis 25 jours, soumis aux tortures les plus effroyables, pour leur faire avouer la « conspiration » qu'ils sont suspectés d'avoir organisée. Le « Narod » du 1er février, en publiant cette information, dit qu'il est grandement temps de mettre fin à ces actes de barbarie de la police.

« Disparus sans traces. » — Dans les statistiques criminelles de 1926 publiées par le gouvernement bulgare, le nombre des assassinés par des « inconnus », dont les cadavres ont été trouvés — les « disparus sans trace » — s'élève à 92 hommes et 2 femmes.

La terreur. — Les journaux bulgares sont remplis d'informations sur la terreur sévissant surtout dans les différentes localités où doivent se faire des élections municipales complémentaires, et aussi en vue de « préparer la population pour accomplir son devoir » aux prochaines élections législatives.

Tout dernièrement les députés du parti social-démocrate au Sobranjé ont adressé au ministre de l'intérieur 3 questions, à différentes dates, sur cette terreur pré-électorale sévissant surtout dans les districts de Haskovo, Pleven et Tirnovo. Dans ces questions les députés signataires citent de nombreux cas où les électeurs supposés de l'opposition ne sont pas admis aux urnes, où beaucoup d'entre eux sont battus, d'autres terrorisés par des menaces, maltraités, etc. (« Narod. »)

Le « Zemledelsko Znamé » du 1er février publie une question posée au ministre de l'intérieur par les députés Motchouroff et Peter Minoff du groupe agrarien, qui relèvent toute une série d'actes de violence dans différents villages et communes dans les districts de Tirnovo et de Nova Zagora. Citons en un : lorsque ces députés, en tournée, arrivèrent au village de Mékarevo (distr. de Nova Zagora), 20 paysans vinrent à leur rencontre, les visages ensanglantés, les têtes bandées, blessés. Ils s'informèrent : « Mais que vous est-il donc arrivé ? » — Les paysans répondirent : « Voilà comment on nous a torturés et blessés ; nous ne voulons plus d'élections ; gouverne qui veut, pourvu que l'on nous

laisse la vie sauve. » Dans le village les deux députés ont vu d'autres gens arrêtés, battus, torturés, dont même le candidat de la coalition électorale Jordan Kaneff.

Les méthodes du gouvernement Liaptcheff. — Il y a un mois et demi on a tué à Carlovo l'ancien maire Dimitri Boyadjieff, à quelques pas de la sous-préfecture. Au lieu d'arrêter les assassins, les autorités ont profité de l'occasion pour organiser des razzia des adversaires du gouvernement et on a arrêté plus de 200 personnes « suspectées d'avoir participé à l'assassinat du maire ». (« Zemledelsko Znamé » du 20 janv.)

Les prisonniers politiques, l'« Internationale » et les condottieri du gouvernement. — Le 2 janvier le métropolitain de Sofia et quelques dames de la « haute société » ont visité les détenus à la Prison Centrale. Après une messe célébrée par le métropolitain et des discours prononcés, un concert y a été organisé. L'orchestre des aveugles a joué quelques morceaux, une artiste a chanté quelques chansonnettes, etc. Puis, on a commencé à jouer la « Choumi Maritza », l'hymne national bulgare. Alors, tous les prisonniers politiques ont quitté la salle, sont allés dans les couloirs et y ont entonné l'« Internationale ». Les dames avaient apporté des cigarettes et des bonbons — les prisonniers ont refusé d'y toucher. Mme Karawelowa, la femme de l'ancien président du Conseil, dont le gendre Herbst avait été brûlé vif l'année dernière dans les fours de la Sûreté Générale, a dit qu'elle était étonnée d'apprendre qu'il y avait encore 140 détenus politiques à la Prison Centrale. — Après cet incident, des « facteurs irresponsables », dont les fameux capitaines Koteho Stoyanoff, Nicoloff, le lieutenant Tocheff, etc., tous en service actif, sont venus à la Prison Centrale et y ont fait des reproches au directeur de ne pas être assez sévère envers les prisonniers politiques. Ils ont menacé d'organiser de nouvelles tueries. Ils ont dit que leur tâche n'était pas encore finie, qu'il y avait encore dans les prisons des gens qui devaient passer par le couteau. Là-dessus le directeur a fait isoler dans des cachots les jeunes gens accusés comme membres de l'Union des Jeunes Communistes. (« Narod » du 14 fév.)

Grèce:

Les crimes grecs. — Une organisation analogue aux bandes autonomistes et aux contre-bandes serbes, celle du « Poing Grec », opère dans les régions de la Macédoine annexée à la Grèce.

Le « Poing Grec » est composé de brigands de la pire espèce se trouvant aux ordres du gouvernement d'Athènes, comme les Comitadjis autonomistes sont aux ordres du gouvernement bulgare, et les assassins serbes de « l'organisation contre les bandes » aux ordres du gouvernement de Belgrade.

Le « Poing Grec » a pour tâche d'obliger les Macédoniens qui n'ont pas encore fui les territoires annexés à la Grèce, à partir, abandonnant leurs maisons et leurs champs aux nouveaux occupants grecs venus de l'Asie Mineure.

Et ainsi, les Grecs ont déjà chassé des milliers et des milliers de Macédoniens.

Mais, comme toujours, c'est dans la région montagneuse que la résistance, d'ailleurs surtout passive, s'est manifestée.

Dans le pays autour de Kostoria (Kostour) le « Poing Grec » exerce systématiquement ses violences.

Le village de Gziletz a été pillé et incendié.

A Florina (Lérin), à Prespa, les bandits du « Poing Grec » martyrisent les paysans pour les obliger à fuir et à abandonner leurs terres.

Enfin les Koutzo-Valaques, protégés par les autorités grecques, exercent les mêmes sévices. Le fait a été particulièrement marqué à Dambini où les villageois Donovoski et son fils ont été maltraités par des bergers koutzo-valaques.

Le mot d'ordre est simple : « Il faut chasser le Macédonien de la Macédoine ».

Roumanie:

Congrès général des Juifs de Roumanie. — Entre le 23 et 25 janvier aura lieu à Bacaou un congrès des Juifs de toute la Roumanie. La question des menées antisémites et des excès hooliganes sera à l'ordre du jour. (« Cuvantul » du 28 déc.)

Les ravages de la tuberculose. — On évalue à 1.000.000 le nombre total des cas de tuberculose incipiente, fermée ou ouverte. Le nombre des cas de maladie à lésions ouvertes est de 240.000. 60.000 personnes meurent annuellement de la tuberculose. (« Viitorul » du 1er janvier.)

La « réforme » de la gendarmerie. — M. Goga, ministre de l'intérieur, prépare une « réforme » de la gendarmerie rurale : 1° le corps de gendarmerie ne sera plus recruté parmi les soldats, mais composé de mercenaires spécialement préparés parmi les réengagés (sous-officiers) ; 2° pour chaque cinq communes sera institué un poste fixe ; 3° pour la Bessarabie chaque commune aura « son » poste ; 4° de même pour toutes les régions-frontière ; 5° le nombre des gendarmes à cheval sera augmenté. (« Lupta » du 12 janvier et autres journaux.)

Généralisation de la misère. — Sous ce titre l'« Adeverul » du 1er février annonce que le Crédit Industriel a augmenté l'intérêt de 9% à 12%, et les Banques Populaires (Coopératives) à 18%.

La liberté de la presse jugulée. — M. A. Schapira de Tiguina, rédacteur au journal « Cuvantul Basarabici », a été envoyé à Tg.-Jiu, où il aura domicile forcé. Le motif : il a dénoncé des détournements d'un député gouvernemental. (« Universul » du 31 janvier.)

Les troupes du fascisme. — Les associations suivantes : 1° l'Union des Officiers de réserve et en retraite ; 2° le Cercle Militaire des sous-officiers de réserve et en retraite ; 3° l'Association des Volontaires Tran-

sylvaniens; 4^e l'Association des sous-officiers réengagés et en retraite « Général Praporgescu »; 5^e la Société des Défenseurs de la Patrie et 6^e l'Association des Chevaliers de la Vertu Militaire — ont constitué une Association commune, la « Légion Roumaine », sous la présidence du général Mochoï et la vice-présidence du général Rujinsky. (« Cuvantul » du 30 janvier.)

Antisémitisme bestial. — Le journal antisémite « Svastica » (Croix gemmée) du 13 décembre écrit :

« Frères chrétiens, les « Youpins » de Roumanie appellent notre Rédempteur charlatan et fainéant, et publient ces outrages dans leur presse. Voilà jusqu'à quel point sont arrivées les hyènes qui déchirent avec fureur notre vie économique. Frères chrétiens ! Soyez prêts pour la grande revanche qui approche ! Le grand jour du jugement est près de sonner !

» Malheur à vous, youpins !

» Malheur à vous, bêtes impures de l'enfer, fossoyeurs qui, en habits de fête, dévorez jour et nuit les cadavres de ceux qui sont tombés entre vos griffes. Quand la croix gemmée, (insigne de l'antisémitisme et du fascisme F. B.) indiquera l'heure du jugement suprême, vous vous abreuverez à votre propre sang.»

Et le journal antisémite « Carpatii » (de Ploesti) publie le 24 janvier l'incitation suivante au crime, sous le titre « Assassinez ! » :

« Les Juifs ont pris l'offensive dans tout le pays avec l'intention de faire crouler tout ce qui est bon, de faire crouler l'Etat. Vis-à-vis de tout cela, le gouvernement se tait... Les Roumains se taisent aussi, quoiqu'ils reçoivent des coups avec des barres de fers (! ? F. B.) sur la tête ou sur la nuque. Le résultat en sera notre écroulement, si nous continuerons à être civilisés avec la bête rouge.

» Tue z !

» Notre dignité nationale nous ordonne impérieusement de frapper immédiatement à coups mortels tout individu, qui veut l'écroulement de notre race, de notre Etat !

» Tue sans crainte ! Nul n'a le droit d'arrêter ton bras, quand l'existence de la race roumaine est en jeu ! Honneur à celui qui tue le traître et l'ennemi de son pays ! »

Et plus loin : « Je répète : tuer l'ennemi de ton pays, ce n'est pas un crime ! C'est le plus grand honneur du Roumain ! Tue donc... Les esclaves seuls pleurent ! Les héros tuent ! »

Les autorités, qui confisquent les journaux démocrates et interdisent la presse ouvrière, n'ont pris aucune mesure contre ces incitations ouvertes au crime.

L'« amitié » italo-roumaine. — L'Organisation étatique italienne pour l'exploitation des gisements pétrolifères et pour le commerce du pétrole (A. G. J. P.) a destiné pour des investitions en Roumanie 500 millions de liras. Trois sociétés existantes ont déjà reçu des participations italiennes importantes. L'une de ces trois a reçu de l'Etat roumain une concession de 150 ha. à Colibasi et une autre de 200 ha. à Rasvad en terrains pétrolifères. (« Argus » du 28 janvier.)

La « liberté » de conscience. — Mlle Hélène Filipovici a été condamnée à 15 jours de prison pour avoir, il y a 4 ans, par des articles publiés dans le journal « La Jeunesse Socialiste », propagé la haine contre l'Eglise et les institutions scolaires. (« Lupta » du 3 février.)

Pendant que les gendarmes de Cajba (Belts-Bessarabie) empêchaient à coups de fusils les paysans à célébrer la fête de Noël d'après « l'ancien calendrier » (le Synode ayant adopté le nouveau), le paysan Vasile Lupusor a été atteint par une balle et est resté mort sur place devant l'Eglise. (« Adeverul » du 28 janvier.)

Le typhus exanthématique endémique en Bessarabie. — Dans le Conseil d'Hygiène de Jassy le Dr Marzenso a déclaré qu'en Bessarabie cette terrible maladie de la misère sociale et physiologique a pris un caractère à peu près endémique. (« Universul » du 2 janvier.)

Les couches populaires consomment de moins en moins. — D'après les statistiques de la ville d'Oradia (86.000 habitants) on y a consommé en 1926 10 à 12% de moins de pain qu'en 1925, et 25% de moins de viande. Mais on a consommé au contraire en 1926 22% de plus d'alcool qu'en 1925 : 650.000 litres en 1925 et 800.000 en 1926. A augmenté de même la consommation des produits des monopoles d'Etat (tabac, etc.). Il a été vendu en produits des monopoles pour 230 millions de leis, de l'alcool pour 133, du pain pour 150 et de la viande pour 70 millions de leis. Quoi d'étonnant alors que les décès ont augmenté en 1926 de 15%, tandis que les naissances ont diminué de 21%. (« Cuvantul » du 13 janvier.)

L'émigration au Brésil. — La presse est de nouveau alarmée par les souffrances qui déciment les émigrés de la Roumanie au Brésil. M. Carlos A. Salling, commissaire général pour l'Europe de l'Etat de St. Paul, essaie de tranquilliser l'opinion publique. A cette occasion on apprend que le nombre des émigrés roumains était de 21.000 en 1925 et s'est élevé à 25.000 en 1926, la plupart des émigrés étant de la Transylvanie — la province « libérée ». (« Universul » du 18 janvier.)

Yougoslavie:

Grève générale de tous les étudiants en Yougoslavie. — Le gouvernement avait décidé récemment de ne pas allouer des traitements aux médecins stagiaires, et les étudiants en médecine avaient là-dessus proclamé la grève. Les pourparlers entamés pour faire rapporter cette mesure n'ayant abouti à aucun résultat, tous les étudiants de la Yougoslavie déclarèrent la grève générale à partir du 25 janvier. (« Hrvat » du 26 janvier.)

De lourdes peines à de tous jeunes révolutionnaires. — Le 1^{er} février le tribunal de 1^{ère} instance à Belgrade a prononcé à nouveau une sentence draconienne sur la base de la loi sur la Défense de l'Etat contre le jeune étudiant Zlatko Schneider. Accusé comme organisateur de l'Union de la Jeunesse Communiste, quoiqu'il n'y ait eu aucune preuve concrète contre lui, il a été condamné à 5 ans de prison.

Tué en « tentative de fuite ». — Krsta Liondoff, ancien leader révolutionnaire macédonien, fut arrêté à Bitolja sous l'accusation d'avoir participé au meurtre de Spasdjé Hadji Pozovitch, rédacteur du « Fuzna Zvezda », perpétré l'année dernière à Bitolja. Le 1^{er} février, alors que, après un interrogatoire, il était conduit à la prison centrale, il a été tué, en route, par les gendarmes, soi-disant parce qu'il avait tenté de s'enfuir. On avait voulu éviter que, par devant le tribunal, il répète les révélations désagréables pour le gouvernement qu'il avait faites au juge d'instruction.

Terreur électorale. — Pendant les dernières élections départementales la terreur atteignit son point culminant surtout en Macédoine, au Monténégro et en Voyvodina. De nombreuses arrestations y eurent lieu. A Betchkerek seulement furent arrêtés plus de 50 ouvriers sous le prétexte qu'ils faisaient de la propagande communiste. Au Monténégro furent arrêtés plus de 1.200 ouvriers et paysans.

La terreur — le vandalisme. — A Kupusino en Voyvodina 4 gendarmes et 4 agents de police ont battu à mort, dans la mairie, les paysans Jean Nagy, Martin Rodni et Stefan Bunjak. Le député paysan raditchien Tisaj, qui s'était intéressé à l'affaire, fut attaqué et blessé par les radicaux. (« Dom », Zagreb, du 2 fév.)

La sous-préfecture à Kolasin (Monténégro) a publié sous le n^o 6698 la proclamation suivante :

1^o Toutes les maisons isolées devront être détruites.

2^o Toutes les personnes « suspectes » seront placées sous le contrôle sévère de la gendarmerie et de la police.

3^o Dans les communes de Kolasin, Retchina, Rovatch, Prekobrda, les parents et proches des révolutionnaires (c'est-à-dire de tous ceux qui se sont enfuis dans les montagnes pour échapper à la terreur bestiale) doivent arrêter ou tuer ces derniers, autrement des troupes y seront envoyées à cet effet, et y seront logées et nourries aux frais des habitants.

4^o Toutes les personnes « suspectées » d'agitations politiques seront internées.

5^o Toute circulation dans les rues entre 6 h du soir et 6 h du matin est interdite.

Le Sous-Préfet : Zirko M. Kosovitch.

(« Obzor », Zagreb, du 2 fév.)

Terreur, terreur, terreur. — Ismet beg Kapetanovitch, député musulman bosniaque, a présenté un long rapport au club parlementaire musulman en énumérant des cas concrets de la terrible terreur exercée par les autorités : des tortures infligées, des maisons incendiées, des empêchements aux électeurs à se rendre aux urnes, etc. ; le tout appuyé par des témoignages nommés. (« Pravda », Sarajevo, 7 fév.)

Des « inconnus » ont volé à Kortchula le protocole électoral officiel. (« Nova Doba », Split, du 7 fév.)

Une plainte a été déposée au Parquet de Serajevo contre les radicaux Dr Saratch et Dr Kajon qui, comme présidents de commissions électorales, avaient commis des falsifications de documents en faveur des radicaux. (« Obzor », Zagreb, du 10 fév.)

On lit dans l'« Agence des Balkans » :

En Macédoine serbe et dans la région de Pojarevatz, la terreur a cruellement sévi à l'occasion des élections aux Conseils généraux qui viennent d'avoir lieu.

Les sous-préfets, accompagnés de députés radicaux, ont parcouru les villages, obligeant les citoyens à voter pour le parti radical. De nombreux paysans ont été arrêtés.

Le journal « Hrvat » a signalé ces violences. Une interpellation a été déposée à la Skouptchina par le député démocrate Grol.

Il y a quelques semaines, près de Vélès, un paysan, Bochico Gadjoff, a été tué dans son jardin.

Dans la région de Koumanova, des gendarmes serbes déguisés en Albanais ont arrêté et dévalisé les paysans Traiko Kourtanof, Kioné Dentcho, Gavé Milenkoff, Mine Pardleski. Roués de coups, ces malheureux furent relâchés avec ordre de ne se plaindre à personne.

Le même jour, ces faux Albanais ont tué Damé Pop Stoitcheff, son beau-père et les deux fils de Dedo Mito, tous du village de Kokochiné.

Le crime de ces malheureux était d'avoir reconnu les bandits et de les avoir appelés par leurs noms, leurs noms de gendarmes serbes.

Le 17 novembre a été tué par des soldats serbes le réfugié Lazar Alekoff du village de Todoroski. Il cherchait à rentrer chez lui pour voir sa femme.

Fonctionnaires voleurs. — A Skoplje, le sous-préfet Stevitch a détourné de la Caisse Fiscale 150.000 dinars.

A Loznitcha, le commissaire de police Milan Popovitch a détourné de la Caisse Fiscale 100.000 dinars. (« Rijetch », Zagreb, du 9 fév.)

Le chef de la direction des forêts à Skoplje, Gligorijé Radivojevitch, a falsifié les listes des ouvriers et a détourné de la caisse de son administration 81.000 dinars. (« Politika », Belgrade, du 6 fév.)

Le premier secrétaire de la légation yougoslave au Quirinal, Vujitch, a pris la fuite en emportant de fortes sommes de la caisse de la légation. Un mandat d'arrêt a été lancé contre lui.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Die mazedonische Frage Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern!

III.

Schließlich entdeckte die Türkei im Jahre 1897 die Organisation in der Umgebung von Bregalniza — während der Affaire von Winitza. Darauf setzten wieder heftige Verfolgungen von seiten des Regimes gegen die mazedonischen Einwohner ein. Die türkischen und kleinasiatischen Kerker waren wieder überfüllt, massenhaft flüchteten die Mazedonier unter dem Druck des türkischen Terrors nach Bulgarien.

Trotz dieser blutigen Verfolgungen erneuerte die Innere Organisation innerhalb einiger Monate alle ihre Verbindungen und arbeitete neuerlich illegal mit großer Kraft. Die mazedonischen Revolutionäre haben es richtig begriiffen, daß eine revolutionäre Organisation in der Arbeit keine Verfolgungen und Opfer hindern können.

Ferdinand von Bulgarien hatte es verstanden, eine beträchtliche Zahl von Mazedoniern, die nach der Affaire von Winitza nach Bulgarien flüchteten, für seine Politik zu gewinnen. Er nützte ihre schlechte materielle Lage aus und reichte ihnen Brot, im Falle sie seiner Idee dienen wollten: der Einverleibung ganz Mazedoniens durch Bulgarien. Nur war die Zahl der Anhänger der Ferdinand-Politik viel geringer wie die Zahl der Autonomisten.

Zu dieser Zeit entfaltete das offiziöse Bulgarien durch seine Exarchistischen Priester, Lehrer, Professoren, Konsuln und Kaufleute eine stärkere Propaganda und reichte somit alle diese von bulgarischen Staate besoldeten Beamten in die mazedonische Politik Ferdinands. Vorher war eine große Anzahl von Exarchistischen Lehrern, Priestern und Beamten geheime Mitglieder der illegalen Inneren Organisation und Anhänger der Autonomie von Mazedonien.

Als Ferdinand eine gewisse Anzahl von Emigranten um sich geschart hatte, wurde nach seinem Befehl 1901 in Sofia eine Konferenz abgehalten und der Beschluß gefaßt, daß das „Oberste Revolutionäre Komitee“ in Bulgarien seinen Sitz haben solle, dem sich die innere mazedonische Organisation unterzuordnen habe. Davon ist auch der Name „Vrhovisti“ für die amtliche bulgarische mazedonische Organisation abgeleitet.

Die Führer der Inneren Organisation waren Mazedonier, Männer aus dem Volke: Godze Deltseff, Damijan Grujef, Djordje Petroff, Hadji Dimoff, Pere Toscheff, Dr. Hristo Tatartscheff, Petar pop Arsoff u. a.

An der Spitze der Vrhovisten standen ausschließlich Offiziere, die Ferdinand ernannte, wie: Tsontscheff, Oberst Jankoff, Leutnant Boris Sarafoff, Hauptmann Slawtscho Kowatscheff. Ferdinand warb sich diese Offiziere dadurch für diese Organisation, daß er jedem Offizier für drei Monate ein Jahr und eine alljährliche Beförderung zuerkannte. Sämtliche Beamten und Diplomaten, die in Mazedonien dienten, mußten vor allem Mitglieder der Vrhovistischen Organisation sein, wie: Dimitri Gisoff, Konsul, späterer Gesandter, Professor Athanas Naumoff, Universitätsprofessor Miletitsch u. a.

Die Innere mazedonische Organisation begriff ganz richtig, daß die dynastische und militärische Politik Ferdinands die revolutionäre Entwicklung und die revolutionäre autonomistische Organisation aller Nationalitäten in Mazedonien nur hemmen und stören werde. Sie begriff, daß die Überführung der Leitung der revolutionären Organisation vom Boden, wo der Kampf geführt wird, in einen anderen Staat ein Abweichen vom richtigen Wege bedeute. Sie wußte, daß das Einmischen der dynastischen und kapitalistischen Interessen der einzelnen Balkanstaaten nur gegenseitige Zusammenstöße der Balkanvölker auslösen müßte und die Befreiung Mazedoniens vereiteln würde. Inzwischen begannen die Vrhovisten die Anhänger der Inneren Organisation in Bulgarien zu verfolgen, so daß dieselben gezwungen waren, in Bulgarien illegal zu arbeiten.

Die Vrhovisten kommandierten nach Mazedonien Tscheten in der Stärke von 20 bis 50 Mann, die beauftragt wurden, die

Innere Organisation zur Anerkennung des O. R. K. in Sofia und zur Unterordnung unter dasselbe zu zwingen. Wo die Mitglieder der Inneren Organisation das entschieden ablehnten, wurden sie von den Vrhovisten den türkischen Behörden verraten, die sie später verhafteten, verfolgten und folterten.

Die Innere Organisation hatte zu der Zeit auf zwei Seiten zu kämpfen: gegen die türkischen Behörden und gegen die Vrhovisten, dabei die eigenen Organisationen zu stärken und sie zum Aufstand vorzubereiten, d. h. zu befähigen. Und sie hat diese Aufgabe mit allergrößtem Erfolg erledigt. Sie rottete vollzählige vrhovistische Tscheten aus, selbst in Bulgarien wurde sie zum Schrecken für die Vrhovisten, dank der gut organisierten illegalen Organisationen dortselbst.

Der Inneren Organisation gelang es, ihren Einfluß auf die gesamte mazedonische Bevölkerung auszudehnen, dieselbe zum Widerstand zu organisieren, um später die gesamte Macht für sie zu werden. Die Organisation war so mächtig und sie arbeitete, als wäre sie öffentlich anerkannt, bzw. legal. Sie schützte die mazedonischen Bauern vor den Agas und Beys, bestimmte die Preise und die Löhne der Tagelöhner, die Höhe der Abgabepflicht, verhinderte die Beys und Agas, persönlich auf ihren Gütern zu erscheinen und die Abgaben zu sammeln, strafte mit dem Tode die willkürlichen Türken, erledigte, d. h. urteilte über gegenseitige Streitigkeiten der mazedonischen Bevölkerung — und damit nahm sie den türkischen Behörden ihre Bedeutung für die Mazedonier. Die Organisation lebte von den Expropriationen der herrschenden Kaste, der Besteuerung der reichen Mazedonier und den freiwilligen Beiträgen der mittleren und armen Mazedonier. Jene reichen Mazedonier, die die entsprechende Steuer nicht zahlen wollten, wurden aufs strengste bestraft — meistens durch den Tod. Im Kampfe mit den türkischen Behörden konnten sich die mazedonischen Kämpfer dank der Hilfe der Bevölkerung aus den schwierigsten Situationen retten. Die türkischen Behörden durften in etwas weiter von den Städten gelegenen Dörfern nicht einkehren, so allmächtig war die Organisation.

Das war der Zeitabschnitt der höchsten Kraft der Inneren Organisation: damals, als sie sich auf die breiten Bauernmassen stützte; als der Hauptteil ihrer Aktion im Schutze der mazedonischen Rajas gegen die feudalen Herren Agas und Beys bestand; als sie auf dem Boden Mazedoniens für Mazedonien arbeitete; als sie aus Mazedoniern zusammengesetzt war und jeden fremden Einfluß abschaffte.

Parallel damit arbeitete die Innere Organisation ein klares Programm aus und propagierte öffentlich die Ideen Sw. Markowitsch', Karaweloffs und Boteffs für die Autonomie Mazedoniens, als Endziel die Balkanföderation betonend.

Die Vrhovisten, bzw. Ferdinand und die herrschende Clique in Bulgarien bemühten sich mit aller Gewalt, sich innerhalb der mazedonischen Bevölkerung Achtung und Einfluß zu verschaffen. Um sich zu popularisieren, erregten die Vrhovisten 1902 in Djumaja einen Aufstand, ohne sich über die Folgen für die mazedonische Bevölkerung Rechnung zu tragen. Kontscheffs Aufstand wurde niedergeschlagen und brachte neue Verfolgungen für die mazedonische Bevölkerung mit sich. Diese Folgen waren um so schwerer, da den Verfolgungen die Mitglieder der Inneren Organisation und die Bevölkerung ausgesetzt waren und nicht die Vrhovistischen Komitadjis, die sich nach Bulgarien zurückzogen. In der Angst, daß die Türken sie wiederum angreifen würden, aufgehetzt durch die Niederlage von Djumaja, erregte die Innere Organisation, noch unvorbereitet, am 20. Juli 1903 einen Aufstand. Das war der sogenannte Ilindener Aufstand, der mit einem Mißerfolg endete, weil noch nicht genügend revolutionäre Kräfte angesammelt waren, um das türkische Regime zu stürzen, auch hatte die Organisation noch nicht ganz Mazedonien in Aufstand gebracht.

Kämpfe mit dem türkischen Militär und der geschichtlichen Kämpfer mit dem türkischen Militär und der geschichtlichen Größe dieses heldenhaften Aufstandes der mazedonischen Revolutionäre; einige nackte Zahlen über die Zahl der Opfer, die wir erwähnen, geben uns ein klares Bild der Aufopferung und Hingabe der Mazedonier für ihre heilige Befreiungsidee.

Wir entnehmen die nachstehenden Daten aus der Broschüre von Dimo Hadji Dimoff, „Ilindensko Vostanie“, herausgegeben

als erstes Buch der Bibliothek „Makedonsko Delo“, 1925, und aus der genannten Broschüre D. Wlakhoffs.

Die Kämpfe dauerten etwa drei Monate. Es nahmen teil an denselben etwa 20.000 mazedonische Revolutionäre in 200 bis 250 Zusammenstößen mit dem türkischen Militär, das etwa 300.000 Soldaten zählte.

(Fortsetzung folgt.)

Costa Novakovitsch

Slowenien am Scheidewege

II. Slowenien während des Krieges

Imperialismus der Großmächte, Autokratie der Dynastien der Zentralstaaten, Begehrlichkeit der großen Bourgeoisie, nationalistischer Drang der bevorrechteten Nationen haben den Weltkrieg heraufbeschworen und Millionen Menschen für ihre Aspirationen aufs Schlachtfeld geführt.

Mit der allgemeinen Mobilisierung waren in Österreich alle bürgerlichen Rechte sistiert, die Geschworenengerichte eingestellt, das Parlament und die Volksvertretung auf den langen — nicht gewünschten — Urlaub geschickt. Die Presse wurde unter die Präventivzensur gestellt, alle angesehenen Personen und bedeutende Politiker standen unter der Kontrolle der politischen Polizei. Spionage und niederträchtiges Spitzeltum waren in hoher Blüte, vernichteten ganze Regionen, stürzten tausende von Familien in Trauer. Die militärischen Standgerichte entwickelten eine fieberhafte Tätigkeit, weil die Militärkreise dem „Kranken an der Donau“ neue Lebenskräfte einflößen wollten, und weil sie nach dem Muster ihrer preußischen Bundesgenossen von neuen Eroberungen träumten; sie wollten so wiedergutmachen, was Andrassy im Jahre 1878 versäumt hatte, und dachten dabei an die Klausel des Berliner Vertrages: „Au delà de Mitrovitza.“

Die pangermanische Bourgeoisie hat den Krieg mit großer Begeisterung begrüßt, weil sie ihn für eine geeignete Gelegenheit hielt, sich auf einmal und endgültig von jeder Konkurrenzgefahr der jungen slawischen Bourgeoisie im Habsburgerreiche zu befreien und ihr Primat durch drakonische Schreckmittel, durch Stärkung der Staatsmacht der zentralen Regierungen, durch gewaltsame Bekämpfung der staatsgefährlichen zentrifugalen Bestrebungen zu befestigen.

Die pangermanische Bourgeoisie und ihre Intelligenz an der Donau war davon fest überzeugt, daß der Krieg das einzige und letzte Mittel sei, die nationale Frage in Österreich zu lösen, den einheitlichen Staatsgedanken durchzuführen und fest zu verankern. Diese Idee scheiterte bis dahin an dem Widerstande der „historischen Individualitäten“, aus denen im Laufe der Zeit „die im Reichsrat vertretenen Königreiche und Länder“ — wie Österreich offiziell hieß — gebildet wurden. Diese pangermanische Tendenz ging zusammen mit der ungarischen Gentry, und sie führten zusammen ein gemeinsames Programm durch — treu dem Rate Beusts, sie (die Ungarn) sollen ihre Wölfe und jene (die Deutschen) ihre Hunde fest im Zaume halten, und so würden sie einerseits die kroatische, andererseits die tschechische und slowenische Frage lösen. Die Polen sind damals außerhalb dieser Kombinationen geblieben, weil man nicht wußte, was man mit ihnen anfangen sollte. Die Tschechen und Slowenen standen aber den nationalistischen Bestrebungen der Pangermanen im Wege und waren ein Hindernis für die imperialistische Linie Hamburg—Triest.

Aus diesen politischen und nationalpolitischen Gründen verfolgte der entfesselte polizeiliche und militärische Mob gerade diese zwei Völker. Und der schrecklichste Schlag wurde gegen diejenigen geführt, die man für die Schwächsten hielt und wo der Widerstand der leichteste war. Und dies war Slowenien. Die Pangermanen glaubten, daß die 1½ Millionen Slowenen den gemeinsamen Ansturm der Militär- und Polizeibehörden nicht aushalten könnten. Und in den ersten Kriegsjahren, solange Kriegspsychose und imperialistischer, militärischer Wahnsinn alle im Banne hielt, wurden die besten Männer Sloweniens als Hochverräter in Gefängnisse geworfen, fristeten in Konzentrationslagern als Geiseln ihr trauriges Dasein. Der größte Teil der slowenischen Schriftsteller und Dichter — nach dem Dafürhalten der k. k. Polizei für die öffentliche Ruhe und Ordnung besonders gefährlich — trug Hand- und Fußfesseln, wie gewöhnliche Straßenräuber.

Die Politiker, welche die Monarchie nicht rechtzeitig verlassen hatten, wurden streng beobachtet und polizeilich überwacht. Das gefürchtete „p. v.“ (politisch verdächtig) war in den Anmerkungen der Polizei- und Armeebehörden das Zeichen, ärgste Mittel gegen den Betreffenden anzuwenden. Selbst der Führer der konservativen slowenischen katholischen Partei und die Seele des slowenischen Genossenschaftslebens, Dr. Janez Krek, wurde in Laibach interniert, und er durfte die Stadt ohne die Zustimmung der Polizei nicht verlassen. Der slowenische katholische Abgeordnete aus Kärnten wurde zu fünf Jahren Zuchthaus verurteilt. Die slowenischen Schulen wurden

geschlossen und die Militarisierung der Volksschulerziehung streng und energisch durchgeführt. Die fortwährenden Requisitionen und Zwangseinquartierungen der ungeheuren Militärmasse „im engeren Kriegsgebiet“ — und dies war Slowenien — ruinierten das Wirtschaftsleben des slowenischen Volkes.

Aber je stärker der Druck war, desto kräftiger war der Widerstand. Die Hoffnung, die die Slawen schon seit der Märzrevolution und seit dem Kremsierer Reichstage im Jahre 1848 hegten, um am Donaubecken einen föderativen Bund der Donauvölker zu errichten, war infolge des entschlossenen Willens und heftigen Widerstandes der bevorrechteten Völker gänzlich geschwunden. An ihre Stelle trat der einzig mögliche Ausweg: innere und auswärtige Revolution als Grundlage der nationalen Bewegung.

Und so wurde die Sabotierung der Kriegsziele durch die Slowenen von 1916 an immer deutlicher und sichtbarer. Die slowenischen Gemeinden vereitelten die Requisitionen, gaben keine Arbeitskräfte her, erschwanden die Militärbefreiungen und Beurlaubungen. Die slowenischen Soldaten verließen in immer größerer Zahl ihre Truppenkörper, warfen die Waffen weg und gingen in die Berge oder übergaben sich dem Feinde. Das Debakel der kaiserlichen Truppen an der Grenze, die Wiederberufung des Parlaments finden die Slowenen zum Widerstand schon bereit, und so konnte der Vorsitzende des jugoslawischen Klubs im Wiener Reichsrat, Dr. Korošec, vor dem Parlament und der kaiserlichen Regierung des Grafen Clam-Martinitz die berühmte „Maideklaration“ vom 30. Mai 1917 verlesen, in welcher die Südslawen auf Grund des nationalen Prinzips und des kroatischen Staatsrechtes ihre Vereinigung und ihr Selbstbestimmungsrecht forderten.

Parallel damit geht auch die auswärtige revolutionäre Tätigkeit der Slowenen zum Zwecke der Befreiung vom habsburgischen Joch und zur Errichtung einer freien Vereinigung der Südslawen. In der „Deklaration von Korfu“, die im Namen des Londoner jugoslawischen Klubs — als Vertreter der österreich-ungarischen Jugoslawen im Auslande — Dr. Ante Trumbić mit dem Chef der serbischen Regierung, Nikola Pašić, unterfertigte, forderten „die Serben, Kroaten und Slowenen ihre Vereinigung auf dem ganzen nationalen Territorium in einen Staat, über dessen Form und Verfassung die souveräne Nationalversammlung auf Grund der vollkommenen Gleichberechtigung der Serben, Kroaten und Slowenen entscheiden wird“. In diesem jugoslawischen Klub in London waren die Slowenen durch ihre politischen Führer Dr. Gregorič, Zupančič, Vošnjak usw. vertreten.

Das Ziel war gesetzt, und die Slowenen schritten ihm energisch und bewußt entgegen. Die Befreiung Sloweniens von den Fesseln des Absolutismus kündigte bessere Tage an. . . . Und je klarer der Zerfall des Habsburgerreiches wurde, und je näher er rückte, desto mehr bereiteten sich die Slowenen vor, würdig in die neue Staatsgemeinschaft einzutreten. Sie glaubten, daß der Moment gekommen sei, wo sie nicht mehr Objekt „der landesfürstlichen lieben Fürsorge“ sein werden, sondern ein freies Volk, Herr seines Geschickes in der freien Vereinigung der Südslawen. In diese würden die Slowenen alle guten Eigenschaften ihres nationalen Geistes — Energie, Disziplin, Organisationsfähigkeit, Begabung, sprichwörtliche Redlichkeit und Einfachheit — mitbringen. Die Slowenen haben den Befreiungstag — den 29. Oktober 1918 — nicht nur als Tag des eigenen Glückes, sondern als Zeichen der besseren Zukunft aller Mitglieder freudig begrüßt. Und das Volk hat auch richtig geurteilt und richtig entschieden. Solange die Berufspolitiker, die offiziellen Vertreter des slowenischen Volkes in Genf und Lausanne, Dr. Korošec und Žerjav, mit Nikolaus Pašić über den Eintritt der Slowenen in die neue südslawische Staatsgemeinschaft verhandelten, sprach sich die größte slowenische Partei — die „Slowenische Volkspartei“ (S. Lj. S.) — auf ihrem in Abwesenheit ihres Führers Korošec abgehaltenen Parteitag für Föderation und Republik aus.

Die Tagespolitik und politische Taktik wird vieles an diesen Beschlüssen ändern, aber sie werden als Postulate der slowenischen Wünsche auch weiter bleiben und den geeigneten Zeitpunkt der Verwirklichung abwarten.

Mit diesen politischen Gedanken erlebte das slowenische Volk den Tag seiner teilweisen Befreiung und trat in das neue Leben, um die Grundlagen zu festigen, Wege zu suchen zum alten Ideal: zur Republik und Föderation.

(Fortsetzung folgt.)

Joško Cotič

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUEË

ORGAN I MINORITETEVEVE NACIONALË E I POPUJVEVE BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

ENQUËT-A E JONË

TE PERSONALITETET POLITIKE E LITERARE EUROPIANE

PERMBI

FEDERACIONIN BALKANIK

Hamilton Fyfe

Hamilton Fyfe, Drejtori i Daily Herald-it, leu në Londrë në vjetë 1869. Kreu mësimet e tij në Fettes College t'Edinburg-ut. Krejt jeten e tij ja kushtoj journalismit.

Baba i tij ish Drejtuer-ndimës, së pari te Times, ma vonë të Saturday Review.

Hamilton Fyfe punoj së parit të Times si reporter i ri e ka- loj nëper të gjith gradat e journalismit, deri të redakcioni i krye- artikujvet e te kritikata literare e dramatike.

Ma vonë u ba Direktori i Morning Advertiser, e mandej muer Direkcionin e Daily Mirror.

Kje pastaj korespondenti special i Daily Mail.

Me të krisur lufta botnore, u bë një ner korespondent ma të parë të luftes, tuj u gjetë shpesh herë edhe në lamë të luftes.

Çka pau në luftë pat per rezultat qi ky ndroj krejt koncep- cionin qi kish per jeten.

Në një liber me titull Formacioni i një optimisti ka pershkrue ket proces e aj kje një ner ata qi kan luftue me ziar e me durim per generositetin e shoqërin si basa të relacioneveve internacionale, në vent të pá-besimit e të friges.

Me idet e tij të reja, nuk bori kohë e hini në Labour Party (Partin e puntorvet), në sherbim të cilles vuni experiencen e tij të pá-shoqe, dhe entusiasmin per ato qi parashifte.

Hamilton Fyfe, është orator në zã — vështir munt të pranoj të dheten e fëtimevet qi i dergohen per të folë.

Fjalimet e tij janë si bisedime. „Un flas mi një tribunë, thotë aj, po ashtu si flas në një odë me miq e dashamir. Un s'kam be- sim te elokuenca. Shpesh herë kjo është e pranume si surogat i veprimi. E ajo është një surogat teper i varfër!“

Jam i bindur se Federacioni Balkanik është shpnesa e vetme per të konsolidue pagjen n'Orientin e aferm. Jam edhe i sigurt se

nji Federacion i tillë do të formohet atherë kuer burra shtetit të zot e inteligent do të mrrinë në fuqi ner vendet balkanike.

Nji Federacion i tillë do të vinë. Ata qi luftojn tendencat e shteteve të vogjel, qi dominojnë gjith boten, per t'u lidhur nermet të tyre e per të formue shtete të medhaj, do të rrëzohen prej rrymes.

Epoka e shteteve të vogjel kaloj, vehtem po kje se si Svicera, janë të shternguem, prej positionit të tyne, m'u kondendue me ku- fit e tyre per të jetue në pagjë me gjith boten.

Problemi macedonas është një ner çeshtje të shumta qi kerkojn zgjidhjen e tyre, e pá-dyshim është një ner problema ma të vështira e ma të ngutshme.

Zgjidhja e sotshme e çeshtjes macedone nuk është aspak si duhet. Prej kësaj zgjidhje lejn intriga të pá-dáme e prej sajë do të derdhet gjak per shum kohë.

Minoritetet nuk kan garantina të mjafta n'asnji ner vendet balkanik. Kjo vjen prej pá-besimit e prej friget qi kan qeverinat balkanike qi gjinden sot në fuqi. Këto qeverina kan frigë se mos të prishen marreveshjet e sotëshme. Ato s'kan besim jo vetun në fqinj e tyre, porse as në nenshtetatis e tyre.

Nuk munt të shpnesohet qi të permirsohet gjendja në Balkan, deri sa popujt balkanik mos të jën kondend me vendin qi ju u është lanë, deri sa mos të kenë rrëzue kufit artificial qi i dajnë nermet të tyre, e deri sa mos të kenë kuptue se sa i çmendur e i dëmshem është nacionalismi.

Federacioni Balkanik do të vín atherë kuer qeverinat balka- nike të jenë formueme prej njerzësh qi t'i kuptojn interesat e ver- teta të popujvet të tyne, qi t'i sigurojn minoriteteteve një të pruem të drejtë, e qi të jën të bindun në ket të vertetë, qi konsolidimi i pagjes e i qetsis nuk munt të sigurohet veçse tuj vue në vent t'antagonismit të çmendur shoqërin, tuj u lidhë per fille të per- bashkëta, në vent qi m'u dhanë mbas filleveve separatiste egoiste e të dëmshme.

Hamilton Fyfe

Ngjarjet shqyptare në gjiri të ngjarjeveve botnore

Lajmet qi vín prej Shqyppniet na bajnë me dit se disprimi naj mjerimet qi po hjek populli dhe zemrimi ka kapë kulmin kun- dra sistemit të sotshem në Shqyppi, qi me të huejt, me bejlërt e me mercenart po e çon popullin në vdekje.

Asht e vertet ç'thotë një fjalë popullore „aja së ka gjygjë“, çka do me thanë se nieri kuer mrrinë n'at shkallë qi mos të kët ma as aq sa per t'u ushqe, aherë e bjerrë gjykimin dhe s'di ma me arsyetue.

Fakti qi sot në Shkoder e ner malcinat e saja, skami ka mrrit aq sa me dekë gjindja urijet, spjegon dhe skuson levizjet e kalu- eme e ato qi do të vín: këto të gjitha janë të shkaktueme prej dispri- mit e prej skamit.

Nuk duhet mohue veçse se disprimi e skami i popullit shqyptarë, usufuktroshe me pashpirtësi prej fqinjve t'onë imperialist e militarist.

Ç'do ndimë e ç'do mprojtje qi ju premtohet sot shqyptarvet prej fqinjvet t'onë është vehtem per të zezen e tyne.

Shqyptarët, perdoren sot si vegla prej fqinjvet të tyre, per të friksue njeni tjetrin e per të çue në vent grabinat e tyre mi shpinë të popullit shqyptarë e të tjerve popuj të Balkanik.

Krejt açik shifet perfidia e kapitalismes e militarismes botnore, po të vën oroe nieri me kujdes ngjarjet botnore, dhe argumentat e fuqivet imperialiste e militariste.

Arsyetimi i ketyre s'asht tjtater porsë arsyetimi i fuqis gra- bitse.

Deri „Albioni perfid“ qi per basë të politikës së sajë kish kur- doherë hipokrisin, sot e ka hjekë masken hipokrite, dhe arsyeton çiltas si një cub qi tuj të vue pushken në parzem të kerkon plaçken.

Dihet e s'munt të mohohet as prej konservativëve ma të ter- buar se konçesionet e tjera pseudo-të drejta qi ka Anglia në Kinë, n'Indie e n'tjera vende, kan per basë grabin të mbajtur me fuqi pá kurr farë të drejtet. Këto konservativ kan paturpësin me der- gue ushtri, bajonetta e gase per t'a mbajtë popullin kines në ro- bëni, e gjithënji mundohen m'e rrejtë boten me drejtisi, pagjë, kulturë e tjera genjeshtra.

Rreth Anglis së madhe grabitse, sidhen grabitsët të tjerë më të vegjel. Minister Churchill, tipi plastik i konservatorvet angles, bani ndhime neper Europë per t'i sigurie ata se në plaçken qi do të merrshin, edhe ato do të kishin pjesen e tyre. Mushë xhepat me pare të grabitura kolonivet e tjeret, shkon tuj i dá neper sundue- sët e vegjel të tjerë per t'i bá per vehte.

Ish e natyrshme se i pari per t'u vue në ket rrjedhe ish Musso- lini. Duket se sot krejt bota e kalbtë e reacionit, shpnesen e shpetimit e ka vue te Mussolini.

Anglia u ba kumarë në paktin italo-shqyptarë, që vendosë kolonisaten e Shqyppnis nen Lazzaronit e Italis; Mussolini per fal- nderje, sot bertet se interesat e Italis e të gjith botes se kulturume janë të rrezikueme sot në... Kinë! Duhet paturpesija e një kome- dianti per të folë një absurditet të tillë! Këto manovra në politiken botnore provojnë se Anglia per të mbajtë gjithënji në kambë grabi- nat e saja n'Asi, ja ban therori popujt e vogjel tjeret popuj imperialist pá luejtë qerpik un aspak.

I pari popull qi do të bin therror apetitit të pá-ngopur t'Albio- nit është Shqyppnija, qi ja kushtue krejt si peng imperialismes fashiste.

Sot kaq duhet kuptue se nuk kemi të luftojmë me kalbësirat bejlere, si Ahmetat, Faikat dhe Eshrefat, pse këto si ishin dikur agentat e Stambollit, sot janë agentat e Romes: duhet kuptue se me dashje, a pá-dashje, po kje sé kemi vendosur të mbajm nderin e kombesis e të popullit t'onë, na jemi sot një pjesë e vogel e asaj fuqis titane, qi lufton apetitin e pa-ngopur të Molohut Albionit perfid, e të gjith atyne veglavet imperialiste, militariste e kapitaliste, qi tuj i shkue pas këtij molohu, shpnesojn nen hijen e tij, të lëpijn kockat e plaçkes së tij.

Duhet kuptue prá se levizje shqyptare qi lëjn a prej disprimi, a prej patriotismi, a por prej ketyne e prej ndo'j shkakat tjetër bashkarisht, kurrfarë të mire, sot per sot veçse dam i bijnë popullit shqyptar.

Munt të kët shqyptarë, qi kujtojnë, se me paktin italo-shqyptarë Jugoslavia ka xanë ment një herë e per gjithmonë, e se mbas tashit do të mundohet per mbajtjen e independences shqyptare e do t'a ndimojnë pá mrapa-mendim nacionalismen shqyptare.

Faktet provojnë të kunderten, jo vehtem pse edhe levizja e fundit deshtoj, jo per tjetër, por per trathiti të pá-besë të Jugoslavis, porsë edhe pse mbas levizjes, minoritetet shqyptare merren gjithnji neper kambë, dhe i vetmi deputet shqyptar në Skupçinen e Jugoslavis, Ferhad Draga, kje gjikue per 20 vjet burg, pá kurrfarë faji.

Por po kje edhe se admetojm se lokalisht, Jugoslavia ka vendosur t'a ndrojë politiken e sajë naj popullin shqyptar, kjo s'ka kurrfarë vleftje dhe s'asht e mundur, deri sa Jugoslavia mos të kët hi n'at front qi lufton imperialismen e kapitalismen botnore.

E vertetë asht se rruga e vetme e shpëtimit per Jugoslavin prej çarkut të hekurtë qi i ka vue fashisma me ndimë t'Albionit, do t'ish një lidhje e sinçertë me Unionim e Republikavet sovietike, e deri diku dhe me Alemanien e Francen, mir po per të pasë guximin per një hap të tillë shpëtimi, duhen njerz të ri, e jo tipat reacioner e militarist të partis radicales.

Prej këtyre Shqyptaria s'ka ç'ka pret, dhe, ç'do premtim a mprojtje qi të napin këto bëhet vehtëm per t'i shti tuten Italis e Anglis, dhe per të marrë dhe këto ndo'j kockë, permbi trupin e Shqyptaris.

Por, dita ka me ardhë kuer dhe populli i Serbis, t'a kuptojë se shpëtimi i vehtëm si i tij ashtu dhe i popujvet të tjerë të Balkanit, asht lidhja e të gjith popujvet të Balkanit në një Federatë Balkanike, qi të jët e zoja me luftue e me i bá ballë reacionit botnuer.

Per at ditë duhet të pregatitemi, per at ditë qi asht i vetmi shpëtimit i jonë!

Bukuresht, me 8 Fruer 1927.

Kalori

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

БЮДЖЕТА НА ПРАВИТЕЛСТВОТО ЛЯПЧЕВ за 1927/28 г.

Той не се отличава от бюджета през изтеклата година. Приходите и разходите се балансират, но само на книга, разбира се. В бюджетно-проекта, който сега се разисква в Народното събрание, има нещо което бие на очи; то е че приходите надминават разходите с 84.000 лева. Кръглата цифра на бюджета достига 7 милиарда лева. И скъпия финансов министър, който преди известно време заявяваше, че приходите не могат да надминат 6½ милиарда лева, сега представя един приходен бюджет с ½ милиард лева увеличение! Щастлива страна трябва да е България; тя трябва да е една от най-щастливите в Европа, защото нейния бюджет, при огромните външни задължения и грамадни разходи за поддръжане воената диктатура, е уравновесен... Такъво ли е в действителност положението?

Финансовия министър на правителството Ляпчев, г. Вл. Моллов е усвоил тактиката на своя предшественик П. Тодоров, който преди две години заявяваше, че бюджета за 1924/25 г. бил приключен с няколко стотин милиона лева излишек. Указа се обаче, че бюджета за тая година е бил приключен с няколко стотин милиона лева дефицит.

Бюджета за 1925/26 г. се приключи с един дефицит от 750 милиона лева. В-к «Слово», правителствен орган, пресмета, че бюджета за текущата финансова година ще бъде приключен с един дефицит от 1.150 милиона лева, а г-н Моллов представя «уравновесен» бюджет. Това той прави с надежда да повдигне кредита на правителството Ляпчев. Този трюк на финансовия министър на Ляпчев не ще постигне целта си. Света знае, че податните сили на българския данъкоплатец не позволяват каквото и да е увеличение на приходите на държавата, освен за сметка на буржуазията, а Ляпчев това не ще направи. Що се отнася до разходите — те постоянно се увеличават. Така например, разходите за държавните дългове са увеличени от 1.441 милиона на 1.582,7 милиона лева.

В изложението си пред Народното събрание г. Моллов говори за увеличаване на държавните дългове, за нови задължения към чуждите капиталисти, за плащане на 110 милиона лева по Деклозиеровата афера, за осъждането на България от италианския апелативен съд, за увеличението разходите за разните чужди и свои комисии, въз основа на договора за мир, и пр. Той говори за намаление на постъпленията, от износни и вносни мита, за несъбирани данъци, за пълна стопанска криза, за неблагоприятен търговски баланс и т. н.

От самото изложение на финансовия министър се вижда, че неговия бюджетно-проект не е искрен, че представените от него цифри са фиктивни. Неговия бюджет ще бъде приключен с един огромен дефицит.

Тук искаме да истъкнем още, че разходната част на бюджета е по-ниска от действителната сума. Както сам г. Моллов заяви в Народното събрание, скоро той ще представи своя извънреден бюджет, който е само разходен, както и бюджета за разните фондове. Според една практика на всички буржуазни правителства в България, която особено много се засили от правителството на Демократическия съговор, правителството прехвърля известни разходи в тия два допълнителни бюджета. Така, не малка част от разходите за войската, администрацията и полицията се покриват от извънредния бюджет.

В представения в Народното събрание бюджетно-проект, бюджетите на министерствата на войната и на вътрешните работи и полицията са намалени, в сравнение с миналата година, с около 100 милиона лева. Би могло да се помисли, че кадрите на войската са намалени и че броя на полицията и детективите ще бъде по-малък от изтеклата година. Нищо подобно нема, разбира се. Кадрите на войската не са по-малки от по-рано, броя на детективите всеки ден расте, следователно разходите за крепителите на фашистката диктатура ще бъдат по-големи. Тия разходи ще бъдат покрити от извънредния бюджет.

Разглеждайки разходната част на бюджета на правителството Ляпчев, ние констатираме, че за държавни дългове, войска и полиция се предвиждат 3.065 милиона лева — вжн от извънредния бюджет, който скоро ще бъде представен на «удобрение», което съставлява 44% от всички разходи, а за народното здравее и за нуждите на земледелието — само 396 милиона лева или 5,6% от всички разходи. Тази констатация е достатъчна, за да можем да имаме представа за характера на бюджета на българските фашистки диктатори.

Често сме изтъквали, ще посочим и тук: Тежестите на бюджета надат върху народните маси. Буржуазията почти не плаща. Нейното участие в приходната част на бюджета е в преките данъци и то върху част от тех, защото по-големата част от тия данъци се понася от народните маси. А приходите от тия данъци съставляват 18,2% от всички държавни приходи. Големите пера от бюджета, това са косвените данъци и приходите от такси, берии, глоби, железници, пощи и пр. и пр., които съставляват 81,8%. Тия данъци се плащат от работници, безимотни и дребни собственици селяни, занаятчии и дребни търговци, държавни наемници и интелигенти. Знае се, че тежестите на бюджета в България всекога са падали върху плещите на трудящите се маси. Но, от като в тая страна властува Демократическия съговор, т. е. партията на банкерите, едрите търговци и индустриалци и спекулантите, тия последните се чувствуват като в своя колония (в 1910 г. преките данъци и приходите от държавните стопанства съставляваха една трета от приходите в бюджета). И когато това правителство търси нови източници за своя бюджет, то ги намира винаги в увеличаване на данъците, които ще се плащат от народните маси. Така например, за да се получи един уравновесен, макар и на

книга, бюджет, министър Моллов направи, вземайки за база бюджета от 1926/27 г., съкращения и увеличения в приходите, като получи едно увеличение, общо в приходите, с 79 милиона лева. Тия увеличения на приходите, които ще се плащат почти изключително от народните маси, са от: данък занаяте — 25 милиона лева, военен данък — 10 милиона лева, безвъзмездно мито — 12 милиона лева, акциз върху ракиите и вината — 15 милиона лева, патентите — 20 милиона лева, железопътни и пощенски тарифи — 94 милиона лева и пр., или всичко приходите са увеличени с 329 милиона лева. Срещу това увеличение на някои от приходите, финансов министър представя в свой бюджетпроект намаление на някои приходни пера, като вносни и износни мита, с 148 милиона лева, бандерол

от тютюна и мурурие — 30 милиона лева, такси от телеграми — 10 милиона лева и пр., или всичко 250 милиона лева. (Всички тия намаления са предвидени, поради обедняването на населението, следователно поради намалението на неговата консумативна способност.)

Бюджета, който сега се разглежда в Народното събрание, отразява хищническата природа на правителството на банкерите и спекулантите. Правителството на Ляпчев още един път доказва, че то е правителство на алчната и корумпирана буржуазия и че то използва народните средства за задоволяване на нейните интереси и за подържане апарата на неговата диктатура.

Г. Казановски

Добруджанското движение

Резолюции по международното и вътрешно положение на Добруджа

Учредителната конференция на Добруджанската Революционна Организация (Д.Р.О.), станала в Добруджа през м. септември 1925 г. с представители на революционните организации в Добруджа и представители на добруджанската емиграция в България, след едно обстойно разглеждане на създаденото положение в движението, на добруджанския въпрос в международно отношение и на икономическото и политическото положение в Добруджа, взе редица решения, които ще останат с едно огромно значение за бъдещето развитие на революционните борби на добруджанци.

Резолюциите на септемврийската конференция имат историческа важност и ние ги предаваме изцяло:

I.

По международното положение на Добруджа.

1. Заробването на Добруджа, присъединяването ѝ към Ромъния и въдворяването в нея на един режим на нечувано национално подчинение, се дължат на завоевателната империалистическа политика на големите европейски държави, начело с Англия и на техните оръжия на Балканите.

Англия за да си осигури господството и в Черно-Море, и за да заприщи естествен път на Русия към Пролитите, в съгласие с другите европейски сили, наложи, чрез Берлинския договор в 1878 г., да се отстъпи северна Добруджа на Ромъния, въпреки протестите на целото добруджанско население, изразени нееднократно в печата и в публични събрания.

2. По силата все на същите империалистически стремежи, Англия и нейните европейски съюзници тласнаха и подкрепиха в 1913 г. Ромъния, да присвои и южна Добруджа (Четириъгълника).

3. Заинтересувани сами от затвърдяването на Ромъния в насилва придобитата област, те я насърчиха да проведе там една систематична, форсирана денационализация и колонизация, подобно на провежданите от по-рано такива в северна Добруджа и я оставиха, при наличността на шумно оповестените от тях клаузи за защита правата на малцинствата, спокойно да подтиска и унищожава, чрез най-крути способности, националното съзнание на добруджанци — българи, турци, татари, руси, арменци, евреи и пр.

Подпомагайки я така, те съзнателно днес си затварят очите пред всички протести, апели и меморандуми, отправени до тях, до създаденото от тях след войната Общество на Народите и на Лигата за защита правата на човека и др. Не спосен човешки живот в Добруджа, а силна Ромъния е техната цел.

4. От друга страна, Добруджа представлява обект на заинтересованост и за друга една държава, за съседната ѝ България.

България до балканската война, погълната всецяло от аспирациите си на юг, бе се отказала да аспира за северна Добруджа. С този си отказ тя бе откупила близостта и подкрепата на Ромъния, нужни ѝ при преодоляване съперничеството на другите балкански претенденти за Македония, Тракия и Егейско Море. В 1913 г. обаче, тя промени отношението си към Добруджа. Териториалните и брегови разширения на Ромъния, след присъединяването на южна Добруджа, заедно с опасността от още разширявания в същата посока, предизвикаха в България настроения за възмездие и реванш: предизвикаха стремеж за възвръщане на южна и за овладяване на северна Добруджа, в резултат на което последваха окупационните и анексионистически опити през европейската война, завършили авантюристически и струващи на добруджанци толкова страдания, материални щети и човешки жертви.

5. След войната, всички български правителства и особено днешното, наново потърсиха близостта на Ромъния. Наново те погледнаха на Добруджа като на ценна монета, с която биха потъргували при уреждането на своите, станали много по заплетени, въпроси. Наново те косвено съдействуват за пълното ромънизирание и заробване на Добруджа.

6. Така че Добруджа се явява за великите сили, за Ромъния и за България само средство при преследване далечни и чужди за добруджанци цели. И великите сили, и Ромъния, и България нито желаят, нито могат да облекчат участието на Добруджа. Напротив, при своите хищнически комбинации, те не биха се поколебали да я разпокъсат и поделят помежду си, подобно историята с «кондоминиума» в 1918 г., и да усложнят още по-вече сложния национален въпрос в нея.

7. Единствената възможност за запазване на Добруджа от окончателно обезличаване, за нейното политическо освобождение и за осигуряване пълното икономическо, национално и културно развитие на пълно и пренетено населяващите я народности е в създаването на Независима Добруджанска Република, при спазване принципа — населението само и свободно да определи нейната форма на управление.

8. Осъществяването на Независимата Добруджанска Република може да се постигне само по пътя на масовата революционна борба на всички добруджанци от всички народности, съвместно с борбата на другите потиснати националности в Ромъния и на Балканите, и при подкрепата на Съюза на Социалистическите Съветски Републики, който се явява единствен искрен защитник на поробените народи.

9. Независимата Добруджанска Република, имаща, в лицето на великите сили и на техните балкански оръжия общия враг на всички поробени балкански народи, за да си създаде устойчиво международно, междубалканско и вътрешно икономическо и политическо положение, ще трябва да се стреми към създаване на Балканската Федерация и към влизане в състава на последната.

Основавайки се на така изброените констатации, конференцията заявява:

1. Добруджанската Революционна Организация (Д.Р.О.) се поставя на чело на освободителната борба на добруджанци — българи, турци, татари, руси, арменци, евреи и др., като се бори с всички средства на революционната борба за осъществяване на **Независима Добруджанска Република**.

2. Добруджанската Революционна Организация (Д.Р.О.) в развитието си запазва пълна неутралност към политическите, националните и религиозни различия на всички свои последователи.

3. Д.Р.О. се обявява против всеко вмешателство на ромънската и българска държавни политики, които се ръководят от свои и на великите сили завоевателни потиснически кроежи и които нанесоха до сега неизброими пакости на организацията и на добруджанци въобще.

4. За постигане на поставените си цели, Д.Р.О. ще потърси разбирателството и сътрудничеството на всички потиснати народности в Ромъния, за общ фронт срещу ромънското владичество.

5. Д.Р.О. ще потърси сътрудничеството на всички революционни организации на Балкана, застанали на базата на която тя стои — за създаване общ съюз на поробените и за осъществяване на **Балканската Федерация**.

6. Заставайки на принципа за самоопределение на народите, подкрепя искрено и приложен на дело единствено от Съюза на Социалистическите Съветски Републики, Д.Р.О. винаги ще търси неговата всеобща подкрепа.

7. По отношение Обществото на Народите, Д.Р.О. няма да се отказва да изнася факти на насилния из Добруджа, за да го демаскира и да подчертава неговата несъстоятелност.

II.

По вътрешното положение на Добруджа.

Ромънските управници, след окончателното присвояване по силата на мирните договори на северна и южна Добруджа, прокарват там, опрени на ред изключителни закони и на безогледен полицейски терор, една систематична денационали-

затурска политика и правят невъзможен живота на добруджанското население.

Добруджа, въпреки клаузите за защита правата на малцинствата, продължава да се управлява по силата на специалния закон за реорганизация на Добруджа от 1914 г., според който правото на сдружаване, свободата на словото, печата и възможността за каквато и да било легална обществена дейност са напълно унищожени.

С втория изключителен закон, за поземелната собственост от 1924 г., който се явява допълнение на закона действующ от 1880 г. за северна Добруджа, се извършва една масова експроприация на земите на добруджанското население, като се дава същевременно възможност на ромънските управници да провеждат в Добруджа една колонизация, която взема напоследък все по широки размери. Този закон, отхвърлящ правото на собственост, съгласно действувашите до окупацията български закони, подвежда това право на базата на турското законодателство, дава абсурдното заключение, че правото на собственост в Добруджа е «мирие», т. е. право на ползване само от земята и на основание на това ромънската държава, за да признае на населението правото на собственост и го снабди с ромънски крепостни актове, отнема безвъзмездно една третя от неговите земи. Съгласно този закон обаче, една третя се отнема от ония владения, на които стопаните докажат своето право на собственост с най-редовни актове. А понеже една голема част от населението, около 30%, не притежава никакви крепостни актове и владее своите имоти по силата на така наречената давност, или пък притежава частни, неофициални документи, то земите на тази категория се напълно и изцяло отнемат. Отгнетите земи минават по право върху държавата.

Очевидно, този чудовищен закон, който е отрицание на установените в целия свят правни положения, има единствена цел да обезимоти добруджанското население и го тласне по пътя на масовото емигриране.

Но емиграцията на добруджанското население се извършва насилствено и по силата на закона за поданството. Чрез този закон, ромънските управници идват да отретат едно начало, прието в международното право и легнало в чл. 2 от договора за защита правата на малцинствата, според което всеки жител роден и заварен на местожителство в окупираният от ромънската държава области, добива правото на ромънско поданство. А според този закон, цялото население се изправя пред едни стъкмени административно-съдебни комисии да доказва оспореното свое право на ромънско поданство, в резултат на което маса добруджанци, всички по-сбудени и по-издигнати, се заставят в 24 часов срок да напуснат Добруджа. На всички «емигрирали» по този начин имотите се отнемат и поставят под държавен секвестър. Под същия секвестър се намират имотите и на всички български поданици, за да бъде заставено българското правителство да изплати своите репарационни задължения от войната.

Но не само с това се изчерпва злото за добруджанци. Училищната политика на ромънските управници доведе до закриване на всички български училища из селата, а в градовете на тия училища е наложена такъва програма, че ги превръща в ромънски и прави невъзможно по-нататъшното им съществуване.

Управлението на църквите се отне от български ръце; в селата службата се извършва от ромънски попове, а в градовете само за лицемерие е допусната смесена служба. Множество български учители и попове, било под заплашване, било че не им се признава ромънско поданство, са принудени да емигрират или биват екстернирани.

Държавата отне всички имоти на църквите и училищата с цел да затрудни техната издръжка. Тая политика на ромънзиране и спъване културното развитие на добруджанското население засяга всички националности, които населяват Добруджа — българи, турци, арменци, евреи и др.

Като се прибави към всичко това тежкото икономическо робство, на което е подхвърлено добруджанското население, чрез един широко организиран грабеж на ромънската администрация, чрез официално въведената феодална форма за ограбване труда — ангарията, чрез една постоянна, беззаконна и безконтролна реквизиция, която почти не се заплаща, повсеместния терор, арести, побоища и убийства, вършени от поли-

цията, създават се всички условия за една масова емиграция, за един непрекъснат поток на добруджански бежанци, който се отправя по две посоки: към България, от страна на българското население и към Турция — от турското население.

Смисъла на целия този режим е да улесни ромънските управници в провеждането на едно усилено колонизиране на Добруджа с елементи от вътрешността на Ромъния и с куцовласи, извлечени из гръцка и сръбска Македония. Чрез тия колонизационни елементи, ромънските управници раздухват националните вражди и ги използват като оръдие за своята политика на културно, национално потисничество и денационализация на Добруджа.

Освен това, за да сломи надигащото се всеобщо и справедливо негодувание на добруджанското население от варварския режим установен в Добруджа, ромънската власт, косвено подпомогната от България, инспирира през март т. г., гнусната провокация около разкрити болшевишки организации и намерени складове с оръжие в Добруджа и предприе масови арести в селата: Малка-Кайнарджа, Хасм-Кйоселер, Кара-Къшла, Краново, Заръч, Кютюклии, Кйосе-Айджи, Малък и Голям Караач, и подхвърли на жестоки изтезания мъже, жени и деца, от които и до днес 60 души изпитват всички ужаси на ромънските затвори без каквато и да било съдебна санкция.

Като констатира всичко това, конференцията реши:

1. Протестира най-енергично против установения изключителен режим, целящ пълното политическо, икономическо, национално и религиозно обезличаване на населението в Добруджа.

2. Протестира против българското правителство, което, нуждащо се от подкрепата на Ромъния при провеждане на своята реакционна вътрешна политика, вместо да се застъпи за потъпканите права на българското население в Добруджа, съучаствува в насилническия режим в тая област;

три годишното протакане на преговорите по вдигане секвестра върху имотите на българските поданици, свързващо ги с уреждането на своите репарационни задължения и преследването на добруджански дейци с цел да тури ръчка на добруджанското движение, като по този начин го обезвреди за себе си и Ромъния, са най-доброто доказателство за задкулините намерения на българското правителство.

3. Протестира против западната «демокрация», в лицето на всички нейни институти — Лига за запазване правата на човека, разните хуманитарни общества и др., оставащи неми зрители пред ромънските жестокости и терор в Добруджа.

4. Протестира и против Обществото на Народите, което преднамерено допуска и търпи системата на денационализация и колонизация, въпреки изричните договори за защита правата на малцинствата, като заявява, че ако това Общество се счита за не деспособно да изпълни назначението си, нека престане да съществува за да не държи в заблудение потиснатите и угнетени народности.

5. Апелира към Съюза на Социалистическите Съветски Републики, единствен закрилник на поробените народи, да интервенира за възстановяване на всички потъпкани права на добруджанското население и правото за самоопределение на Добруджа.

6. Апелира също така и към Ангорското правителство да се застъпи за потъпканите религиозни, училищни и имотни права на турското население в Добруджа.

*

В тия резолюции е изразен и кристализиран не само опита и поуките от миналото, в тех е ясно очертан и бъдещия път на борбите на потиснатите и обезправени добруджански маси за свободен човешки живот.

Септемврийската конференция, подложила на една сериозна преценка създаденото положение на Балкана след империалистическата война и новите фактори в международната политика, има още тая историческа заслуга, че даде живот на една действителна революционна организация — Д. Р. О.

Изковали своето мощно оръжие за реализиране на своя идеал — Д. Р. О., добруджанци не ще закъснеят да забият знамето на свободата и в тая кът на Балкана — Добруджа, окована днес в веригите на насилническите мирни договори.

Добруджански

Какво даде октомврийската революция на селяните в Съветския Съюз

Революцията през октомври 1917 г. даде на трудящите се маси земеделци безвъзмездно 50 милиона десятини (55 мил. хектара) земя, отнета от старите имоти на руския цар, разните руски князе, едрите поземелни собственици и разните монастири; освен това, 60 милиона десятини (66 мил. хектара) земя,

принадлежача на едрите землевладелци, бе раздадена на бедните селяни или на безимотните.

През 1916 г. средната пазарна цена на един десятин земя се оценяваше на 125 златни рубли. Следователно, селяните получиха земя на стойност повече от 15 милиарда рубли. Същевременно на тех се отстъпиха за ползуване жилищните помещения, провизите, живия и мъртв инвентар и пр. Тази придобивка се оценява приблизително от 6 до 7 милиарда рубли. Непо-повече, революцията освободи селяните от един аграрен дълг, възлизащ на 1.400 милиона рубли. Годишния наем за земите, който селяните плащаха на едрите поземелни собственици в

пари и натура, достигаше до 350 милиона рубли; тази сума сега остава за нуждите на селяните. Великата револуција освободи нај-сетне целия народ от градове и села от плащането на вжтрешните и вжншните заеми. Частта, която се падна на селяните, вклучително и годишните лихви, достигаше до 9 милиарда рубли за вжншните джлгове и 13 милиарда рубли за вжтрешните джлгове. През последните години селяните подучиха допљнително, от разпределението на старите гори, близо околу 6 милиона десјатини залесена земя; 9 милиона десјатини гора е била дадена в «земледелскиј фонд». Тия придобивки треба да бјдат изчислени на 1 и половина милијард рубли.

Следователно, селяните подучиха от револуцијата, в материјална стойност, околу 45 милијарда златни рубли.

Вржјайки земята на селяните и ослободувајќи ги от антарјата, която те са били принудени да извршват за царя, едрите поземелни сопственици и капиталисти, револуцијата изпљни впрочем само една част от своите задачи.

Работническата класа в Сјветскиј Сјюз, изпљнајќи својата историческа мисија, прокламира национализацијата на всички оржђи на производството и сјздаде по този начин нај-важното предварително условие за униожението на селската мизерија. Работническата класа, дошла на власт с моцната подкрепа на селяните, се нажрби да доврши разпределението на земите всред селяните чрез разпределение средствата на производството и чрез сјздаването на таква условия за живот, што техното стопанство да бјде запазено от какжвто и да е удар, за да може то да се закрепи и разжјфти. Взегите мерки от страна на сјветекото правителство преследват главно три цели: организацијата на земята, на средствата за производството и на пазаря.

Разпределението на земите се увеличава от година на година. От 1919 до 1926 година, без по-раншното зарегистрирано на поземелното разпределение, 105 милиона десјатини земя, т. е. околу 30% от целата европејска територија на Сјветскиј Сјюз, са били разпределени. Грижите за стабилноста на земледелските доходи, предоставяњето на пљлна свобода и избора на формите за изполуването на земята, сјздадоха неопходимите условия за едно здраво нарастване на селското стопанство. Едновременно с това откриват се за селяните големи вжзможности в областта на разораването необработена земя и в тая на колонизацијата. Предвидени са, за идните 10 години, работи за пречистањето на земите от трње и бодли вжрху 30 милиона десјатини, кјдето ще могат да се настанјат приближително околу пет и половина милиона души.

Шо се отнася до организирането на средствата за производството, главните мерки се простират вжрху продоволствението на населението с семена, добитжк и машини. Извжрдно трудното положение на страната, която е почти напљлно изолирана от чуждестранните кредити и изощена от империалистическата и грајданска војни, пречи да се реализира тая помоц за населението, както се желае. При все това обаче, тази помоц се увеличава от година на година. Ето сумата на земледелските кредити, които са отпуснати до днес: 21.160.000 рубли за покупка на работен добитжк; 37.705.000 рубли за доставка на машини; 1.313.000 рубли за заселнически центрове; 28.546.000

рубли за семена; 6.456.000 рубли за рогат добитжк, или общо повеќе от 95 милиона рубли.

В продолжление само на три години е имало едно увеличение близо шест пжти. За фаворизиране на селското стопанство, дјржавата е открила различни пера в свој бюджет. Покровителството на реколтата против вредните насекоми, санитарниј апарат, агрономическите институти изискват от година на година все по-големи и по-големи ресурси. Така например, общата сума, която е изразходвана за тази цел само от Сјветска Русија (без другите републики) през 1926—1927 г., достига до 302 милиона рубли срецу 234 милиона рубли за миналата година, което е равно на едно увеличение от 25%.

До като селското стопанство е зависимо от слепите сили на пазаря, една от нај-важните задачи ще бјде пазаря да бјде организиран и да бјде тој овладјан, зашто, навсежкде, кјдето има производство на стоки, селяните рискуют да изгубят на пазаря това, което те са спечелили в производството. Ето зашо, по онова време, в 1923—1924 г., бе реализирана моментната реформа, която осигурува стабилноста на червонеца. Покрај тази борба за червонеца, дјржавата пристјпи кжм належащата задача да реализира едно общо спаѓане на индустријалните и земледелски продукти и да установи едно правилно отношение между тия цени.

Водејќи по този начин една упорита борба за организирането на производството и пазаря, дјржавата подкнај едно-временно селяните кжм лична самоиницијатива и повеќе активност.

Ето зашо, особено внимание бе обжрнато на кооперативната система, како в нейните висши форми, а имено за колективното изполување, така и в нейните обикновени прояви на земледелски, кредитни, млекоарски и за доставка на землед. машини кооперации и пр. и пр.

В продолжление на трите последни години, числото на кооперациите се удвои. Само в Сјветска Русија, процентата на селските стопанства, работящи на кооперативна база, достигна повеќе от 30.

Като резултат на усилијата на правителството и на организираното и неорганизирано население в кооперациите, ние зарегистрираме проче, положителни завојувања.

Обработената площ достигаше, през 1926 г. в сравнение с тая през 1913 г. 97%, живия инвентар — 96%. В общото число на засетата площ се забележава сјкщо тжј, едно неимоверно нарастване на индустријалните и интензивни култури, в сравнение житијата култура.

Рационалните културни методи се прилагат все повеќе и повеќе в земледелието в Сјв. Сјюз. Резервите на селското стопанство се увеличаваат, количеството на земледелските произведения се угодлемава, способноста на плащане и покупка от страна на селяните се увеличава безпирно.

Наистина, в развитието на селското стопанство в Сјв. Сјюз има още много черни точки; то среќа много трудности, които, в известни моменти, са крайно печални. Но опита от 9 годинишната на револуцијата ни показва, че сјюза между работниците и селяните е нанесжл грамадни победи вжрху все-вжзможните препјетства и че този сјюз ще нанесе и в бјдацше още по-големи победи.

И. Теод.

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Parcelacija Hrvatske

(u izborima 23. januara 1927)

Parcelacija Hrvatske — то је био историјски значај и смисао S. H. S. — обласних избора од 23. јануара.

Ово је потребно нагласити, јер је тај, прави смисао њихов, био закривен циљевима и паролата дневне политике S. H. S. као цјелине, међу којима *није било* једине актуелне пароле, *parole*: „*за*“ или „*против parcelacije*!“

Истина, parcelacija је већ била раније проведена; на овим се изборима радило о страначком саставу обласних скупштина *већ parcelisane* земље.

Али зар је то сметало, да се истакне паролата: „*против parcelacije*!“?

Зар је Радића сметало на пр., што су се избори за Конституанту вршили у сврху, не одредјивања форме *државе*, него *forme монархије*, зар га је то сметало, да истакне паролу: „*живила република!*“? Што знаду хрватски политичари, ако не знаду и не воде рачуна, о ме-

todi, којом се служи српски империјализам за постигнуће својих циљева, методи, која састоји у слиједечем: најпριје повести своју волју непарламентарним путем, преко монархије, владе, војске, жандармерије; након тога „*пита се народ*“; *pita se*, али не ни за потврду октроисаног стања, него за прве трице и ситнице, које проистічу из тог стања, чиме се само стање тацте признаје као правовајљано, ако се одговор даје непосредно и само на те трице. Народ несвесно, по инстинкту прозира ту игру и не даје ништа, не говори ништа прије, него даде и него се саслуша његов глас о основним жџљјамима и потребата његовим, које је кр. шпанска влада „*решила*“, кјртим или кратким путем против његове волје. Ако политичари, који жеље да стварно заступају народне интересе, не прозру ту игру, не демаскирају је истичањем прaviх паролата, чиме држе народ тако рећи „*у неправности*“ — ако већ није наступио момент за борбу — они не заступају народне интересе, него раде против њих, они дезорганизују, слабе, разводњују његове борбене снаге и волју; неуспјех на изборима, то је прво зло, ако и не највеће, које је тог слиједи.

Радић, чија је политичка проицавост исто тако велика као год и његова политичка бескарактерност, и који је до ових избора био

tumač narodnih želja, on je to znao. Nevjerojatni, sve veći uspjesi na izborima bili su prvo dobro, ako ne i najveće, koje je slijedilo iz njegove razumne taktike, da svojim parolama *ukazuje na skriveni korijen srpskog imperijalizma i daje izraz osnovnim željama i potrebama narodnim*. On je imao toliko narodno povjerenje, da od njega djelomično živi i danas: velik broj hrvatskih seljaka uvjeren je i danas, da je Radić *samo fingirao* izdaju! Radić je umio, da kroz niz godina drži narod u najbudnijoj pripravnosti — na strah Beogradu; ne jednu besanu noć imadu beogradski vlastodršci zahvaliti njemu. Kad su god htjeli, ili morali, pokušati: da vješto maskiranom prevarom smire hrvatski narod, ovaj je na glas svog „vjeranog čuvara“ Radića, ustajao sav kao jedan čovjek i tvrdoglav, vikao: „ne laži vuce u janjeću koži“; „živio Radić, živila republika!“, vikao i kostrušio se. Beograd je morao biti budan dan i noć u punoj spremi za gradjanski rat. *Dok ta sprema nije bila potpuno izvršena, srpski generalštab je imao glasoviti plan o „amputaciji“, u stvari plan za defenzivni gradjanski rat*. Danas on u tom pogledu stoji mnogo bolje — hvala opet tom istom Radiću.

Druga je stvar, koja ovdje ne spada, što je Radić učinio sa narodom i republikom. Ovdje spada samo to, i to hoćemo da kažemo, da je sa padom, sa izdajom Radića, nestalo u Hrvatskoj *jedine buržoaske stranke*, koja bi mogla, bar kroz prve etape, voditi borbu za njeno oslobodjenje i samostalnost; da je ta borba ostala kao zadaća *samo i jedino revolucionarnog hrvatskog* (i ne samo hrvatskog) *proletarijata i seljaštva*. To je historijski rezultat i plus ovih izbora u cjelini a specijalan znak za to je *porast glasova na radničko-seljačkim listinama*; njihov veći uspjeh nije spriječen samo direktnim terorom, već načalost, takodjer nedostatkom ove jedine aktuelne, revolucionarne parole: „protiv parcelacije“; nedostatkom političke pronicavosti u agitaciji; zbog krupnih i općenitih parola zaboravilo se na ovu „sitniju“ ali zato najaktuelniju. No hrvatski buržoaski političari (o Radiću i ne govorimo) oni su „zaboravili“ ovu „sitnu“ parolu zbog stvarno sitnijih, zbog spremnosti, *da se ne otimlju iz jarma velikosrpskog imperijalizma*. „Zadovoljstvo“ sa izborima na pr. zajedničara (H. F. S. S.) u stvari je *osjećaj sreće, što im narod* (znajući ih u dušu!) *nije dao toliko povjerenje, da bi ih obavezao na ozbiljnu borbu protiv parcelacije*.

Prema svemu ovome rezultat izbora bio je jedino mogući onakov, kakov je i bio: *narod je ćutao*. On nije rekao ništa jer mu nitko nije „prišapnuo“ što da kaže, nije mu stavio u usta pravu riječ, koja bi izrazila njegovu pravu misao.

Kako i „ćutao“? Ta glasovalo se; i Radić je odnio 250 mandata! Analizirajmo izborne rezultate: S. D. S., radikali, možda još Nemci i još tko — nisu hrvatske stranke i broj hrvatskih kuglica u njihovim kutijama je ništavan. *Sve hrvatske stranke, osim Radićeve, dobile su raniji ili još veći broj glasova. Radić je samo izgubio bliže polovice ranijih glasova*. Na izborima nije sudjelovalo 50% birača! (Ne-hrvatske stranke, kao god i hrvatske zadržale su ili povisile raniji broj glasova.) U Hrvatskoj je uvijek apstinencija bila minimalna. Radićeva stranka je do sad bila glavna hrvatska, narodna stranka. Njene glasove nije preuzela ni jedna hrvatska ni nehrvatska stranka (osim nešto malo radničko-seljački blok). *Dakle sva ogromna apstinencija pada na račun Radića; dakle narod je ćutao; izvjesni broj glasova, koji je pao za Radića u vjeri, da je on samo fingirao izdaju u stvari takodjer otpada, jer će i oni ćutati ako ne danas — ono sutra*. (Visoki broj Radićevih mandata ne potiče od visokog broja glasova nego od „savršenosti“ izbornog sistema.)

Narod je dakle, kako je mogao, ćuteći, protestovao protiv Radićeve izdaje. Što taj protest nije bio glasan, nego mučki, što nije dobio pravnu formu, kriva je nepronciavost (ako ne što gore) svih hrvatskih nacionalističkih političara. Oni su krivi, što izgleda, da je narod formalno potvrdio parcelaciju Hrvatske — jer se ćutanje politički-pravno uzimlje kao pristanak. *I tako je nestanak Hrvatske postao politička istina*.

A može li biti veće laži i himere od ove „političke istine“? Gledajući na stvar historijski — u historiji se isparuju sve apstraktne, pravne himere — Hrvatska postoji, postoji isto tako stvarno, krvavo-stvarno, kao i revolucija buržoaskog društva. Hrvatska je postala i jedan cilj, jedan dio te same revolucije — slobodna Hrvatska je osnovna potreba hrvatskih revolucionarnih radnika i seljaka. Ona je danas to i samo to — ona je najveća stvarnost. Hrvatsko pitanje je izgubilo na ovim izborima svaku sjenu prividnosti, svaku sjenu buržoasko-parlamentarne ustavnosti.

Zašto, čime?

Zato, što hrvatska purgarija i hrvatska beamterija, „inteligencija“ i po neki gornji slojevi seljaštva, jednom riječi hrvatska buržoaska ličinka platonski protestuje protiv srpskog imperijalističkog zmaja t. j. izjavljuje želju, da živi s njime u miru. (Slaba utjeha „zmaju“; sutra, kad pokuša povesti tu ličinku u rat za svoje interese, ona će se, zbog istog tog svog purgerskog mira, sjetiti da je „nešto drugo“, Hrvatska, i stati na stranu svojih revolucionarnih seljaka i radnika.) Vlaška ulica, Ilica i „Potemkinovi Hrvati“, ugojeni seljaci iz Radićeve tjelesne garde — oni govore: najbolši je mir. Trseje i Černomerec, bregi zagorski i krš dalmatinski i lički, Gupčeva Hrvatska, jedina Hrvatska — ona ćuti i čeka „riječ pravu“.

Da je revolucionarna partija radnika i seljaka, komunistička partija rekla 1919, 1920 i t. d.: „hrvatski narod imade ne samo pravo nego i dužnost, da se potpuno odvoji iz države velikosrpskoj imperija-

lizma i organizuje kao suverena nacija“, da je rekla tu „riječ pravu“ ona tada još nebi bila dobila njome hrvatske narodne mase. Socijalno-ekonomske i historijske prilike stavljale su tada vodstvo oslobodilačkog pokreta u ruke Radića i buržoaskih političara. *Ali, da je ta „riječ prava“ bila tada rečena, danas bi se narod nje sjetio i nebi ćutao*.

Sigurnismo, da to što nije bilo rečeno — da će biti rečeno. Sigurnismo, da će Kroatija, mala politička planeta, koja je do sada lutala u nekoliko raznih političkih sistema, da će poći i naći svoju pravu, „vječnu“ planetarnu stazu u sistemu federacije balkansko-podunavskih naroda.

Stara Hrvatska je umrla — nova se radja!

H. T.

Dokle ćemo još ovako?

Davno je već bilo potpuno jasno hrvatskim seljacima i radnicima, da u vanjskom državnom životu na jugoistoku Evrope veliki svjetski rat, nevidjeno mrevaranje i uzaludno proljevanje krvi radnog naroda, nije donijelo bitne promjene. Narod u oružju, djeca od 17 godina do staraca od 60 godina, stajao je u šančevima, naoružani bajonetama, bombama i granatama, u navali poduprijetе teškim topništvom, pod komandom njemu stranih ljudi — zašto? Djeca i žene kod kuće muku su mučile, gladovale i čekale — zašto? I kad je padao dvoglavni crni orao, kad se je rušio crno-žuti militarizam, kad je prestalo metanisanje posvećenom apoštolskom caru — narod je mislio, da je imalo razloga, zašto su oni trunuli u šančevima, a zašto su im djeca i žene umirale i stradale od glada i golotinje. Pad vlasti odozgor, rušenje tiranije kao posljedica probudjene narodne svijesti, a u duši radnog naroda bilježila je 1917 i 1918 početak novog doba — progres mjesto reakcije, sloboda mjesto tiranije, vlast naroda mjesto despotije. To uvjerenje radnog naroda i svijesti, da prolivena krv nije pala uzalud nije bilo još ni došlo do koordinatnog uvjerenja, iz kojeg bi nastala jedinstvena i svrshodna akcija, a on se našao u okovima još gore tiranije, još barbarskije reakcije i despotije! Na mjesto habsburškog crnog dvoglavog orla zajašio mu na vrat Karadjordjevićev bijeli dvoglavni orao, na mjesto posvećenog cara još ne posvećeni kralj, na mjesto crno-žutog militarizma crveno-bijelo-modri militarizam novih zaovojevača.

U duši naroda ipak je tinjala nada, da to sve ne može dugo trajati, da će nova reakcija slijediti sudbinu stare, da nova nesavremena dinastija poći putem stare u prisilni mir...

Osam je godina prošlo, od kada se obrubiše obrubi austro-ugarskog militarizma, deset godina, od kada je ruska radnička revolucija navijestila svijetu, da je došao čas, da se stresu lanci dinastičkih i kapitalističkih okova, u ovoj se zemlji još jače stežu verige jednog barbarskog sistema, odano predanog u službu dinastije, kapitalističke klike i bankarskog velikosrpskog šovinizma. Radnički je pokret krvlju ugušen, svaka akcija radnika, da sebi osiguraju i najprimitivnija prava u borbi za životni opstanak onemogućena je drastičnim mjerama policijskog aparata, koje im pruža u ruke zloglasni zakon o zaštiti države, da o radničkoj štampi i ne govorimo. Seljačka masa raspršena, neorganizovana, ili vodjena od vođa, koji nijesu dorasli položaju i času, u kojem živimo.

Što smo dalje bili od znamenite 1917 i 1918 — što smo se više udaljavali od živih pouka ratnog iskustva, kamo nas vodi militarizam, reakcija i despotija, u kakve nas međunarodne zapletaje može proti naše volje zavesti kabinetska politika, to se je sve više silo u nas bijes dinastične buržoazije i kapitalističke klase. Sve jače se ispoljavao policijski teror, barbarski upravni sistem novog režima. Konsekventno se pljačkalo narodno dobro, korupcija na oči osvojila najviše državne krugove. Balkanski način podmičivanja bio je jedini način, da izvučeš na po zdravu kožu iz državnih nadležstva. Išlo se je očito za tim, da se gospodarski uništi čitave krajeve, koji nijesu potpuno odani velikosrpskom režimu.

Balkansom prevejanošću htjedoše velikosrpski vlastodršci uvjeriti svijet i javno mišljenje, kako je S. H. S. najdemokratskija zemlja na svijetu, u kojoj nema aristokracije ni privilegija poroda, u kojoj sva vlast počiva u rukama seljaka ili seljačkih sinova, kako je volja naroda — početak i konac političke mudrosti velikosrpskih i cincarskih državnika. Nikola Pašić, taj prototip partizana, običavao je govoriti licemjernim načinom: *Moj sistem i moj princip bio je vazda i samo volja naroda!*

Mi smo naučili u ovo osam godina dovoljno jasno, što to znači u ustima ovih pretorijanaca — sloboda i volja naroda. Sloboda je za njih, da doprineseš u novcu i krvi svoj teški danak za uzdržavanje ovog aparata i sjaja kraljevskog doma. Volja narodu — je volja „sreskog poglava“ i kundak žandara. I kad se opozicionarno javno mišljenje revoltira na ovako nečuvni postupak, tada ministar predsjednik, koji se je zakleo na to i koji bi po svojoj dužnosti morao čuvati ustav kaže u ime vlade novinarima: „Pa šta se mi igramo parlamentarizma? Ako ne ide parlamentom, onda ćemo mi naći drugi put da izvršimo volju naroda i udovoljimo potrebama države.“ (Nikola Uzunović novinarima — Politika 23. I.) Sva demokratska sredstva u državi S. H. S. imaju samo taj cilj, da nekako markiraju slobodno stvaranje volje birača, i to samo, dok je to

barem po vanjštini u interesu vladajućeg sistema. Kad i ta vanjska mreža popuca i popusti, jasno je svakomu, ko hoće da vidi i gleda, da je režim odlučan da održi sadašnji sistem oružanom silom. Da! *Mi punom parom plovimo u luku kraljevske i vojničke diktature*, o tom su uvjereni svi misaoni ljudi u Srbiji, a to osjećaju na svojim ledjima i svi nesrpski narodi u državi S. H. S.

Zadnji oblasni izbori, koji bijahu provedeni 23. I., način tog glasovanja i kako je došlo do izjava volje većine tih birača, potvrđuje i odveć jasno tu težnju i utvrđuje golu činjenicu, da su izbori samo markiranje demokratskih slobodiština.

„Slušajući izvještaje iz Crne Gore i Macedonije dobiva se strašan dojam, strašna slika pakla, prama kojemu su čak užasi iz Vojvodine kao neka idila“ — rekao je Stjepan Radić u jednom razgovoru sa novinarima (Politika, Beograd — 1. II.). Kakva je to idila bila u Vojvodini pričaju nam narodni zastupnici Tisaj i Trnjar, o tom govore i tadašnji Radićevi ministri Pavle Radić i August Košutić. Državne su vlasti silile čuvare kutija, da se odreku svojih položaja, općinske su uprave brisale samovoljno masu birača, a unašali nepoznate, žandarmerija je i oboružani dobrovoljci sa solunskog fronta u patroljama odilazili selima i strašili narod. U izbornim lokalima sjedili su pred kutijama opozicije naoružane komite i dobrovoljci i time onemogućivali slobodu izbora. U selu Kupusina blizu Sombora u predvečerje izbora 4 žandarmerija i 4 policajca u prisustvu općinskog bilježnika mučili su čitavu noć i iznakazili ova četiri hrvatska seljaka: Martin Rodin, Stjepan Bunjak, Ivan Nagy i Stjepan Horvat. Čupali su im vlasi i nokte, isprebijali na mrtvo ime — i veliki župan somborski ni luka jeo ni lukom mirisao. On o svemu ne zna ništa, i ako je liječnička komisija ustanovila očajno stanje osakaćenih seljaka.

To što se je događalo u Vojvodini, ovoj najnaprednijoj pokrajini u S. H. S. samo blijeda slika svega onoga, što se je događalo u drugim krajevima Jugoslavije. U Crnoj Gori stvarno vlada opsadno stanje, gdje su ljudi izručeni na milost i nemilost samovolji poljijskih organa. Javni ukaz sreskog poglavara u Kolašinu, u kojem zabranjuje svako slobodno kretanje od 6 sati u večer do 6 sati u jutro, naredjuje raseljenje kuća, gdje ih nema deset na okupu, uvadja žandarski nadzor nad „sumnjivim“ licima i na koncu pozivlje roditelje i rodbinu „odmetnika“, da ih poučija ili pohvata, unikum je u inače ogrezloj kapitalističkoj zapadnoj demokraciji. U Bosni su Muslimani fakično izvan zakona i pozivi, kojima su službeni organi pod prijetnjom globe i zatvora pozivali seosko pučanstvo, da glasuje za „kraljevsku radikalnu partiju“ imali su adekvatni uspjeh. Sam Svetozar Pribićević, vodja jugoslavenskih nacionalista, komu nitko ne može predbaciti animozitet proti režimu i sistemu rekao je novinarima, da svaka vlada može u Vojvodini i Macedoniji postići rezultat, koji želi.

To je narodu poznato i zato je pojmljivo, da je na tu komediju izbora pristupilo jedva polovica upisanih birača. Radni se narod u Jugoslaviji nalazi pred otvorenom dilemom: *pokoriti se ili dizati na ustanak.*

Sve se više pojavljuju svuda znakovi narodnog otpora, svuda se zapaža teško pritažena ogorčenost, na ispaćenim usnicima osjeća se samo upit: *Dokle ćemo ovako?*

Ovi oblasni izbori nijesu dali na to pitanje jasan odgovor, ali je duša potlačenih naroda već kazala, što o tom misli, pa zato je i govorio kraljevski mandatar Nikola Uzunović o diktaturi i naglasio poznatu stvar, da se Jugoslavija igra parlamentarizma.

Krešimir Ivčić

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η ΕΡΕΥΝΑ ΜΑΣ

ΑΝΑΜΕΣΑ ΣΤΙΣ ΠΟΛΙΤΙΚΕΣ ΚΑΙ ΦΙΛΟΛΟΓΙΚΕΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΕΣ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ
για την

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

Β. Α. ΓΚΟΥΡΚΟ ΚΡΙΑΖΙΝ

Β. Α. Γκούρκο Κριαζίν — μέλος του Προεδρείου της 'Επιστημονικής 'Εταιρείας προς μελέτην της Ανατολής, της Κεντρικής 'Εκτελεστικής 'Επιτροπής της 'Ενώσεως Σοσιαλιστικών Σοβιετικών Δημοκρατιών — ἐγεννήθη στά 1887. 'Υστερα από τις πανεπιστημιακές του σπουδές, ἀπεριώθητε τελείως στην έρευνα της ιστορίας των διεθνών σχέσεων και της ιστορίας των χωρών της Ανατολής. Από τα έργα του αναφέρουμε: 'Ο ἱμπεριαλισμός στην Ανατολή μεταφρασμένο στή μογγολική γλώσσα· τὸ ἔθνικὸ ἀπελευθερωτικὸ κίνημα στίς χώρες της Ανατολής· ἡ ἑγγύς Ανατολή και οἱ Δυνάμεις· ἡ ιστορική τύχη του Ἀφγανιστάν· οἱ μεγάλοι δρόμοι στην παγκόσμιον ἱστορία· οἱ παγκόσμιες προστριβές ὕστερα από τὸν πόλεμο· ἡ ἱστορία της Περσίας· ἡ ἀραβική Ανατολή και ὁ ἱμπεριαλισμός, τὸ ἔθνικὸ κίνημα στίς Ἰνδίες· κ. τ. λ.

Ὁ Γκούρκο Κριαζίν διεύθυνει τὸ πολιτικὸ και οικονομικὸ τμήμα της εφημερίδος ἡ Νέα Ανατολή· εἶναι ἐπίσης καθηγητής των Ἀνατολικῶν Μελετῶν στὸ Πανεπιστήμιον της Μόσχας και καθηγητής στην Ἀνατολική Σχολή της στρατιωτικῆς Ἀκαδημίας και στὸ Ἰνστιτούτο των Νέων Ἀνατολικῶν Γλωσσῶν του Λένινγκραντ.

Τὸ κύριο πρόβλημα των σχέσεων στή Βαλκανική ὑπῆρξε και εἶναι πάντοτε τὸ ἔθνικὸ ζήτημα. Χάρis στά πολύπλοκα ἱστορικά γεγονότα, δὲν μπορούμε πουθενά, σ' ἕλον τὸν κόσμο (ἐκτός ἴσως στην Ὑπερκαυκασίαν) νὰ βρούμε ἕνα τέτοιο „κομμάτιασμα“ ὅπως στην Βαλκανική. Ἀυτὸ τὸ γεγονός ὑπῆρξε πάντα τὸ καλλίτερο μέσον στά χέρια των μεγάλων δυνάμεων γιά νὰ στερεώσουν την πολιτική τους και οικονομική τους ἡγεμονία πάνω στά βαλκανικά Κράτη.

Ἦδη στὸ Συνέδριο του Βερολίνου ἔκαμαν οἱ μεγάλες δυνάμεις μιάν εἰδική κατανομή, δίδοντας τοὺς Βουλγάρους σερβικές περιοχές, στοὺς Ρουμάνους βουλγարικές ἐπαρχίες, κ. τ. λ. Ἀπό ἐδῶ προέκυψε ὁ σερβοβουλγारικός πόλεμος του 1887 και ἡ ἐξαιρετική ἀνάπτυξη των σερβιστικῶν τάσεων στην Ἑλλάδα, Βουλγαρία, Σερβία κ. τ. λ. Οἱ Βαλκανικοὶ πόλεμοι δὲν ἔφεραν την λύση του ἔθνικου προβλήματος· ἀπεναντίας μάλιστα τὸ ἔκαμαν πῶς πολύπλοκο με τὸ νὰ φέρουνε τὸν τεμαχισμό της Μακεδονίας, της ἐπαρχίας που εἶχε τις πῶς πολλές ἔθνικότητες, μεταξύ Σερβίας και Ἑλλάδος, ἐξαιρώντας ἔτσι ἕλως διόλου την Βουλγαρία. Τέλος ὁ παγκόσμιος πόλεμος και οἱ συνθήκες „της εἰρήνης“ ἔφεραν τέλεια σύγκλιση στὸ ἔθνικὸ ζήτημα στή Βαλκανική. Ἡ νέα Γιουγκοσλαβία που κάμνει μιὰ σφοδρὰ πολιτικὴ σωβινισμό, ἔφερε ἕνα τρομοκρατικὸ μεγαλοσερβικὸ καθεστὼς στην Μακεδονία και δείχνει φανερά την τάση νὰ μοιρασθεῖ μαζί με την φασιστικὴ Ἰταλία την Ἀλβανία. Ἡ Βουλγαρία ἔχει ἀποκοπῆ από τὸ Αἰγαῖον, και ἴσα ἴσα ἔνεκα αὐτοῦ του λόγου θεωρεῖ τὸν ἑαυτὸ της ὑποχρεωμένο νὰ κάμνει μιὰ ἐπιθετικὴ πολιτικὴ κατὰ των γειτόνων της. Τὰ ἔνοπλα ἐπίσodeia, τὰ σχεδὸν διαρκή (μεταξύ Βουλγάρων, Ἑλλήνων, και τὸν τελευταῖον καιρὸ και Ρουμάνων), ἡ ὑπόγειος ζύμωση στή Μακεδονία, οἱ συζητήσεις περὶ των δικαιωμάτων ἐπὶ των κυριωτέρων λιμένων του Αἰγαίου (Θεσσαλονίκη, Δεδέαγατς) και τέλος ὁ ἔθνικὸς ἀγῶνας και οἱ διωγμοὶ στή Θράκη και οἱ προσαρτηστικὲς μηχανεύσεις — νά, ἡ κληρονομία ἀπὸ τὸν παγκόσμιος „ἀπελευθερωτικὸς“ πόλεμος. Ἡ λύσις των διαφορῶν αὐτῶν με τὴ μεσολάβηση της Κοινωνίας των Ἐθνῶν δὲν εἶναι φυσικά παρὰ ἕνα ἡμίμετρο, ὅπως μᾶς τῶδειξε τὸ ἑλληνοϊταλικὸ ἐπίσodeio στά 1923, ὅταν ἡ Ἰταλία ἀπέρριψε κατηγορηματικά την μεσολάβηση της Κοινωνίας των Ἐθνῶν και ἐπροσπάθησε νὰ κρατήσῃ την νῆσο Κέρκυρα.

Ἡ μόνη πραγματικὴ διέξοδος ἀπὸ τοὺς ἐθνικοὺς αὐτοὺς ἀγῶνες εἶναι ἡ δημιουργία μιᾶς Ὀμοσπονδίας, στὴν ὅποιν θὰ ἔμπαιναν ὡς μέλη ἴσα ὅλα τὰ βαλκανικὰ Κράτη τὰ ἤδη ὑπάρχοντα καὶ ἐκεῖνα ποῦ, ὅπως ἡ Μακεδονία, θὰ πρέπει νὰ δημιουργηθοῦν. Μία λαμπρὴ ἀπόδειξη τῆς χρησιμότητος ἐνὸς τέτοιου προανατολισμοῦ εἶναι ἡ Ὀμοσπονδία τῶν τριῶν Σοβιετικῶν ὑπερκαυκασιανῶν Δημο-

κρατιῶν: Ἀρμενίας, Ἀζερμπαϊτζάν καὶ Γεωργίας, οἱ ὁποῖες πρὶν ἔκαμαν αἱματηροὺς πολέμους καὶ μιὰ σωβινιστικὴ πολιτικὴ. Μόνον αὐτὴ ἡ λύση τοῦ ζητήματος θὰ μπορέσει νὰ φέρει τὴν ἐσωτερικὴν εἰρήνην στὴ Βαλκανικὴ καὶ συγχρόνως νὰ τοὺς ἀπελευθερώσει ἀπὸ τὴν ληστρικὴν κηδεμονία τῶν μεγάλων δυνάμεων.

B. A. Γκούργο Κριάζιν

„ΕΥΑΓΓΕΛΙΚΗ ΜΕΤΡΙΟΠΑΘΕΙΑ“ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

Ἡ δημοκρατικὴ παράταξις ἡ ὅποια τηρεῖ
μιὰν εὐαγγελικὴν μετριοπάθειαν
„Ἐλευθερὸς Λόγος“.

Ἡ ἐπίθεσις τῶν μοναρχικῶν δὲν συνεχίσθηκε. Ἡ ἀναθεώρησις τοῦ συντάγματος προετοιμάζεται κατὰ τρόπον ἀρκετὰ προκλητικόν καὶ ἡ δημιουργία τῆς Γερουσίας ἐναντίον τῆς θέλησεως τῶν προοδευτικῶν βουλευτῶν εἶναι γεγονός, ὅπως εἶναι γεγονός καὶ ἡ θέλησις τῶν ἀντιβενιζελικῶν νὰ ριζώσῃ τὴν ἀναλογικὴν. Δὲν ἐτόλμησε ἀκόμα κανένας νὰ ἀνατρέψῃ τὸ ὑφιστάμενον ἐκλογικὸν σύστημα, ἐν τούτοις φανερὰ ἀντεπάχθησαν στὸ νὰ εἰσαχθῆι μέσα στὸ σύνταγμα μιὰ πρὸ δημοκρατικὴ μέθοδος. Καὶ ὄχι μόνον αὐτὸ. Ἡ ἀνάκλησις τῶν 20 δημοκρατικῶν νομαρχῶν ἔγινε δεκτὴ ἀπὸ τὸ ὑπουργικὸ συμβούλιον, καὶ ὁ κ. Τσαλδάρης ἐσημείωσε ἕνα θρίαμβον. Δὲν ἦταν τυχαῖον, αὐτὸ. Τῇ στιγμῇ ἀκριβῶς ποῦ οἱ ὑπουργοὶ τῶν ναυτικῶν καὶ τῶν ἐξωτερικῶν ἐρίχονταν στὰ πόδια τῶν ἀγγλων ἡγεμονιστῶν ἐπισκεπτῶν, ἐσυνθηκολογοῦσε τὸ ὑπόλοιπον μέρος τῆς κυβερνήσεως μὲ τὸν μοναρχισμόν. Ὁ ναύαρχος κὴζ καὶ ὁ κ. Τσώρτσιλ θὰ εἶναι καταγοητευμένοι ποῦ ἡ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ τῆς Ἑλλάδος εἶχε ὀρισμένες συνέπειας καὶ γιὰ τὰ ἐσωτερικὰ πράγματα. Τὸ ἀγγλο-ἰταλικὸν μπλόκ ἐτράβηξε καὶ τὴν Ἑλλάδα στὴν ἡγεμονιστικὴν του ἀγκυλιὰ, ἡ ἀνδρική ἀντίστασις ἔχει ἐξασθενήσει, καὶ ἡ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ τοῦ τῶνος δικτάτορος Παγκάλου ἐθρίαμβευσεν. Ὁ περίφημος μάστορας τῆς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς τῆς Ἑλλάδος ἀρπάξε γρίππη, ὁ Κονδύλης ἀρπάξε καὶ αὐτὴ γρίππη σὰν τὸν Βενιζέλο, ἡ δὲ κατάστασις εἶναι ἀρκετὰ σοβαρὴ. Οἱ μοναρχικοὶ δὲν ἰκανοποιήθησαν ἀκόμα. Ἀρχὴν ἔκαμαν μὲ τὴν ἀναθεώρησις τοῦ Συντάγματος. Τραβῶντας τίς συνέπειας ἀπὸ τὴν ὑπαρξὴ τῆς οἰκουμενικῆς ἐδιώξαν τοὺς νομάρχους, καὶ εἶναι ἄξιοι, νὰ ἐκκαθαρίσῃ ὄχι μόνον τὴν χωροφυλακὴν μὰ καὶ τὸν στρατὸν τὸν ἴδιον, τὸν δημοκρατικὸν στρατόν, τὸ ὅπλον τοῦ δημοκρατικοῦ Συντάγματος. Τὸν τελευταῖον καιρὸν ἀκολουθήθηκε μιὰ τελειῶς ἀντιδραστικὴ πολιτικὴ, οἱ τιμῆς τῶν τροφίμων ὑψώθησαν, καὶ ἡ ἀπαγόρευσις τῆς εἰσαγωγῆς βοῶν εἶναι μιὰ παραχώρησις στοὺς μεγάλους γαιοκτῆμονες, ὄχι ὅμως στοὺς μικροὺς χωρικοὺς. Τὸ ἐνοικιαστάσιον διατηρηθῆκε, ἐχρειάσθηκε ὅμως ἡ διαμαρτυρία ὅλων τῶν ἐργαζομένων τάξεων γιὰ νὰ ἐπιτευχθῆι αὐτὸ τὸ ἀποτέλεσμα. Ἡ ἐλάττωσις τοῦ μισθοῦ τῶν ὑπαλλήλων τοῦ Κράτους ἐσυνεχίσθηκε ἡ ἀντιπολίτευσις, κατὰ τοῦ παρόντος καθεστῶτος, τῶν ἀξιωματικῶν καὶ ἡ ἐλάττωσις τοῦ μισθοῦ των, ἐλάττωσις κατὰ 70% ἀπὸ τὴν 1 Φεβρουαρίου εἶναι οἱ βάσεις οἱ οικονομικῆς, σοβαρῶν διαταραχῶν. Ἡ κυβέρνησις ἐξακολοθεῖ νὰ ἐφαρμόζει συνεπῆς τὴν πολιτικὴν τῆς ἐξυγιάνσεως ἐναντίον τῶν ἴδιων τῆς τῶν ὑπαλλήλων, ἡ δὲ ἀπεργία τῶν σωφῶν στὴν Ἀθήναν δὲν ἀποτέλεσεν ἐπιτυχίαν τοῦ κ. Μεταξᾶ, τοῦ ἀρχηγοῦ τῶν ἐλευθεροφρόνων, μολοντί αὐτὸς ἔβαλε τοὺς πυροσβέστες τοῦ νὰ σπᾶσῃ τὴν διαδήλωσιν τῶν ἀπεργῶν. Ἐδῶκεν ὅλην τὴν ὑποστήριξιν στοὺς ἰδιοκτῆτες αὐτοκινήτων λεωφορείων, καὶ ὁ καπιταλιστικὸς χαρακτήρας τῆς σημερινῆς κυβερνήσεως ἐπεβεβαιώθηκε μὲ τὴν ἐπέμβασις τῆς χωροφυλακῆς καὶ μὲ τὸ ντοῦς ποῦ ἐχορηγήθηκε στοὺς διαδήλωτῆς. Ἦταν αὐτὸ, ἕνα κρῦον τοῦς ποῦ ἔδιναν οἱ κυρίαρχοι ἀντιβενιζελικοὶ στὸν θερμὸν δημοκρατισμὸν τῶν ἐργατικῶν τάξεων. Τὸ γεγονός αὐτὸ ἔχει μεγαλύτερη σπουδαιότητα ἀπὸ τοὺς καυγάδες ποῦ γίνονται γιὰ τὸ ζήτημα τοῦ Συντάγματος, γιὰ τὸ ζήτημα ἂν ἡ Γερουσία θὰ ἔχει 100 ἢ 120 μέλη. ἐν πάσῃ περιπτώσει ξέρουμε πῶς ἡ δημιουργία μιᾶς Γερουσίας θὰ φέρει μιὰ σπουδαία ἐλάττωσις τῆς ἤδη ἀρκετὰ ἐξασθενημένης δυνάμεως τοῦ δημοκρατικοῦ κοινοβουλίου.

Ἡ δίκη τοῦ Παγκάλου δὲν θὰ εἶναι φυσικὰ παρὰ μιὰ φάρσα. Δὲν εἶναι πολὺς καιρὸς ποῦ διεβεβαίωσαν ὅτι θὰ καταδικασθῆι νὰ ἐγκαταλείψῃ τὴν Ἑλλάδα γιὰ 10 χρόνια, καὶ ὅλες οἱ ἀνακρίσεις καὶ κλήσεις μπροστὰ στοὺς δικαστῆς δὲν εἶναι παρὰ κωμωδίες. Ἡ Ἀγγλία ἔσωσε τὴν ζωὴν τοῦ ἀξιότιμου της λακί, οἱ δὲ σημερινοὶ λακίδες βρίσκονται σὲ θέση νὰ μποροῦν νὰ πραγματοποιήσῃσιν τὴν θέλησιν τοῦ κυρίου τους.

Ἄξαφνα ἄξαφνα ὅμως ἡ Ἱερὰ Συμμαχία τῆς οἰκουμενικῆς βρέθηκε σὲ κίνδυνον. Δυὸ κρυφὰ ντοκουμέντα ἐδημοσιεύθησαν ἀπὸ τὸ δελτίον τοῦ πρώτου σώματος στρατοῦ, καὶ ὁ ταγματάρχης Θεοδοσόπουλος ἀρχηγὸς τοῦ δευτέρου Γραφείου, ἀγγέλει πρὸ δλίγου πῶς οἱ ἀντιβενιζελικοὶ ὑπουργοὶ, οἱ ἐκκαθαριστῆς τῆς χωροφυλακῆς, κ. Τσαλδάρης καὶ ὁ μοναρχικὸς κ. Μεταξᾶς βρίσκονται ἐπὶ κεφαλῆς μοναρχικῶν ἐνεργειῶν, καὶ σὲ ἐπαφὴ μὲ τοὺς βασιλικοὺς ἀξιωματικούς τοῦ V σώματος. Ὁ ἀρχηγὸς τοῦ σώματος αὐτοῦ, κ. Κουκουρας, δὲν μπόρεσε νὰ ἀπομακρύνῃ τοὺς δημοκρατικοὺς ἀξιωματικούς ἐξ αἰτίας τοῦ μεγάλου σκανδάλου ποῦ ἦταν ἔτοιμον νὰ ξεσπᾶσι. Ἡ ἐπαφὴ τῶν δυὸ ὑπουργῶν μὲ τοὺς ἀντιδραστικούς τοῦ V σώματος εἶναι γεγονός. Οἱ λαῖκοι καὶ οἱ ἐλευθεροφρόνοι δὲν ἐτόλμησαν κανὲν νὰ διαψεύσῃσιν τὰ γεγονότα ποῦ ἐδημοσίευσεν τὸ δελτίον. Φυσικὰ στὴν ἐπίσημην ἔκθεσιν τοῦ ὑπουργικοῦ συμβουλίου, διεκήρυσαν τὴν ἀπόλυτην ἐνότητάν καὶ τὴν πλήρη συμφωνίαν ἀπέναντι τῆς δράσεως τῆς τόσο ἀπρεποῦς τοῦ Γραφείου τοῦ πρώτου σώματος. Ὁ κ. Παπαναστασίου, τὸ δημοκρατικὸν ἀλεξικέραυνον τῆς οἰκουμενικῆς κυβερνήσεως, δηλώνει πῶς τὸ ζήτημα ἔκλεισε πολιτικῶς, καὶ δίδει τὴν συγκατάθεσιν του γιὰ τὴν διάλυσιν τοῦ Γραφείου πληροφοριῶν καὶ τὴν τιμωρίαν τῶν ἐνόχων ἀξιωματικῶν. Ὁ βενιζελικὸς Καφαντάρης ζητεῖ τὴν ἀπομάκρυνσιν τῶν ἐνόχων ἀξιωματικῶν γιὰ νὰ ἀποφύγῃ ἐπικίνδυνες ἐπιπλοκῆς, καὶ ὁ ὑπουργὸς τῶν στρατιωτικῶν ἐκτελεῖ τὴν θέλησιν τῶν ἀντιβενιζελικῶν ποῦ ἐνώθησαν ἐναντίον τῆς δημοκρατίας. Ὁ ταγματάρχης Θεοδοσόπουλος περνᾷ τίς διακοπὰς του, ἐννοεῖται ἐκούσιως, καὶ χωρὶς καθόλου νὰ τὸν ἐξαναγκάσει ὁ κ. Μαζαράκης. Οἱ μοναρχικοὶ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ κάμνουν τίς προετοιμασίας των γιὰ ἕνα μοναρχικὸν πραξικόπημα, οἱ μοναρχικοὶ ὑπουργοὶ μποροῦν νὰ ἔχουν τὴν ἐλευθερίαν τους γινώμη σὰν κύριοι, ἐν ὧ οἱ δημοκρατικοὶ ἀξιωματικοὶ ἐκδιώκονται ἀπὸ τοὺς βενιζελικοὺς ὑπουργοὺς, μόλις τολμήσῃσιν νὰ ξεσκεπάσῃσιν τίς ἀντιδραστικὰς αὐτῆς ἐνέργειας. Ἡ οἰκουμενικὴ κυβέρνησις ἐδείξε τὸν πραγματικὸν της χαρακτήρα. Οἱ πυροσβέστες κατὰ τῶν ἐργατῶν, στοὺς δημοκρατικούς τὴν διαθεσιμότητα, στοὺς μοναρχικοὺς ὅμως τὴν ἐπαναφορὰν, ἡ εὐαγγελικὴ μετριοπάθεια τῶν δημοκρατικῶν — αὐτὰ ὅλα θὰ ἀνοίξῃσιν τὸν τάφον τῆς δημοκρατίας. Οἱ μάζες τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ, οἱ ἐργαζόμενες μάζες τῶν χωρικῶν, τῶν ἐργατῶν, τῶν προσφύγων, ἔχουν καθήκον νὰ σώσῃσιν τὴν δημοκρατίαν ἐναντίον τῆς θέλησεως τῶν οἰκουμενικῶν δημοκρατῶν, τῶν λακίδων τῶν ἐπιχειρηματιῶν καὶ τοῦ μοναρχισμοῦ. Ἡ οἰκουμενικὴ κυβέρνησις εἶναι ἕνα φυσικὸν μίγμα τῆς φιλελευθέρου ψευτιάς καὶ τῆς βίαιης πραγματικότητος τοῦ παρελθόντος. Ὁχι, ἡ σημερινὴ κυβέρνησις δὲν ἔχει τὴν δυνατότητα νὰ τιμωρήσῃ αὐστηρὰ τὸν τῶνος δικτάτορα. Ἡ ἐξωτερικὴ πολιτικὴ τοῦ Παγκάλου ἐπιδοκιμάζεται ἀπὸ τοὺς οἰκουμενικοὺς, ἡ δὲ ἐσωτερικὴ πολιτικὴ τῶν γουναρικῶν θὰ ἐφαρμοσθῆι ἀπὸ τὸν βενιζελισμόν. Σώσατε τὴν δημοκρατίαν ἀπὸ τοὺς σωτήρας της! Ἡ οἰκουμενικὴ κυβέρνησις πρέπει νὰ διωχθῆι ἀπὸ τὴν δημοκρατικὴν θέλησιν τῆς Ἑλλάδος. Ἡ οἰκουμενικὴ θέλησις πρέπει νὰ σπᾶσῃ τὴν οἰκουμενικὴν κυβέρνησιν γιὰ νὰ ἐγκαθιδρύσῃ πραγματικὰ τὴν δημοκρατίαν. Ὁ Τσώρτσιλ εἶναι εὐχαριστημένος, ἀλλὰ ὁ λαὸς τῆς Ἑλλάδος δὲν ἔχει κανένα λόγον νὰ ἐπιδοκιμάσῃ τὴν ἀποψὴν του. Ἡ σημερινὴ κυβέρνησις, μὲ τὴν ἀδυναμίαν της καὶ τίς ἰντρίγκες της, ἔθεσε τὴν ἑλληνικὴν πατρίδα ἐν κινδύνῳ. Τὰ συνασπισμένα κόμματα δὲ θὰ μπορέσῃσιν νὰ τὴν σώσῃσιν. Ἐκεῖνος ποῦ θὰ τὴν σώσει εἶναι ὁ ἐργαζόμενος λαὸς!

Μελίγκος

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARĂ

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Chestiunea agrară și țărănească în România

II. Marea proprietate după „reforma” agrară

Am văzut în articolul precedent în ce chip se împărțea, înainte de război, pământul cultivabil al țării între latifundiași și țărani. „Reforma” agrară trebuia, după spusele amăgitoare ale oligarhiei, să schimbe fundamental această repartitie a pământului, să desființeze marea proprietate și să predea moșiile acesteea în mâinile țăranilor. Să vedem ce este adevărat din toate acestea.

Reforma agrară cuprinde două operații succesive: întâi, exproprierea mării proprietăți și al doilea, trecerea pământului astfel expropriat în stăpânirea țăranilor. Ne vom ocupa astăzi numai de prima operație.

Să luăm de-o pildă Vechiul Regat. Care era suprafața totală stăpânită de marii proprietari, adică de boeri, de stat și de diferitele instituții? (Căci pământul aflat în stăpânirea statului oligarhic sau bunurile de mână-moartă constituiau de fapt o parte a mării proprietăți feudale din România și erau exploatate prin intermediul arendașilor sau direct ca și moșiile boeresti obicinuite.) Scăzând din suprafața totală a Vechiului-Regat de 13.790.300 ha. suprafața ocupată de ape, clădiri, drumuri, etc. 3.244.037 „

rămân 10.546.263 ha. Scăzând din această suprafață proprietățile sub 10 ha. (3.153.645 ha.) și cele mijlocii între 10 și 100 ha. (862.800 ha.) cari fac împreună 4.016.445 „

atunci rămâne suprafața aflată în mâinile mării proprietăți de 6.529.818 ha.

În această cifră sunt cuprinse, în afară de pământul arabil, viile, livezile de pomi fructiferi, pădurile, pământurile inundabile.

Pe baza legii agrare s'a expropriat din această suprafață a mării proprietăți în total 2.708.661 ha. Au fost complet scutite de expropriere viile, livezile și pădurile — laolaltă (87.963 ha. vii plus 2.086.185 ha. păduri) 2.174.148 ha. Deasemenea nu au fost scotite terenuri expropriabile fermele, etc. Au fost considerate pământ expropriabil din pământul cultivabil părțile de moșii rămase după ce proprietarii, cărora li s'a lăsat câte-o întindere variind dela 100 la 500 ha., și-au ales părțile cele mai fertile și mai bine așezate. Apoi au mai fost scotite ca pământ expropriabil pășunile și pământurile inundabile (circa 200.000 ha.). Așadar a fost expropriat pământul cel mai prost.

Scăzând din suprafața stăpânită de marea proprietate de 6.529.818 ha. suprf. de pământ inferior expropriat 2.708.661 „

rămâne atunci în mâinile mării proprietăți astăzi 3.821.157 ha.

Dar fost-au oare expropriate cele 2.708.661 ha. cu adevărat și numai dela marii proprietari, dela moșieri? După legea agrară au fost mai întâi expropriate în total pământurile Casei Rurale (instituție de stat care cumpăra cu drept de prioritate pământurile moșierilor ce voiau să și le vândă de bună-voie, pentru a le revinde apoi țăranilor) și bunurile de mână moartă, și, se spune, și cele ale Coroanei. Laolaltă 758.120 ha. Ar urma că dela marii proprietari nu au fost expropriate nici 2 milioane ha. Dacă ținem socoteală că pășunile (peste 1 milion și jum. ha) și pământurile inundabile (circa 200.000 ha.) au fost scotite la expropriere, cum am spus, ea pământuri „de cultură”, atunci vedem că în realitate marii proprietari au rămas cu cea mai mare parte din pământurile lor realment cultivabile, plus viile, livezile, fermele, grădinile, pădurile; în total, cum am spus, 3.821.157 ha. aflătoare în astăzi stăpânirea a mai puțin de 4000 proprietari. Terenuri arabile din această suprafață a mării proprietăți trebuie să fie peste 1 milion și jum. ha.

Aceasta este realitatea ce se ascunde sub povestea oligarhiei, reproducă de D. Rommenhoeller pentru uzul străinătății, povestea cu România „care a încetat de a mai fi o țară de marii proprietari” și „unde marea proprietate a fost complet împărțită...”

Vedem așadar cum stau lucrurile în Vechiul Regat. Cam aproape la fel stau ele și în teritoriile anexate.

Toate cele de mai sus ar fi „realitatea”, așa cum o prezintă oligarhia în cifrele oficiale. Realitatea cea adevărată însă, realitatea cea de pe teren, este cu mult mai rea. După lege se făgăduia exproprierea integrală a domeniilor Coroanei; în realitate ceea ce

i-a fost luat Coroanei cu o mână, ca să ungă prostimea pe la ochi, i-a fost dat îndărăt cu cealaltă. Fapt este că moșii întinse se află astăzi în stăpânirea familiei regale. Pedesupra prințul Carol, pe-atunci moștenitor al tronului, a fost „dotat” cu moșii noi-nouțe, alese din pământurile cele mai bune și mai mănoase. Apoi pământuri întinse din cele expropriate, care făceau la un moment dat mai multe sute de mii de hectare, fură concentrate în mâinile unor organe zise „pentru executarea reformei agrare” și, până a fi împărțite țăranilor, arendate și traficate favorizilor regimului. Așadar, încă o formă mascată, camuflată a mării proprietăți rămase în picioare. În sfârșit numeroase moșii, prezentate de cifrele oficiale drept expropriate, și încă „definitiv” expropriate (căci există o întreagă gamă de „exproprieri” ne-definitive), se dovedesc a fi rămas de fapt și astăzi încă în mâinile proprietarilor lor. Să luăm de exemplu numai o săptămână la întâmplare, fie ultima din luna Ianuarie anul acesta, și să cercetăm faptele în legătură cu această afirmație a noastră. Vom vedea următoarele:

Deputatul Suciuc semnaleză într-o comunicare, făcută în parlament, „cazul unei moșii din jud. Prahova care, deși expropriată, continuă a rămâne în posesia proprietarului”. (Cuvântul din 24 Ian.)

Deși, conform unei sentințe judecătorești, comuna Albești (jud. Dolj) a intrat „cu acte legale în regulă” în posesia islazului de 100 ha., totuși islazul a fost cotropit de Ministerul de Război care e proprietarul „expropriat”. (Adeverul din 25 Ian.) Curios islaz, care deși expropriat și „predat” comunei, rămâne în stăpânirea proprietarului „cu toate actele legale în regulă” și cu toate sentințele judecătorești!...

Și în sfârșit, ultimul caz din săptămâna pe care am luat-o la întâmplare, dar care nu se deosebește cu nimic de celelalte săptămâni ale anilor ce s-au perindat dela decretarea „reformei” agrare: Deși Comitetul Agrar e expropriat moșia Isalnița (Dolj), totuși proprietarul (Ministerul de Război) deține în chip arbitrar, pe lângă cele 300 ha. lăstate lui prin „hotărârea Comitetului Agrar” (pământurile statului sunt integral expropriabile, spune... legea!), și pe lângă grădinăriile și pădurile, încă 500 ha. (Adeverul din 30 Ian.)

Exemple de acestea am putea înșira la nesfârșit cu fel-de-fel de variante: moșii cari se mută, ca prin farmec, din deal la vale (la moșile din șes cota lăsată proprietarului e mai mare decât la cele de munte); alte cari se prefac peste noapte în grădinării, ferme sau vii (tot categorii neexpropriabile); sau în sfârșit moșii cari, în locul unui singur proprietar ciclopice dinainte de promulgarea exproprierii, se trezesc într-o bună dimineață, după promulgarea ei, cu 5 și mai mulți proprietari (pe baza moștenitorilor... prezumtivi, cari sunt considerați de legea agrară ca proprietari separați pe câte-o parte de moșie, moșia e împărțită întâi în atâtea părți câți „moștenitori-proprietari” sunt), așa că dintr-o moșie se fac 5 și mai multe, și din fiecare se expropriază numai o fărâmătură, și aceea prundiș, nisip, deal sau mlaștină.

Așadar prin falsificarea exproprierii, tot atât cât și prin aplicarea ei, marea proprietate subzistă în România și după aplicarea primei operații din „marea reformă”. Cum s'a executat însă cea de-a doua operație a acestei „reformă”, anume împroprietărirea țăranilor cu pământul expropriat, vom vedea în articolul ce urmează.

I. Mateescu

O. R. I. D.

(Organizația Revoluționară Interioară Dobrogeană).

Către sfârșitul lui Decembrie 1918 trupele bulgare din Dobrogea fură înlocuite de către trupele de ocupație anglo-franceze, care aveau scopul să pregătească reocuparea Dobrogei de către oligarhia română. Populația dobrogeană și-a exprimat atunci protestul, dar acest protest stătea sub influența guvernului bulgar. Rezultatul acestui protest a fost că ocupația română dezlănțuie un val de persecuții contra dobrogenilor, așa că mii și mii dintre aceștia fură siliți să emigreze în Bulgaria. Acești emigranți sunt aceia, cari începură prima activitate revoluționară în Dobrogea.

Naționalismul bulgar, care dăduse faliment (1919) căută să-și pună în serviciul său începuturile mișcării revoluționare dobrogene. Așa se face că prima perioadă a mișcării revoluționare dobrogene a stat sub influența burgheziei bulgare și a politicii ei de revanșă. Militanții acestei mișcări de revanșă revoluționare, de origine îndoelnică, erau profitori de război și carieriști. Ideea luptei revoluționare coaptă în sânul masselor dobrogene nu-și putuse încă

gasi atunci adevărații săi interperți. Activitatea „revoluționară” din această perioadă consta în banditism, jaf și provocatii, — și guvernele bulgar și român trăgeau de aici deopotrivă folos. Această „activitate” produse o complectă confuzie și dezorganiză luptele de eliberare a populației dobrogene. „Rașenovismul” fu una din paginile cele mai obscure din analele acestei epoci. Una din figurile centrale ale mișcării „revoluționare” de atunci era *Alexandru Rașenov*. El delapidă la sfârșit numeroase sume de bani ale organizației, fugi și se predă autorităților românești, la dispoziția cărora el puse arhivele întregi ale organizației. Urmările au fost catastrofale pentru mișcare. Peste 300 de țărani dobrogeni fură arestați, un mare număr dintre ei fură condamnați la mulți ani de închisoare și muncă silnică și mulți fură masacrați chiar cu prilejul „instrucției”. Ca răsplătă pentru această felonie Rașenov fu numit agent al Siguranței din Dobrici, funcțiune pe care el o ocupă și astăzi. Ba acest trădător criminal are nerușinarea să mai publice și un ziar de provocatie „Poșta”, cu scopul de a submina lupta de eliberare a dobrogenilor.

În anii 1920—1921 câțiva militanți loiali făcură încercarea de a canaliza mișcarea pe o cale revoluționară independentă, dar ei nu putură găsi forma potrivită organizației și încercarea lor dădu greș. Totuși ideea întemeerii unei adevărate organizații revoluționare nu încetă să preocupe pe numeroși membri, cinstiți și devotați, ai mișcării dobrogene, și spre sfârșitul anului 1923 ei constituiră *Organizația Revoluționară Interioară Dobrogeană (O. R. I. D.)*.

Întemeierea O. R. I. D.-ului coincise însă cu epoca restaurării burgheziei bulgare (după lovitură dela 9 Iunie), care începu cu ajutorul Ligei Militare ofensiva contra organizațiilor populare. Liga Militară izbuzi să introducă în conducerea O. R. I. D.-ului doi reprezentanți de-ai săi: pe deputatul țankovist *Nicola Kiamileff*, locot.-colonel de rezervă de cavalerie, și pe avocatul din Rusiuk *Ican Haqi Ivanoff*, căpitan de rezervă. Prin mijlocirea acestora Liga făcu totul pentru a pune stăpânire pe mișcarea dobrogeană în scopul de a o pune în serviciul politicii interioare și externe a burgheziei bulgare.

Cu toată strecurarea Ligei Militare în conducerea sa, O. R. I. D. izbuzi dela întemeierea sa să unească laolaltă toate elementele cinstite și loiale ale mișcării dobrogene. O. R. I. D. deveni expresia aspirațiilor masselor dobrogene din Dobrogea și din Bulgaria, în sânul cărora ideea eliberării Dobrogei pe cale revoluționară era deacuma coaptă. O. R. I. D. sfărâmă legăturile cu trecutul rușinos al mișcării dobrogene și, din chiar primele zile ale existenței sale, dădu o lovitură mortală banditismului, care se dezvoltă în Dobrogea servind ca mijloc de provocatie în mâinile agenților oculți ai imperialismului. O. R. I. D. își încordă toate puterile pentru a crea o organizație revoluționară vastă și reală de

massă și întreprinse primii pași pentru elaborarea statutelor și programului mișcării.

Iată punctele caracteristice ale acestui program: 1. O. R. I. D. are ca scop final eliberarea politică a Dobrogei prin toate mijloacele revoluționare și politice posibile. 2. Desemnarea formei de guvernământ este un drept exclusiv al poporului dobrogean, care se va pronunța prin intermediul reprezentanților săi în prima Adunare Constituantă populară aleasă după obținerea libertății sale. 3. O. R. I. D. va lupta pentru o apropiere cu toți asupriții din orice țară și stat în vederea unei acțiuni comune generale.

O. R. I. D. fu primit cu mare simpatie de către masele dobrogene asuprite, și un mare număr de comitete revoluționare luă curând ființă în toată Dobrogea. Grupele armate ale O. R. I. D.-ului străbăteau fără încetare țara răspândind pestetot ideea unei lupte revoluționare independente și înflăcărand încrederea și spiritul de luptă al populației dobrogene. În chipul acesta O. R. I. D. izbuzi într'un foarte scurt răstimp să nimicească bandele de tâlhari, de cari profita guvernul român pentru a ține în permanență Dobrogea sub rigorile unui regim de excepție. Planul oligarhiei române de a coloniza Dobrogea în 1923 și 1924 cu elemente străine de ținut, avortă complect datorită acivității revoluționare a O. R. I. D.-ului. În același timp O. R. I. D. începu tratative cu organizațiile-surori pentru realizarea unei acțiuni comune coordonate, pentru realizarea unui front unic al tuturor popoarelor asuprite din Balcani. Sub presiunea spiritului revoluționar al masselor dobrogene și al emigrației din Bulgaria conducerea O. R. I. D.-ului încercă, cu toată teroarea și amenințările Ligei Militare, să caute legături cu marea Republică a muncitorilor și țărănilor ruși, care devenise centrul de atracție al aspirațiilor și luptelor de eliberare ale popoarelor asuprite din toată lumea, și să-și asigure sprijinul ei. În acest scop membrul comitetului central *Varban Petroff*, însărcinat cu puteri oficiale și cu o scrisoare motivată fu delegat în Rusia Sovietică. Acest moment important din dezvoltarea O. R. I. D.-ului coincide cu orientarea către Rusia Sovietică a O. R. I. Macedonene, care iscălise tocmai atunci remarcabilul manifest din Mai anul 1924 la Viena. Negocierii fură începute între ambele organizații și chestiunea reprezentării reciproce și a coordonării activității ambelor organizații revoluționare fu rezolvată în chip favorabil.

Cu toată prezența în organele sale conducătoare a agenților fascismului bulgar, O. R. I. D. își ducea activitatea sub influența stângei având în frunte pe revoluționarii dobrogeni plini de abnegație *Varban Petroff* și *Docio Mihailov*. Stângea avea în mâinile sale întreaga acțiune a organizațiilor din Dobrogea. Aceasta fu dezvoltarea primei perioade — cu adevărat revoluționară și independentă — a O. R. I. D.-ului. Curând însă situația se schimbă, lucru despre care vom vorbi în articolul următor.

Dobrugiansky

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА
ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Јануарски обласни избори и шеста Узуновићева влада Пораз радикала и радићеваца. — Изборни терор. — Пораст и јачање радничко сељачког блока. — Оставка владе и образовање VI. марionетске владе Н. Узуновића.

Београд, средином фебруара

Обласни избори од 23 јануара о. г. обављени су у монархији С. Х. С. у знаку најоштријег терора на раднике и сиромашне сељаци. Једна чиниеница која се већ годинама практикује, а која долази до свог јачег изражаја у периоду изборне кампање. Шта је руководило београдску хегемонистичку владу да ове обласне изборе расписне и са одговарајућим терором спроведе?

Пре свега треба имати у виду да је већ хегемонистичким уставом предвиђена **парцелација** државе у 33 области, што је и у дело спроведено уредбом од 26 априла 1922 г. Том уредбом извршена је и формална **централизација** целокупне државе С. Х. С. Истом уредбом предвиђене су и т. зв. обласне скупштине и самоуправе којима је законски предвиђен делокруг рада на области привреде, индустрије, занатства, социјалног осигурања, саобраћаја, задругарства и т. д. Питање **просвете** и **јавне безбедности** т. ј. жандармерије не спада у компетенцију обласних парламената. Прима годишње једанпут извештај о државној управи у дотичној области кога подноси велики жунак, али **без права** на критику тога извештаја. Толико о значењу обласних скупштина. Услед перманентних криза и

несрећности у земљи, избори за обласне скупштине врше се сада по први пут од доношења уредбе за ње скупштине. Међутим је наступила потреба за великокрпску владајућу буржоазију маскирана са Х. С. С. у овој садашњој ситуацији за обласне скупштине.

И то из двојакних разлога како политичких тако економских. Политичка је потреба захтевала да се после двогодишње паузе поново испита на већ познати начин «расположење» народа и снага појединих партија — како би се могла за у будуће ориентисати великокрпска буржоазија, двор и камарила у погледу форме диктатуре; економска или финансиска из простог разлога, да преко ових нових скупштина владајући режим **наметне** радном народу **нове порезе и наметне**, како би и са те стране убацио у буџет нове милионе за своје империјалистичке, милитаристичке и хегемонистичке циљеве.

Ово су више или мање мотиви који су руководили Београд да расписне јануарске изборе, па и по цену извесних изненађења. Који су резултати избора, како је реагирао народ?

Пре свега треба подвући чиниеницу да је у монархији С. Х. С. систем бирања конзервативан и реакционаран, који фаворизира само велике странке и самим тим била би једна

велика илузија тражити како у парламенту тако и на обласним скупуштинама прави однос снага легалних партија и расположења народа, који учествују на изборима. Ове је изборе расписала и спроводила коалициона влада радикала и радићеваца на којима се уосталом и разбила. Познато је да су радићевци после своје капитулације и прихватања хегемонистичке концепције Београда, били у рукама радикала т. ј. владајуће великокреске буржоазије само гласачка лутке у београдском парламенту. Радићевци знајући добро да се од избора немају надати dobrим резултатима и поред тога што их изборни модус фаворизира, отишли су на изборе и, у агитацији иступају свуда против својих савезника у влади обилазећи и поред тога свуда праву намеру ових избора. Али то им није много помогло. Од 530.000 гласова колико су добили на фебруарским парламентарним, изборима 1925 г. спали су ових избора на нешто око 300.000 гласова или 40% мање од својих гласача и поред тога што су благодарни изборном модусу задржали одричне одговарајући број мандата у односу његове парламентарне фракције. Ако се узме пропорција 1:3,83 т. ј. на једног парламентарног посланика 4 обласна. Само у загребачкој области радићевци су изгубили око 61.500 гл., затим у Далмацији око 25.000 гл., Срему 13.000 гл. и тако редом у свима покрајинама где су имали видног успеха 1925 г. Радикали такође не заостају много иза радићеваца и поред тога што је у њиховим рукама био целокупни жандармеријско-полицијски апарат и самим тим цео административни изборни поступак. У Војводини где живе мађарске и немачке националне мањине компактно, успели су радикали нешто претњама а нешто и обећањима да створе изборни пакт са представницима једних и других. И поред тог интересантног пакта, радикали су у Војводини добили осетне губитке, тако износи њихов губитак у Срему око 20.000 гл., у Босни око 80.000 гл., у Србији такође у корист других партија; и то у Босни у корист већини земљорадника, у Србији демократа. Београд и више већих градова у Србији и Македонији гласало је против радикала за опозицију. Општи биланс јесте губитак од 180 мандата према оној пропорцији од 1:3,83 или 250.000 гл., место 520 мандата према парламентарној снази, радикали улазе у обласне скупуштине са нешто око 400 мандата. Обе владајуће партије и великокреска-радикална и монархистичко-радићевска имају апроксимативно губитак од 40% у корист буржоаске опозиције, која се у извесној мери појачале као су што: демократска заједница, земљорадници, хрватски федералисти и радићевски десиденти у Далмацији.

При анализи прошлих јануарских избора треба се осврнути и на велику пасивност гласача. Гласало је свега 56% гласача, остали и у колико су могли апстинирали су се од гласања, једино се та пасивност не примећује у редовним гласача радничко-сељачког блока. Напротив, радничко-сељачки блок у Хрватској и Славонији добио је крај свег терора и хапшења око 9000 гл., у самом Загребу 2030 гл. и 2 мандата 1050 гл. више но за време фебруарских избора. Осим тога он је битно ојачао своје позиције у индустријским центрима Хрватске и Славоније. Што се Далмације тиче, тамо су независни радници изашли са десидентима Х. С. С. на избора као **Хрв.-Сељачко-Раднички Блок** и окупили око 10.000 гл. и 4 мандата, тамо се у ствари очекивао већи резултат да није апстиненција била у оноликој мери, у сваком случају учињен је корак ближе ка сиромашњим сељацима, која ће без обзира на изборне резултате схватити прави значај и потребу савеза радника и сељака у борби за њихова елементарна политичка и економска права, у томе смислу има се у будуће и радити како би то заједничко иступање радника и сељака и одоздо оправдало поверење заједничког иступања са радницима у циљу обарања данашње монархије и реакционарног режима.

Словенија је у већини за клерикалце гласала; радикали су тамо готово избрисани, сам. демократе показују извештан пораст. Независни радници су иступили на изборима заједно са социјалистима и групом «Зедињење» као радничко-сељачки блок, који је добио око 15.000 гл., то показује да су порасли раднички гласови у Словенији и према томе левица радничког покрета која пронагира потребу савеза радника и сељака.

Да резимирамо биланс избора: 1. Битан пораз великокреских хегемониста и радићевских ликвидатора републиканства; 2. Јачање буржоаске опозиције и сељачко радничког блока и 3. 50% процентна апстиненција као видна манифестија незадовољства и немања поверења према буржоаским странкама. Ове карактеристике показале јасније пут и начин борбе револуционарних елемената према својим угњетачима и обратно.

* * *

Одмах по изборима Радић заплашен изборним резултатима напада кроз штампу оштро београд. владу. (у којој је међу осталим седело и неколико радићеваца, синовац му и зет) и министра унутрашњих дела Божу Максимовића ради страхо-витог терора који је примећиван свуда у земљи, а нарочито у Војводини према Радићевим бирачима. И крајем јануара, при избору чланова Управног Одбора Ратне Штете влада остане у мањини, јер су радићевски гласали са опозицијом за опозиционе кандидате Перу Марковића, демократу и Дим. Вујића земљорадника. Владе је после овог подцела демисију. Повољна консултовања, аудијенције и преговори омогућили су Узун-вићу, који је и овог пута добио мандат за образовање владе да после четвородневне кризе образује владу од радикала, клерикалаца и радикалских десидентата и обавезу немачког парламентарног клуба, који ће помагати ову владу. Нова, шеста влада Н. Узунвића за непуно годину састављена је овог пута без радићевца, самим тим престао је и т. з. «споразум» и политига, која је тим споразумом резултирала између радикала и радићеваца и, њихова двогодишња коалиција.

Нова влада има проблематичну већину од 10 так гласова, коју може свакад оборити опозиција када при гласању буду неколико пашићеваца одсутни. То је јасно и за самог Узунвића, који не верује пашићевцима и ако је један од изразитих пашићеваца Крста Милетић ушао у владу. С друге стране Узунвић је у једној скорашњој изјави наговестио отворену диктатуру, па се брзо исправио и демантовао, објашњавајући да је штампа криво схватила његову изјаву. Према свему, сви су извели ту да се ради пуном паром, да се у случају потребе изведе диктатура à la Примо ди Ривера, ако се не погоди великокреска буржоазија око поделе власти. Никић, који је требао да уђе у владу, одустао је у последњем моменту, када није добио ресор шума и руда, а свакако да су му намигнули и његови хрватски пријатељи да не улеће тако неурасуђљиво радикалима у руку, с друге се стране говори, да постоји тенденција да се врати радићевцима, колико тачности има у овим верзијама не може се утврдити још за сада. Д-р Коромец, вођа словеначких клерикалаца, ушао је у ову шесту карневалску владу, инекулишући на несрећност која влада у опозицији, затим да евентуално послужу као посредник за евентуални улазак демократа у владу и на крају, да поправи своје позиције у Словенији, које му је Радић донекле отео.

Сва ова парламентарна трговина око формирања једне стабилне владе, која би донела најјачије законе као што је порески закон, затим нови буџет и привредни програм врши се у знаку најжешћег терора и нових намета на пролетаријат и потлачене народе.

У томе циљу извршени су и јануарски обласни избори, које смо горе карактерисали. Такође смо подвуку јачање и пораст **насиоца** револуционарне борбе против режима и монархије — радничко-сељачког блока, који ће окупљајући око себе широке масе потлачених сиромашњих сељака на челу са борбеним пролетаријатом постати озбиљан фактор у њиховој ослободилачкој борби на путу ка образовању радничко-сељачке владе, једне етапе ка федерацији балканских народа.

Димитрије Јовановић

Терор обласних избора у Црној Гори

Писати о терору у Црној Гори, то значи ништа новог рећи. Онома, међу планинским врховима **Ловћена, Кома и Дурмитора**, терор крвничког биоградског режима, није никад прекидао већ је пуних осам година. На оном јуначком попришту на коме се је за пуних осам вијекова одиграла страшна борба за одбрану **самосталности**; онома, за ових последњих осам година одиграва се тако насиље, које у бруталности и крви превазилази најдивљија насиља варвара и фанатичке тортуре инквизиције.

Србијанске власти прокламују, да се у Црној Гори налазе разбојници и одметничке банде, који харају, отимају и убијају... Није истина. То је лаж достојна само оних који је шире и износе.

Да, али у Црној Гори има нешто друго, имаде још **храбрих четника**, борећи се одбијају, силу освајача, силом. Имаде још бораца, који с пушком у руци, по шумама и гудурама сузбијају насиља београдских жандарма и оружаних трупа.

Ове борце и поборнике за право и слободу народну Београд назива «бандитима и лоповима» да тиме прикрије пред свијетом зверства, која онамо чини, кад покоје (макар и хиљадито!) избије у инострану јавности.

Као увијек такође и сада, прије обласних избора, србијанске власти у Црној Гори позатварале су преко 1200 угледних сељака, да тиме обезглаве многа села и крајеве и да онамо немоћу бити изабрани **кандидати црногорске федералистичке странке**. Такве ствари у Црној Гори пред изборима, не раде се течајем мало дала или недеља — како се то ради по другим крајевима Југославије — већ се онамо раде и припремају мјесецима.

Београдска полиција припреми цео рад за злочинства у неком крају Црне Горе; њени инспектори то понесе великом жупању и среском поглавару тога краја, да то подише и обнародује, затим почиње крвави рад мученства, у коме није заштићен нико, ни старац, ни жена, ни дијете. У средини оштре зиме, у најхладнијим крајевима Црне Горе расељавају се села и домови, па се народ гони у **концентрационе логоре**.

Ево зато званичног доказа у акту поглавара среза Колашинског а који овди преносим у целини. Тај акт гласи:

«Поглаварство среза колашинског

Број 6698.

НАРЕДБА

поглавара среза Колашинског издата дана 10 октобра 1926 г. у погледу Јавне Безбедности у Срезу

Наређујем:

1. Да председници општина у заједници са командирима мјесних жанд. станица и кметовима у року од пет дана по пријему овога наређења нареду здиг свих катуна и зимских станова са планине у село као и да раселе све поселице гдје нема бар десет кућа једна уз другу, јер су све усамљене куће изложене јакавању и храћењу одметника, као и све оне у којима станују сумњива лица, којима ће одредити становање на сигурна мјеста одакле не могу јакавати;

2. Свака општина ће наћи по десет поузданих и вриједних својих људи, одредити им старјешину и наоружати их, па им ставити у дужност јавну безбједност и наизмјенично чување путева у општини а општине Колашинско-Речинска, Ровачка и Прекобрдска још по десет најпоузданијих људи, који ће тражити и гонити одметнике до уништења;

3. Сва најближа одменичка родбина, ноторни јатаци и у опште сумњива лица имаду се ставити под политички надзор о чему ћу накнадно за сваког донијети рјешење. У том случају одредит ће им мјесто боравка и кретања у дотичној општини;

4. Од дана публиковања ове наредбе, па до друге наредбе забрањујем свако ноћно сјело по селима и у опште свако кретање од 6 сати увече до јутро, свакоме без разлике сем јавних органа, о чему ће строго водити рачуна све жандармеријске патроле и све иступнике одмах ми пријављивати;

5. Општинама: Колашинско-Речинској, Ровачкој и Прекобрдској оставља се рок од један мјесец дана, да своје одметнике предају, убију или ухвате, а у противном тражићу по закону да се у њиховим општинама понаље војска на зимницу, да је хране све док одметнике не истријебе, што би се и досад учинило, да се није на њих чекало, па је више крај ће вријеме.

Ова наредба има се, према одобрењу великог жупана, обзнанити читањем на сеоске скупове у сва села овога среза укључно са подручјем ереске испоставе, — Морача у присуству оп. судова и органа власти и истаћи се у свако село и на сва надлежства на видно мјесто. Извођење по истој отпочеће одмах и обавезно довршити у року од пет дана.

Пријем исте потврдиће ми општински судови, командири жандармеријских станица и сеоски кметови.

У Колашину, 10 октобра 1926 г.

Поглавар среза
Живко М. Косовић

Да се раселе све поселице гдје нема бар десет кућа једна уз другу ... као и све оне у којима станују сумњива лица ... Шта то значи? То може знати само онај ко познаје ове крајеве у којима су ријетка села (а још ређе поселице — значи мала села), у којима се може наћи десет кућа једну уз другу. Значи, да је цио несретни срез изложен насиљу тјерања са свог рођеног отишата; уз то Црногорци су сви «сумњива лица» за њих.

Оставимо свако даље тумачење, све је ово довољно јасно, кад помислимо, да се у једном читавом округу забрани кретање лица изван кућвега прага од шест сати у вечер до шест сати у јутро. Колашински крај поглавито јави од сточарства и овако наређење значи за њега коначну пропаст. Но, стоку му и тако једе србијанска војска.

Колашинци нијесу били у стању да четнике, своју рођену браћу, своје љубимце и заштитнике: предаду, убију или ухвате, као што им је наређено — и сад (баш пред облазни и изборима) послата је војска на зимницу, да је јадни и гладни сељаци хране и издржавају.

Јадна Црна Гора, што си дочекала;

Доћи ће дан, кад ће тај мали број твојих храбрих мишица раскинути ропске ланце и када ће мрки мучитељи и ниске издајнице или онамо гдје су и сви њихови предходници пошпи, у блато и смрад презирања из којег су никли.

Милан М. Косовић

Прокламација федералистичког клуба Студената Црногораца

Црногорска браћо,

Катастрофалне последице рата погодиле су са целом својом снагом свирепства нарочито Црну Гору и њен толико доказани храбри народ. Све свађе које се распиреју у земљама удруженим у данашњој Југославији увем су почеле или су се свршавале

у Црној Гори. Незвесност незаслужених патњи, тешке шапе тлачитеља, неправде и ненаситост алетита су пали са свом својом тежином на народ Црне Горе. Таква је, изгледа, судбина свију народа који се жртвују за добро свију. И ви сте били објекат страховите експлоатације управних фактора државе Срба, Хрвата и Словенаца.

Црногорци,

У вековној борби југословенских народа, ваша вечика спремност да се жртвуете, пуни самоодржања, за вашу слободу и слободу српског народа, заузима најзаслуженије место. Вековни сан који смо мислили остварити, братимљење трију сродни народа, није донело Црној Гори и њеном народу, чак ни најелементарније економске услове живота и лепше будућности.

Невешти и наивни или непоштети политичари Црне Горе после рата, под утицајем, директива и наредба из Београда разјединили су црногорски народ и довели су га до просјачема, да би задржао велико име и слову Црне Горе. Грешке се чине свакодневне, пада се из пропаст у пропаст, јер разједињена браћа само могу један другог уништити. Дошле трећи из тог стања извлачи само користи, по принципу divide et impera — подели па владај — они улепшавају њихову кућу, препуштајући нас жалосној судбини.

Црногорци,

Ваш здрав разум није се међутим савијао ни у том страшном положају у овим тешким данима национални гениј није уништен. Напротив он је успео да се снађе у оријентацији.

Неумољива коб свирепе вас искушава, чини вас да патите до последњих граница ваше снаге у унутрашњој управи држава С.Х.С., показали сте одреженост и одважност вашег духа кога сте наследили од ваших предака, чија су јуначка дела позната целој Европи. Федералистички покрет пошавши са обале Бојане и врхова Комова и Ловћена прешао је већ својим дугом с оне стране Велебита. Горди Триглав му се смеши, тако да се Авала с правом већ узнемирила ради подржања своје хегемоније.

Црногорци,

Ваш спас, будућност, интереси ваше деце и вас налажу вам императивно јединствену и заједничку акцију ради извојевања ваших права. Грађење јадранске пруге преко Црне Горе и исушавање Скадарског језера представљају за вас животне интересе. А са тим и ратна одштета која вам је призната, упамтите добро, треба да буде нарочити део дискусије на областној скупштини на Устињу, одштета за спаљене куће 1919/20 г., исплата свих позиција предвиђене у буџету за саобраћај и установе од опште користи представља то јединство, које се може назвати: **Проблем Црне Горе у савезу југословенске државе**. Ради успеха ове борбе у постизавању ових права, сви се Црногорци имају ујединити у јединствени, заједнички црногорски фронт, т. ј. у црногорској партији федералиста.

Потреба овог заједничког споразума и слоге на свима областнама политике и јавног живота треба да буде апсолутно света и обавезна ствар за све Црногорце. У уједињеној снази једног народа огледа се сва његова јачина и разумевање живота и свега оног што је најбитније за човека. У смислу овакве манифестације, ка таквој јединственој вољи, за остварање успеха у напору за заједничко добро, којима треба тежити на областним изборима који ће обавити 23 јануара 1927 г. у целој нашој земљи.

Важност областних избора је свакако за Црну Гору, специјално пак за Боку Которску. Нашој браћи из Боче поставља се прилика да допринесу свој део, 27 јануара 1927 г. око здрављења донаћих питања и економског питања. Заједничка акција и победа федералистичке партије на изборима треба да покажу Београду, да престане са методама које данас примењује, да смањи ниво оних лажних браниоца народа и интереса отаџбине, који су нашли закљон и радикалском гледишту и оних осталих српских партија.

Свесна свога великог задатка и дужности према своме народу, црногорска омладина, организована на београдском универзитету, упућује овај апел из дубине своје душе свима Црногорцима и браћи и Боче Которске. Измирите се, заборавите све грешке које су учињене једном или другом грешком ваших вођа, имајте на уму да је ваш спас једино у заједничкој сарадњи.

Изађите јединствени 23 јануара на изборе и поверите сви ваше поверење кандидатима црногорске федералистичке партије, која је једина партија чији представници воде у београдском парламенту општу и енергичну борбу за право и једнакост црногорског народа.

У знаку победе црногорске грађанске свести ми вас поздрављамо и кличемо: **Живела Црна Гора!**

Федералистички Клуб Студената Црногораца

بر گابدر. نصلکه دیندارل هر صباح مقدس گابدرنی اوقویارق قبلرینی تسلی ایدیورل بنده بزم فلاکتلریمزه آغلایان بوکبی گابدری اوقویارق بو مکتوبلری یازهرق قربانلریمزه، خراب قولبلریمزه بر داملا کوزباشی دوکرم، بو صورته یانیق قلمک آتشی تسکین ایدرم. ایشته شدی قارنهژی کابنک ۲۲۵ نجی صحیفه سنده ته نجی نومرولی دو قومتی جگرلری پارجه لایان بو فاجعه بی سزه یازیورم. ۲۲ یاشلرند استرومجه لی ژور به اه ف بو بدبخت، عسکره آلمشدر. متفقلم محاربه سندن صوکره سهرز خسته خانه سنده قارنهژی قومسیونه چکدکلرینی سوبله یور، سوزی بو بدبخت وطنداشیمزه براقیورم. ۲۱ جمعه ایرتسی ایدی، بولوکی آرادم، بوله مدم، اکلامکه درامه استقامته حرکت ایش بنده آنله یتشمک ایچون حرکت ایتدم، شهردن چیقمان بر فرونه امک آلمق ایچون یاقلاشدم اکمکچی بر بیلدک آدم ایدی. بکا ایچری کیریگز سزک ایچون امک وار دیدی. نی بر اوقاق بوله لی آرافه صوقدی، اوراده آتی بلغار کوردم، بونلرک اوچی بنم کبی عسکر ایدی. مسلح بر روم موقوف اولدیغیمزی آکلادی. بو بوله ایچنده ایکی کون موقوف قالدق. یالکز امک ویریورلردی. صالی کونی ۲۵ juin بزی روم متروپولیتخانه سنه سوق ایتدیلم، بر قومسیون حضورینه چیقارلق بهانه سیله بورابه سوق اولومشدر. قومسیون بر قاچ سویل ایله ایکی پاپاسدن متشکل ایدی. قومسیونک اوطه سنه کیررکیرمز سوککه باشلادیلمر اسملریمزی بیله صورمدیلر، بلغار سکرها! ... آلکز، کوتوریکر دیدیلر. بزی قیز مکتبه، متروپولیتخانه به متصل اولان قیز مکتبه صوقدیلم، بو انسان قصابخانه سنه سکر کشی اولارق کیردک، اوطه مزده ده درت بلغار عسکرلی بولدق. ایچری کیررکیرمز روملر یانمز یاشدیلمر، بر بر بزی صویدیلر، اوزرلریمزده نه وارسه الیدیلر، مردیوهن باشنده روملر لرنده ترک قصابورلری اولدیغی حالده بزه چیقیکر یوقاری دیدیلر. بز مردیوهنه چیمغه باشلار باشلاماز قصابورلر ایله اوزریمزه اورا اورا بر اوطه به طیقدیلمر، او اوطه ده چهارشنبه کونه قدر قالدق. بوراده ایکی کون یکسز قالدق، آدسته بیله چیقارمدیلر. قصابورا یارالرنی، قیرق قوللریمزی صاراجق بر شیمز یوق ایدی، برینک قفطاسی یاریلشدی، قان متصل آقیوردی. برینک قولی پارچه پارچه ایدی، اضطرابی پک فضله ایدی بر قیریق باردق پارچه سیله دیواری قازدق، دیوار طوزیله یارالرک قانلرینی دوردیرمه چالشیوردق. چهارشنبه کونی مسلح بری ایچری کیردی، بزی آدستخانه به سوق ایتدی، هر بریمزه یارمشر اکمک ویردیلمر، صوبه ده مساعده ایتدیلمر، ۲۷ juin ده évêque غره ق پاپاسی کلدی، بوتون اوطه لک قپولری آچیلدی. اوطه لر بدبخت بلغارلرله طولو ایدی. پاپاس بزلره خطابا دیدیکه: بز خرستیا بز بزم مقدس گابدر قتل عامی منع ایدیور، بز وخشی بلغارلرکی دکلر، جمله کزه نه ویکزه کیتکه مساعده ایدیه جکدر، وطیشاری چیقدی، بز سویندک، امیدلندک، آخشام اوستی ایچمزدن اون درت کیشی آندی، بونلر جاوش، قومیه جیلق ایش طاقندن ایدیلر، ایکنجی قانه کتوردیلر، بوتون کیمه اورادن اجی فریادلر بوغونتولوسسلر ایشدیلیوردی، ارتق یارالریمزی اونونق، صوکه دقیقه لیمزی بکه بوردق. دون آخشام آنان اون درت کبشیدن یالکز قوسطودر بروف نامنده کی قومیه جی ایرتسی

کون یانمزه کتیریلدی. بونی ده آغیر بر اشکنجه ایله اولدیرمک وقره خیرلی بزه اکلاتارق بزی اوزمک ایچون تکرار یانمزه صوقدیلمر. زوالی کیمه بی فریادلر آره سنده اولدیریلن آرقداشلریمز آره سنده کچرمشدی، کوردکلرینی اکلاته میوردی. ایرتسی کون قپو آچیلدی بر روم پاپاسی کوروندی. بوتور غارسونلر دیدی. بز جواب ویرمدک، بوتور نه بی شیدر نیچون جواب ویرمورسیکر دیدی. سز بلغار سکرها، سلانیک آلق ایسته یور میسکر؟ ایکی ساعت صوکره طوب بومباردومانی ایشیدلدی، بونلر بلغار طوپلری ایدی، روملر درحال بلغارلرک کافه سنی بر آرایه طویلامغه باشلادیلمر، یتش کیشی بر کوچک اوطه به طیقدیلمر، روملر بلغار عسکرینک یاقلاشدیغی کورونجه عجله بزلری ایکیشر ایکیشر لیریمزی باغلادیلمر، اولدیرمکه باشلادیلمر. اک اول بر بلغار ایچون قومسیونه رجا ایتدیکندن طولای بر رومی اولدیردیلمر، یتش کیشی بی اولدیرمک ایچون بر ساعت اوغراشدیلر. چونکه وقتلری طار ایدی، جلادلری چوق ایدی. عملیات عجله اولیوردی. بر چوقلرینک لرنی باغلامغه وقت قالمامشیدی، جلادلرک اکثریسی رومانلی، استرومجه لی grécisé روملاشیمس بلغارلر ایدی. جلادلرک بعضیلری یاناغانه بعضیلری سونکو ایله اولدیر ییوردی. سونکیلردن قان صوکی آقیوردی، بندن اول اوتوبش کیشی کوزمک اوکنده پارچه لندی، وقت آزالیوردی. صره بزه کلدی، ایکی دهره لی ایله بر اویچ کیشی قتل اوطه سنه آندق، بن اوکده ایدم، جلادلر عجله تعقیب ایدیورلردی، اوطه قپوسنه یاقلاشدم، قان ایچنده بوغولمش بر بری اوزرینه استیف ایدلمش انسانلردر. چیرنمده اولدق لرنی کورر کورمز کوزلم قاشدی. ایچریده بر قالمامشدی. جلادم بکا بلغارجه کیر دیرک نی کارده بر بوش بره ایتدی، جلاد در حال بو بنومه بر سونکی اوردی، چکه دلندی قولانگ آرقه سنده بر دلینک آچیلدی، بر سونکر بو غازمدن لچدی، دویرلدم. قفطاسی کسلیش طاوقلرکی چریتل انسان کتله سنه التحاق ایتدم، جانسز کبی یاندم، صوصدم. طیشاریده دهره لی آرقداشلرمدن برینک ایچری کیرمک ایسته مدیک ایشیدیل ییوردی، بنم جلادم نی بر اقدی. طیشاریده کی جلادک معاوتنه قوشدی. زوالی دهره لی باغردی یاقالادیلمر، بو غازینی کسیدیلر، اوزریمه آدیلمر، زوالینک صیچاق قانی یارالریمک ایچنه آقیوردی، بر آز صوکره سس قالمامشدی. عملیات ختام بولمشدی. بر مدت صوکره تفنک سسلری، یایلم آتشری ایشیدیل ییوردی، بو قان اوطه سنده کیمه نک قالمادیغی کورونجه قیلدادم، پک شدتلی اجیلرم واردی. بر ساعت قدر یرمدن قالمه مدم، بو بنومدن چوق قان آقیوردی، اوطه دن طیشاری چیقدم، دیمتری قوسطوروی بولدم، زوالی قانلی جسدلر آره سنده دیواره طنامش دور ییوردی. نی کورونجه سن میسک ژورژ، قورتواه بیله حکمی بز دیدی. طیشاریده شدتلی طوب دوئه للاسی باشلامشدی. اوبوسلر یانمزه دوشیوردی. قاداورلر آره سنده یارم جانله قیلدایانلردن ماعدا سکر کیشی طویلانه بیلدک، دوشه قالمه قپودن طیشاری چیققدق، بر کوچک قپودن بوش بر روم خانه سنه کیره بیلدک، خانه ده کیمسه لر قالمامشدی، یایا، قان دوکه دوکه قاچمه باشلادق. الخ.

(مابعدی وار.)

بalkan قده راسيونى

هر اون بش كونده انتشار ايدر
بalkan اقليتلرينك ومظلوم ملتلرينك مجموعه سيدر
بالعموم balkan لسانلرنده يازيلمقده در

ماكدونيا خاطراتى مظالم صحنه لرندن

(سكزنجى مکتوب)

روم، صرب مظالم

بونلرى بزه قونفرانسلاره آغلايه رق سويله يه ميور بارى سزه بو مکتوبلرم
اوزاقدن او قونفرانس وظيفه سنى كورسون اونك اچون صيقلمه،
ديكله وبول بول، ايچين، ايچين آغلا: بوكون قارشيمده آنكهت قارنه ژى
ديكلرى بيوك بر كآب طور ميور. بو كآب، balkan ملتلرينك فلاكتلرينه
آغلايان يكانه بر كآبدر. لآتشبه انجيل ايله قرآن قصص وحكايه لريله
نصل ملتلك چكدكلرينى يازييورسه بو قيمتلى كآبده اك ناموسلى،
انسانيتپور قيمتلى آداملر طرفندن ماكدونيا قانلرينى، يانغينلرينى
كزهرك برر كورهرك يازلمشدر، بزم مشترك فلاكتلرينك مقدس

ماكدونىالى قارداش، سكا اولكي مکتوبمه كيلان فضا سنده صرب
قارداشلرينك Gulekar كوينده ياپدقلى بر فاجعه صحنه سنى يازمشدم.
بزم ماكدونيا ملتلى بر بر بزمه ياپد بزم قصابلقلى آي دن آي يه كورهلم،
اونومايهلم: بزمه، ماكدونياك بدبخت خلقنده پك فنا بر زاقون وار؛
اولولر بزمى پك چابوق اونقوروز، زواللى ماكدونىالى، نه وقت كولدك
كه فلاكتلره بزم قدر، ديرز، غوسپوط ياپدى ديرز ينه آنتريقه لره قربان
اولوروز. بونك اچون مادامكه حر دكلر، سينه مار بزمه بو قانلى صحنه لرى
ملته كوستره ميوروز، مادامكه ملتك آچيق كوزلى يتشمش آداملرى

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
5 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (1153—1164)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique

G. Dumoulin

Ladislav Fényes

Henri Barbusse: Les épaves des prisons roumaines

Paul Louis: Le déchainement des impérialismes

Dimitri Jovanovitch: Les élections départementales de janvier et le 6^{me} cabinet Ouzounovitch

G. Kazanovsky: Le gouvernement Liaptcheff et l'opposition en Bulgarie à la veille des élections législatives

I. Mateescu: La question agraire et paysanne en Roumanie — II.

Jean Zyromski: A propos d'un livre de Diner-Denes: La Hongrie (Oligarchie, Nation, Peuple)

Melingos: La Crise Oikoméne en Grèce

Costa Novakovitch: La question macédonienne. La Macédoine aux Macédoniens! La terre aux paysans! — III.

Dobroudjansky: Le mouvement dobroudjanais. La situation en Dobroudja

N. B. Kandieff: Les persécutions et massacres des révolutionnaires macédoniens en 1924 dans la région de Pétritch et l'assassinat de T. Alexandroff

Protestation de l'Association des Emigrés Bessarabiens en France contre le traité franco-roumain

La réaction dans les Balkans: Faits et événements

Texte allemand (1165—1166)

Costa Novakovitch: Die mazedonische Frage. Mazedonien den Mazedoniern! Der Boden den Bauern! — III.

Joško Cotić: Slowenien am Scheidewege

Texte albanais (1167—1168)

Enqët-a e jonë permbi Federacionin Balkanik

Hamilton Fyfe

Kalori: Ngjarjet shqypitare në gjiri të ngjarjevet botnore

Texte bulgare (1168—1171)

G. Kazanovski: Бюджета на правителството Ляпчев за 1927/28 г. Добруджански: Добруджанското движение. Резолюции по международното и вътрешно положение на Добруджа

И. Теод.: Какво даде октомврийската революция на селяните в Схветския Сжюз

Texte croate (1171—1173)

H. T.: Parcelacija Hrvatske

Kresimir Ivačić: Dokle ćemo još ovako?

Texte grec (1173—1174)

Ἡ ἔρευνά μας ἀνάμεσα στους πολιτικούς και λογογράφους τῆς Εὐρώπης περὶ τῆς Βαλκανικῆς Ὀμοσπονδίας

B. A. Γκοῦρκο Κριάζιν

Μελινγκος: „Εὐαγγελική μετριοπάθεια“ στὴν Ἑλλάδα.

Texte roumain (1175—1176)

I. Mateescu: Chestiunea agrară și țărăneasă în România

Dobroudjansky: O. R. I. D. (Organizația Revoluționară Interioară Dobrogeană)

Texte serbe (1176—1178)

Димитрије Јовановић: Јануарски обласни избори и шеста Узунвићева влада

Милан М. Косорић: Терор обласних избора у Црној Гори
Прокламација Федералистичког клуба Студената Црногораца

Texte ture (1179—1180)

شار: ماكدونيا خاطراتى مظالم صحنه لرندن — سكزنجى مکتوب